

L'Iran aux mains des conservateurs depuis 1979: l'impossible ouverture ?



Par Marine Didier

Institut d'Etudes Politiques de Strasbourg

Mémoire

**L'Iran aux mains des conservateurs depuis 1979:
l'impossible ouverture ?**

Par Marine Didier

Mémoire réalisé sous la direction de

M. Jean-Christophe Romer

Année universitaire 2015/2016

Remerciements

Confectionner un mémoire sur un sujet aussi délicat que le rôle des conservateurs en Iran n'a pas été chose aisée, aussi je tiens à remercier les personnes qui m'ont aidée à appréhender ce sujet en me prodiguant une aide précieuse tout au long de l'année. En premier lieu je tiens à remercier mon directeur de mémoire M. Jean Christophe Romer, pour sa présence, son soutien et son analyse, qui m'ont permis de cerner le sujet de mon devoir avec d'avantage d'acuité. J'ai également une pensée particulière pour mon professeur Mr Touqir Hussein, ancien ambassadeur du Pakistan au Portugal et au Japon, auprès duquel j'ai suivi les cours à Georgetown, et qui le premier a développé mon intérêt pour l'Iran. J'ai eu l'occasion de bénéficier de l'aide de M. Bernard Hourcade qui, en me permettant de le rencontrer à Paris en novembre dernier, m'a aidée à orienter le sujet de mes recherches. Je tiens également à remercier M. Clément Therme, pour les conseils avisés qu'il a pu me fournir, ainsi que M. Muhammad Reza Djalili qui n'a pas hésité à enchaîner les entretiens sur *Skype* pour partager son expérience et son analyse de la situation politique en Iran, ainsi qu'à m'envoyer des articles divers et variés. Je tiens également à remercier M.X, ayatollah iranien rencontré en novembre qui souhaite rester anonyme, pour avoir bravé le risque de s'entretenir avec moi et me confier ses espoirs de changements. Je tiens particulièrement à exprimer ma reconnaissance envers ma maman ainsi que mon amie Mélanie pour avoir pris le temps de relire avec application ce mémoire, le tout en un temps record. Enfin, je tiens également à remercier toute l'équipe de l'association strasbourgeoise Strass-Iran, pour m'avoir fait découvrir tout au long de l'année les us et coutumes du pays dans lequel je n'ai malheureusement pas pu me rendre cette année, ce n'est que partie remise !

Table des matières

INTRODUCTION	1
PARTIE I. La création du régime des Ayatollahs : L'appropriation du régime par les tenants de l'identité révolutionnaire iranienne	9
CHAPITRE I La chute du régime du Shah et l'avènement de la République Islamique d'Iran	9
CHAPITRE II L'identité révolutionnaire islamique de l'Iran – Caractéristiques et propagation du socle dogmatique de 1979 à 1989	22
PARTIE II. Le régime aux mains des conservateurs -Capacité de nuisance et frein aux réformes	38
CHAPITRE I Un complexe noyautage institutionnel conçu par et pour les conservateurs	40
CHAPITRE II Les velléités réformistes en Iran sont-elles condamnées à échouer ?.....	51
PARTIE III. Une ouverture en trompe l'œil: la survie des conservateurs depuis 2009	68
CHAPITRE I Chroniques d'un retour annoncé -- Une ouverture minutieusement calculée	70
CHAPITRE II. Vers un contrôle, exercé par les conservateurs, toujours plus accru dans la société iranienne?	82
CONCLUSION	98
Bibliographie	102
Annexes	108

INTRODUCTION

« Le Shah est mort le 14 juillet 2015 », soutient le chercheur et spécialiste de l'Iran Bernard Hourcade, en commentant les accords signés avec les cinq membres permanents du Conseil de sécurité et l'Allemagne à cette même date à Vienne, concédant à l'Iran la possibilité de développer son potentiel nucléaire civil. Ces accords symbolisent en effet la reconnaissance de l'Iran sur la scène internationale. L'ancien empire Perse se trouve depuis 1979 aux bans des nations, fustigé et inclus dans « l'Axe du Mal » : un « Rogue state », tel que l'a martelé l'ancien président des Etats Unis, George Bush Junior. Cependant, il semble que l'Iran pour des raisons économiques et sociales évidentes, ne puisse plus supporter son exil bien longtemps. Le potentiel économique du pays, représente une véritable aubaine pour la mondialisation dont la République Islamique est longtemps restée exclue. En effet, l'Iran, Etat nation moderne créé en 1923 avec l'accession au pouvoir des Pahlavi, semble taillé pour être un acteur dominant dans la région et sur la scène internationale¹. Le pays possède 10% des réserves connues de pétrole brut et 16% des réserves de gaz naturel, dont seuls 55% sont exploités.² L'ancien empire possède un potentiel touristique conséquent, tant la culture perse ancestrale comme contemporaine est riche en littérature, Arts plastiques, architecture etc. Ainsi, l'histoire écrite de l'Iran remonte à plus de 2500 ans et selon les données de l'UNESCO, l'Iran publie plus de livres que tous les pays de langue arabe réunis³. L'Iran est notamment parvenu à garder ses spécificités malgré des vagues successives de conquêtes effectuées par des envahisseurs aux mœurs et langues variées. Enfin, le pays regorge de monuments historiques, et d'une nature variée, le mont Damavand (5 683m) qui surplombe Téhéran étant devenu le symbolique mythique de l'Iran. Le pays possède donc le potentiel pour effectuer son retour sur la scène internationale et faire son entrée dans la mondialisation. Ce retour est désormais souhaité par les Etats-Unis, le protagoniste partiellement responsable de l'exil économique de l'Iran. En effet, une redéfinition de l'axe du mal s'opère de fait à Washington en proie entre autres à la menace du terrorisme sunnite. A la recherche d'alliés pour contrer ce nouveau fléau, l'Iran redevient fréquentable.

¹ Bernard Hourcade. *Géopolitique de l'Iran*. Armand Colin. Perspectives Géopolitiques, 2010.

² Camille Verleuw. *Qui gouverne à Téhéran (et comment) ?* Eska, Sécurité Globale Horizons Stratégiques, n° 1, printemps 2015

³ *Ibid*

Cependant, la situation en Iran est complexe. En effet, une véritable lutte, très inégale, fait rage sur la scène politique iranienne depuis 1979, depuis la Révolution Islamique. Ce pugilat oppose les conservateurs (*mohafézekaran*) aux réformateurs (*eslahgaran*). Les conservateurs en Iran souhaitent garder l'intégrité de l'identité islamique iranienne élaborée dès 1979. Cette identité repose sur des piliers idéologiques, comme la lutte contre l'Occident, le respect d'une approche fondamentaliste de l'Islam dans la société iranienne, et l'exacerbation du patriotisme perse. L'objectif des conservateurs est donc d'empêcher, de prévenir tout ce qui pourrait altérer et modifier, cette identité. Face à eux se tiennent les tenants d'une vision moderne du régime, ils ne remettent pas en cause radicalement le système mais souhaitent nuancer cette identité islamique dans son volet de lutte contre l'Occident, et assouplir les normes islamiques qui pèsent sur le quotidien des Iraniens. Cette nouvelle génération d'intellectuels insiste sur « *la liberté individuelle, l'ouverture culturelle et la cohabitation pacifique avec l'Occident* ». ⁴ Les réformateurs ne souhaitent pas la fin du régime des Ayatollahs, ils ne contestent en rien l'exacerbation du volet patriotique perse, mais souhaitent apporter des modifications à cette identité. Selon Eric Hobsbawm, « *sauf dans les sociétés authentiquement traditionnelles réagissant contre l'impact initial du modernisme, le fondamentalisme semble être, universellement, un phénomène de minorité* ». ⁵ Or les conservateurs en Iran représentent une minorité, au sein de l'échiquier politique, et de la population. Ces propos m'ont été tenus au mois de novembre par un clerc Iranien, un Ayatollah, qui souhaite conserver l'anonymat. Selon lui les conservateurs ne sont donc qu'une minorité, toutefois ce sont eux qui ont en main le pouvoir, empêchant institutionnellement aux réformateurs d'influer sur la politique en Iran, et de réformer, d'altérer l'identité révolutionnaire iranienne.

Aussi, cette reconnaissance de l'Iran, qui s'accompagne d'une levée progressive des sanctions économiques qui gangrènent la santé du pays depuis plus de trente ans, ouvrant le pays à une mondialisation dont il est resté exclu, peut-elle modifier l'identité islamique du pays ? Le rejet des valeurs occidentales vues comme impérialistes est l'un des piliers de l'idéologie du régime persan. Cette ouverture économique peut-elle amener une transformation, une occidentalisation et donc une libéralisation des mœurs de l'Iran qui s'est cloisonné dans le conservatisme religieux ? Mais surtout quel rôle peuvent tenir les conservateurs souhaitant

⁴ Farhad Khosrokhavar. *L'Iran, la démocratie et la nouvelle citoyenneté*. Presses Universitaires de France, Cahiers internationaux de Sociologie 111, s. d.

⁵ Eric Hobsbawm. *Nations et nationalisme depuis 1780*. Folio histoire, 2001.

résister à toute réforme culturelle du pays, eux qui occupent les postes clés sur la scène politique iranienne et verrouillent depuis 1979 toute modification de l'identité islamique du régime ?

Ce mémoire s'interroge sur la nature du pouvoir de nuisance de ces conservateurs et dans quelles mesures ces derniers peuvent empêcher toute réforme de l'identité islamique du régime, le tout en dépit des demandes répétées du peuple iranien pour un assouplissement des normes conservatrices du pays.

Dès lors, nous nous attacherons dans une première partie à démontrer la manière dont s'est instaurée la tutelle du religieux sur la scène politique et sociétale en Iran. Nous analyserons comment la révolution s'est dotée de son caractère islamique, puis, en quoi la pratique des institutions par le pouvoir clérical chiite pendant la guerre contre l'Irak (1981-1988), a permis la stabilisation du régime *sui generis*, ainsi que l'établissement d'une idéologie spécifique. Cette identité constitue le fer de lance et la base doctrinale des conservateurs. (Partie I).

Ce mémoire s'attache, dans une seconde partie, à démontrer que les conservateurs se trouvent aux postes clés, au sein des arcanes du pouvoir et qu'ils ont la main mise sur des leviers institutionnels cruciaux leur permettant d'agir à leur guise. Le Guide de la République Islamique, le Conseil des Gardiens de la Révolution, le Parlement conservateur, la liste est non exhaustive, sont autant d'institutions qui se sont attachées depuis 1989, marquant la mort du Guide Khomeyni, à verrouiller toute tentative de changement dans la société iranienne : que cette tentative soit initiée par des réformateurs, la communauté internationale, ou même le peuple (Partie II).

Enfin, nous démontrerons que l'ouverture de l'Iran avec les négociations portant sur le nucléaire civil, a été rendue possible, uniquement grâce au bon vouloir des conservateurs. Ces derniers ont compris, depuis la révolte de 2009, que la population iranienne est prompte à se rebeller et que l'avenir du système lui-même était en danger si un certain assouplissement de la lutte contre l'Occident, permettant un renouveau économique, n'était pas entrepris. Cependant, il semble hors de question pour les conservateurs de renoncer à verrouiller la société de l'influence culturelle occidentale. Aussi, malgré ce qui semble être un signe encourageant de l'ouverture de l'Iran, la répression des mœurs en Iran n'a jamais été aussi virulente que depuis l'élection du modéré (et non réformiste) Hassan Rohani à la présidence (Partie III).

PARTIE I. La création du régime des Ayatollahs : L'appropriation du régime par les tenants de l'identité révolutionnaire iranienne

L'Iran fascine autant qu'il effraie la communauté internationale qui estimait impensable que le régime du Shah qualifié de moderne et notoirement soutenu par l'Occident, les Etats Unis en première ligne, puisse être renversé par le peuple iranien pour faire place à ... une République islamique. Cet épisode historique encore mal compris dans les milieux occidentaux, souvent qualifié d'incongru, est devenu un élément clé de la mémoire collective iranienne. Le régime islamique chiite mis en place à la suite du renversement du Shah en 1979 a glorifié cet épisode révolutionnaire et en a fait la pierre angulaire légitimant son régime. La consécration de la résistance au Shah incarnant des valeurs occidentales et séculaires vues comme impies, est au fondement de la doctrine conservatrice iranienne. Cette philosophie de la résistance a été largement diffusée et transmise à la population. Tout écart à la nouvelle doctrine morale et politique du régime et donc toute velléité réformiste est rapidement étouffée.

L'objectif de ce mémoire étant de comprendre dans quelle mesure l'emprise des conservateurs sur la sphère politique et sociétale parvient à empêcher toute modification de l'identité révolutionnaire et islamique de l'Iran, une première partie s'attachera à exposer la nature du régime mis en place en 1979 et la manière dont les conservateurs se sont arrogés le pouvoir et sont parvenus à pérenniser leur présence au sein de l'Etat. Dans un premier chapitre nous analyserons la nature du régime islamique qui repose sur un certain nombre de piliers idéologiques, puis nous étudierons la manière dont le régime a instauré dès 1979 un processus de reproduction des élites conservatrices au pouvoir.

Chapitre I. La chute du régime du Shah et l'avènement de la République Islamique d'Iran

Le peuple iranien a essuyé de nombreux affronts sous la dynastie des Pahlavi. En 1953, lorsque le premier ministre Mossadegh s'était attaché à nationaliser le pétrole persan au grand dam de l'Angleterre et des Etats-Unis, les Iraniens avaient dû essuyer un affront conséquent en voyant le héros de la nation révoqué par le Shah d'Iran. L'amitié des Shah d'Iran avec les Etats-Unis, leur goût pour le luxe et les valeurs occidentales froissant la frange la plus traditionnaliste de la population, un vent de révolte commençait à souffler sur l'Iran depuis quelques temps. Aussi, nous analyserons dans un premiers temps les erreurs fatales commises par Muhammad Reza Shah, lequel a importuné avec ses réformes les deux groupes de la population qui lui apportaient d'ordinaire un soutien fervent (I). La dynastie des Pahlavi prend donc fin brutalement en 1979 à la suite de deux années de rébellions soutenues. L'Iran voit donc naître des cendres de l'empire perse, un système *sui generis*, une République Islamique (II).

I. Les frasques du Shah et la chute du régime impérial iranien

Si le mécontentement gronde en Iran depuis un certain temps déjà, des réformes mises en place par le Shah ont eu le redoutable effet de froisser la frange la plus traditionnelle du pays qui d'ordinaire était l'un des plus fervents soutiens du régime des Pahlavi. (A). L'accroissement du fossé entre les nantis et les plus démunis fournit l'énergie nécessaire au peuple iranien pour se soulever contre le descendant Pahlavi. Après une série de révoltes, réprimées par un véritable bain de sang, le peuple Iranien est parvenu à mettre un terme au régime du Shah (B). Cette révolution a été théorisée par les penseurs du Shiisme bien avant qu'elle n'éclate, la révolution est désormais qualifiée d'*islamique* (C).

A. Vivre sous le régime des Pahlavi : militarisation de la société et refus des réformes.

Le régime de Muhammad Reza Shah succède à celui de son père, Reza Shah, en 1953. Son règne s'inscrit dans la continuité du régime précédent, mais pousse davantage la modernisation à cadence accélérée du pays. Le pouvoir du véritable chef de l'Etat, le Shah, repose sur trois principaux piliers : le militaire, la bureaucratie et le système court de patronage.⁶ Le maillage de l'Etat tel qu'il est pratiqué semble rendre impossible toute révolution (1). Cependant, les réformes sociales (2), l'accentuation des inégalités de richesse (3), la répression violente du Shah contre les contestations, rendent inévitable le soulèvement populaire et impossible la survie de la dynastie des Pahlavi.

1. L'instauration d'un climat délétère

Le Shah possède en 1975 la plus grande armada navale du golfe persique, la plus importante force aérienne de l'Asie orientale et la cinquième armée mondiale.⁷ Son lien avec le pouvoir militaire est tel que lors d'une interview avec un chercheur, prenant le contrepied de la formule de Louis XIV, il s'identifie lui-même à l'armée, plutôt qu'à l'Etat comme le fait la formule consacrée.⁸ Ainsi l'Etat et la société sont verrouillés et surveillés par un pouvoir militaire entièrement contrôlé par le Shah. Ce dernier a notamment créé une police secrète, la SAVAK, qui fait régner un climat de terreur parmi ses opposants et instigue la méfiance au sein de la population. Le *Tudeh*, parti communiste iranien ainsi que le *Front National*, un parti d'opposition fondé par Mohammad Mossadegh, ont été bannis. L'ONG *Amnesty International* estime à 20 000 le nombre de prisonniers politiques, la plupart communistes, disparus sans laisser de trace sous le règne du Muhammad Reza Shah.⁹ L'Iran est donc un Etat policier dans lequel la population est continuellement surveillée et l'opposition muselée de manière musclée. Cette ambiance délétère participe à la grogne populaire, que va accroître la mise en place de réformes visant à moderniser l'Iran.

⁶ Ervand Abrahamian. *A History of Modern IRAN*. Cambridge University Press.

⁷ *Ibid* p.124

⁸ E.A. Bayne., *Persian Kingship in Transition*. New York : American Universities Field Staff., 1968. P.67

⁹ Frances Fitzgerald, *Way Out There In the Blue: Reagan, Star Wars and the End of the Cold War* « Giving the Shah everything he wants ». Simon and Shuster, 2001

2. Le bilan mitigé de la « Révolution blanche »

La Révolution Blanche est le nom donné à une série de réformes mises en place sous l'égide du Shah dès 1963. L'adjectif « blanche » met en exergue l'aspect pacifique de cette révolution qui a été réalisée sans verser de sang. Le Shah entreprend une série de réformes dans des domaines variés pour tenter d'apaiser la population lasse des manquements à la démocratie du monarque et du musèlement de la presse. Si la *Révolution Blanche* a considérablement amélioré l'accès à l'éducation et aux services de soin, les réformes ne sont pas parvenues à diminuer les inégalités de richesse au sein de la population iranienne. Deux réformes entreprises par le Shah vont particulièrement mécontenter des franges d'ordinaire propices à soutenir le Shah. Tout d'abord, la décision de redistribuer les terres agricoles vient ulcérer les propriétaires terriens, soutiens historiques des Pahlavi. La *révolution blanche* confère ensuite aux femmes le droit de vote en 1963. Ces deux piliers de la *révolution blanche*, agraire et le droit de vote pour les femmes, ont mécontenté les propriétaires terriens et le clergé et les ont ligüés contre le Shah. L'erreur de la *Révolution Blanche* est d'avoir malmené les seuls groupes sociaux qui étaient des soutiens notoires de la monarchie. Enfin, l'accentuation des inégalités sociales, ajoutée au mécontentement lié aux réformes créé un revirement de situation qui s'avère fatal, lors d'un soulèvement contre le pouvoir du monarque Pehlavi en 1979.

3. L'accroissement des inégalités en Iran

Le goût du Shah pour la démesure, son train de vie tapageur et clinquant, ont tôt fait de contraster singulièrement avec celui des ménages les plus faibles constituant la majorité de la population iranienne. Profitant du boom économique lié à la production de pétrole, le Shah entreprend des travaux et des constructions pharaoniques comme le gigantesque monument en forme d'arche, *Shahyad* situé à l'entrée ouest de Téhéran et conçu à la gloire de la dynastie Pehlavi dont le Shah est issu. Il se voit ainsi accusé de mégalomanie, comparé à Napoléon et raillé pour son désir de grandeur. De plus, le Premier Ministre à l'origine de la Révolution *Blanche*, Ali Amiri, est fêru de la doctrine économique dite du « *trickle down* ». Cette théorie économique expose que les individus les plus riches en s'enrichissant, consomment, et donc participent à la bonne santé de l'économie. La mise en pratique de la doctrine ne fait

qu'accentuer le fossé entre les classes les plus aisées et les plus pauvres d'Iran. France Fitzgerald, récompensé par le prix Pulitzer pour son ouvrage sur le rôle du président Reagan dans la guerre nucléaire, résume le climat d'inégalité et le sentiment d'injustice en exposant que « *l'Iran est pire qu'un pays comme la Syrie qui n'a ni pétrole ni stabilité politique. La raison est simple, le Shah n'a jamais sérieusement essayé de développer le pays... La richesse du pays est partie en voiture à usage privé plutôt qu'en bus, en biens de consommations plutôt qu'en dépenses de santé publique, en salaires pour les soldats plutôt que pour les professeurs* ». ¹⁰ Le Shah s'attache à effectuer des réformes visant à moderniser le pays mais ne s'essaie pas à réduire le fossé des inégalités de richesse qui se creuse en Iran. Cet élément a tôt fait d'indigner la population qui se révolte avec à ses côtés les clercs et les propriétaires terriens lésés par la *Révolution Blanche*.

B. Remise en cause drastique du régime et chute du Shah

La révolution a été perçue et caractérisée comme fondamentaliste par ses observateurs contemporains. Cependant, cette affirmation est à nuancer puisque les soulèvements de 1979 sont en réalité le résultat d'une complexe combinaison d'un mouvement inspiré de nationalisme, de populisme et de fondamentalisme religieux. Le Shah après avoir aliéné quasi toutes les branches de la société était « *assis sur un volcan* »¹¹, la répression s'accroissant, la révolution en fait de même (1). Cet événement clé, constitutif de toute la mythologie de la Révolution qui s'établit en Iran, est en partie réapproprié par les tenants de l'islam chiite (2).

1. La remise en cause du régime

En 1977, les Etats Unis sous la présidence Carter s'attachent à promouvoir la protection des droits de l'homme face à l'URSS. Ils tiennent donc à ce que leurs alliés eux mêmes respectent ces principes. Inquiet d'avoir reçu le label « *l'un des pires violeurs des droits de l'homme dans le monde* » par Amnesty International, le Shah autorise l'accès aux prisons à la Commission des Juristes de la Croix Rouge qui l'exigeait. La contestation bouillonnante de la population iranienne va profiter de la mince ouverture du régime en 1977 pour s'engouffrer dans la brèche et manifester son mécontentement. En 1977, des avocats,

¹⁰ Frances Fitzgerald, *Way Out There In the Blue: Reagan, Star Wars and the End of the Cold War* « Giving the Shah everything he wants ». Simon and Shuster, 2001

¹¹ Ervand Abrahamian. *A History of Modern IRAN*. Cambridge University Press. p. 155

juges, intellectuels, journalistes, étudiants, commerçants du *Bazar*, dénoncent ouvertement le gouvernement. Ces démonstrations sont sévèrement réprimées par le Shah. L'un des épisodes emblématiques de la violence de la répression reste l'incendie du Cinéma Rex. Le 19 août 1978 à 20h20, quatre hommes mettent le feu au cinéma après avoir bloqué les issues de secours. Cet acte criminel fait plus de 422 morts¹² et les pompiers pourtant positionnés à 100 mètres de l'établissement n'interviennent que bien après le début de l'incendie. Il est donc établi par les manifestants que l'armée secrète du Shah, le SAVAK est à l'origine de cet acte criminel. Cette version est par la suite infirmée, sans que les coupables soient clairement identifiés. Cet épisode tragique renforce la virulence des contestations appelant le Shah à la démission. Les manifestations se succèdent et s'intensifient deux années durant avec pour slogans « Burn the shah, End the Pahlavis ».

2. Islamisation de la Révolution

Des intellectuels de gauche, généralement laïcs, s'occupaient d'organiser des rencontres culturelles qui faisaient office de débats politiques. Ils ne restent cependant pas longtemps les principaux instigateurs des révoltes. En janvier 1978, l'un des aides de camp du Shah fait maladroitement publier dans le journal contrôlé par le gouvernement *Ettela'at*, un article au vitriol contre l'un des protagonistes et penseur du mouvement, l'ayatollah Khomeini. Cet article peu laudateur insinue que le clerc s'adonne à la poésie mystique, s'enivre et possède un esprit lubrique. Cette attaque grossière du régime, provoque un véritable tollé qui se manifeste immédiatement dans les rues de Téhéran. « *Il ne faut jamais oublier le rôle de la stupidité dans l'Histoire* », note à ce propos l'historien Ervand Abrahamian.¹³ La répression des manifestations et des rassemblements contre le régime sont violemment réprimés par le Shah. Des émeutes se produisent, initiées par des religieux, « *le clergé prend ainsi une place prépondérante dans les démonstrations populaires* »¹⁴. Cette révolution a rapidement été légitimée et utilisée par le mouvement religieux. Le 11 février est prononcée à la radio, par la voix de stentor de l'ayatollah Khomeyni, la formule historique

¹² The Economist, *Iran: In with the madding crowd*, 3 novembre 2012
<http://www.economist.com/news/books-and-arts/21565582-why-did-iran-favour-reactionary-shia-divine-over-wealth-creating-king>

¹³ Ibid p.158

¹⁴ Djalili et Kellner (2013), *100 Questions sur l'Iran*, Edition La Boétie. P.42

suivante : « *Ici la voix de l'Iran, la vraie voix de l'Iran, la voix de la Révolution Islamique* ». ¹⁵

A la mi-janvier 1979, poussé par une foule de deux millions d'individus se bousculant dans les rues de Téhéran, le Shah se rend en exil. La révolution a mis un terme à cinquante-trois ans de dynastie Pahlavi et 2 500 ans de monarchie.

C. La théorisation de la Révolution par les penseurs de l'islam chiite

La révolution iranienne, aussitôt qualifiée d'islamique par le clergé, a été théorisée par les penseurs du chiisme en Iran bien avant les soulèvements de 1979. La pensée des philosophes et théologiens Ali Shariati et Rouhollah Khomeini a porté la révolution islamique de 1979, leurs réflexions sur les régimes politiques constituent la base idéologique du régime. La pensée du philosophe Ali Shariati, qui ne verra pas la fin du régime de Shah puisqu'il décède en 1977, légitime l'action révolutionnaire au nom de l'islam. Ceci est une nouveauté dans le chiisme, la doctrine intimant les croyants à attendre le dernier imam, le Mahdi, qui lui seul peut intimer un changement véritable (1). Sa pensée imprègne les discours des révolutionnaires et est à la source des discours de légitimation du régime islamique mis en place par l'ayatollah Khomeiny. (2)

1. Ali Shariati : la théorisation de l'élan révolutionnaire chiite

Ali Shariati est le penseur d'un soulèvement porté par et pour l'islam chiite. Le philosophe iranien né en 1933 à Kahak au nord-est de l'Iran a poursuivi de brillantes études à la faculté de lettres de Mashhad avant de recevoir une bourse scolaire pour effectuer son doctorat à la Sorbonne à Paris. Sa découverte du monde et de la pensée occidentale l'amène à percevoir différemment les enjeux politiques et les bouleversements dans son propre pays. Le penseur voit en les difficultés que rencontre l'Iran la marque d'une occidentalisation trop poussée de la société, il invoque ainsi l'idée d'un « chiisme rouge » ¹⁶ et appelle à un soulèvement populaire renversant le régime du Shah pour porter aux nues les valeurs de l'islam. Membre du Front national, parti révolutionnaire créé par le Muhammad Mossadegh,

¹⁵ Ervand Abrahamian. *A History of Modern IRAN*. Cambridge University Press.

¹⁶ Akhavi Shahrough. *Sharī'atī, 'alī*. The Oxford Encyclopedia of the Modern Islamic World
http://www.oxfordislamicstudies.com/browse?_hi=0&_start=404

et identifié par le régime comme un « agitateur », il a connu de nombreux séjours dans les geôles iraniennes. En effet, l'administration du Shah n'apprécie guère le discours d'Ali Shariati qui invite à penser un islam capable de susciter une véritable mobilisation populaire, un élan que seule la cohésion créée par la religion rend possible. Cette pensée révolutionnaire semble en soi incongrue au regard de la philosophie chiite. En effet le chiisme, cette branche de l'islam regroupe les partisans d'Ali, le gendre du Prophète. Les chiites reconnaissent Ali comme quatrième calife et premier imam. Les croyants chiites sont dans l'attente du douzième imam qui, selon la doctrine, fera son apparition pour sauver l'humanité lorsque le monde sera en proie à l'apocalypse. Cette philosophie de l'attente n'intime pas à la révolte et c'est cette vision qu'Ali Shariati remet en cause en parlant de « chiisme révolutionnaire », ce qui d'ordinaire sonne comme un quasi oxymore. Il s'agit selon le philosophe de ne pas attendre l'arrivée providentielle du douzième imam mais d'influer maintenant sur le destin commun des hommes.¹⁷ Cette nouvelle interprétation appelée *itjihad*, a valu à Ali Shariati son surnom d' « idéologue de la Révolution »¹⁸, et sa pensée a permis de légitimer l'action du clergé et celle de l'ayatollah Khomeiny.

2. La synthèse khomeyniste, celle du « religieux et du politique »¹⁹

L'ayatollah Khomeiny, symbole de la révolution et Guide de la République pendant les dix années qui ont suivi la création du régime, théorise lors de son exil la forme politique qu'il souhaiterait que l'Iran adopte, il propose ainsi une tutelle religieuse sur le pouvoir temporel. L'Ayatollah Rouhollah Khomeiny est né en 1902 dans une famille très croyante dans la ville de Khomein en Iran. Etudiant la théologie à Qom, deuxième ville sainte du pays, il est nommé ayatollah en 1950. Le religieux porte le turban noir, le *seyyed*, qui indique qu'il se reconnaît comme l'un des descendants du prophète Muhammad. Il se range très vite auprès du clergé qui fustige la *Révolution Blanche* mise en place par le Shah, notamment le volet qui permet aux femmes de voter, et celui qui remet en cause la prédominance de la loi islamique, la *sharia*, dans le système judiciaire. Son opposition à la politique du Shah lui vaut d'être exilé en Turquie, puis en Irak et enfin en France (1978). Pendant les quatorze années de

¹⁷ Mottaghi Mohsen. *La pensée chiite contemporaine à l'épreuve de la Révolution iranienne*. L'Harmattan. L'Iran en transition, 2012.

¹⁸ Ervand Abrahamian, *Ali Shariati: Ideologue of the Iranian Revolution. "Islam, Politics, and Social Movements"*. Los Angeles: University of California Press. 1993. P 25-28.

¹⁹ Mottaghi Mohsen. *Ibid*

son exil, son discours se formalise et il en vient à la conclusion que la dictature du Shah doit être supplantée par un régime dirigé par les oulémas, les autorités religieuses musulmanes, jusqu'au retour de l'imam caché, le douzième imam dit le Mahdi²⁰. Il diffuse donc son message appelant à la révolution, par le biais de cassettes envoyées en Iran et enregistrées depuis Neauphle-le-Château où il s'est réfugié. Le retour de l'ayatollah Khomeiny en Iran a notamment été rendu possible par l'enthousiasme de la population drainée par les réflexions d'Ali Shariati. Khomeiny rentre en Iran le 1^{er} février 1979 pressentant que le régime du Shah est au bord de l'apoplexie. Le 11 février marque la victoire de Khomeiny qui s'est instauré chef de la révolution islamique, porté par sa popularité auprès du peuple iranien. Il souhaite donc instaurer la synthèse du religieux et du politique, affirmant que la révélation coranique contient des lois qui « *concernent la vie toute entière de l'individu* ». ²¹ Une fois au pouvoir il décide donc de mettre en pratique les préceptes qu'il a développés dans son ouvrage « *Pour un gouvernement islamique* ».

La révolution iranienne survenue en 1979 fait donc écho aux réformes modernistes mises en place par le Shah, lesquelles ont mécontenté l'une des classes d'ordinaire la plus prompte à soutenir le régime : celle des clercs. Ces derniers, ainsi que la population iranienne las de voir leur monarque vivre dans l'opulence, renversent la décennie Pahlavi et le régime monarchique iranien. Le vide institutionnel créé ne le reste pas bien longtemps puisque l'ayatollah Khomeiny, porté en héros de la révolution, s'installe au pouvoir et met en place le système politique qu'il a conçu lors de son exil : une république islamique pensée pour l'Iran.

II. L'avènement de la République Islamique d'Iran : mise en place d'un système politique *sui generis*

La révolution iranienne de 1979 a permis de renverser le Shah dont les manières dirigistes et autoritaires avaient fini par pousser les Iraniens, donc la doctrine religieuse ne pousse pourtant pas à l'action, à se rebeller contre un pouvoir oppressif. La particularité de la révolution outre son caractère islamique, tient à la rapidité du changement de régime.

²⁰ Moin Baqer. *Khomeini, Ruhollah Al-musavi*. The Oxford Encyclopedia of the Modern Islamic World <http://www.oxfordislamicstudies.com/article/opr/t236/e0457>

²¹ Khomeiny Ruhollah, *Pour un gouvernement islamique*, Paris, Fayolle, 1979, p.13

Contrairement à bien des révolutions qui prennent davantage le titre de « révolte »²² comme le théorise Albert Camus dans *L'Homme révolté*, la « révolution » iranienne n'a pas laissé place à un vide institutionnel, au chaos post rébellion. Ce qui fait la particularité de cette révolution, c'est la rapidité avec laquelle un autre type de régime a immédiatement été substitué à l'ancien. L'ordre nouveau a été pensé, théorisé et établi avec une surprenante rapidité. L'ayatollah Khomeiny est arrivé au pouvoir avec un projet politique qu'il a pu immédiatement mettre en place épargnant chaos et vide politique. A la dynastie des Shah s'est suppléé le règne des Ayatollah.

Le régime islamique établi au sortir de la révolution de 1979, promet un nouveau type de gouvernement, un nouveau système politique approuvé par le peuple et rapidement mis en place. Les bases de ce régime conçu juste après la révolution, la nature du régime ainsi que le socle révolutionnaire sur lequel il repose correspondent à l'identité du régime islamique iranien, identité que les conservateurs souhaitent ne voir évoluer sous aucun prétexte.

Le régime islamique établit donc rapidement un système politique inédit où gouvernement et société sont subordonnés à un Guide de la Révolution, un chef religieux chiite (A). Ce système atypique a été vertement critiqué par nombre de clercs et chefs religieux chiite iranien. Cependant, l'aura de l'ayatollah Khomeiny est telle qu'il s'avère impossible pour ses opposants de parvenir à porter aux nues un autre modèle de gouvernance (B). Enfin, pour couper court à toute contestation, le Régime entreprend une large purge de l'opposition, notamment communiste (C).

A. La création d'un régime théocratique : le *velayet-e-faqih*

A peine le Shah est-il déposé en février 1979 qu'est mis en place un nouveau régime. Khomeiny affirme dans son manifeste que « *le gouvernement islamique ne ressemble à aucun autre gouvernement actuellement en vigueur (...) dans l'Islam le législateur est Dieu (...) et le gouvernement signifie obéissance à la Loi* ». ²³L'Iran est loin d'être le premier pays à instaurer une république islamique, le Pakistan l'a précédé en se dotant de cet appareillage politique dès sa création en 1947. La République islamique est instituée par référendum les 30 et 31 mars, puis une constitution est adoptée le 2 décembre de la même année. L'objectif de Khomeiny est d'établir « *un gouvernement islamique (qui) est un Etat démocratique au sens*

²² Albert Camus, *L'Homme Révolté*, Gallimard, 1951.

²³ Ruhollah Khomeiny, *Pour un gouvernement islamique*, Paris, Fayolle, 1979, P 43-44

*propre du terme. Dans cet Etat, la liberté est totale pour tous... La démocratie est incorporée dans le Coran et les gens sont libres à la fois d'exprimer leurs opinions et de mener leurs actes. La liberté d'expression, d'opinion et de plume existe pour tous... »*²⁴. La traduction de l'idéal politique du clerc ainsi exprimée réclame donc la transcendance des institutions traditionnelles par l'islam. Aussi, la constitution consacre-t-elle la domination du pouvoir religieux sur l'ensemble des institutions avec à sa tête le Guide de la Révolution en guise de tutelle du juriste religieux, concept qui prend le nom de *velayet-e faqih*.

S'instaure donc en Iran une tutelle théocratique, par le biais de laquelle le pouvoir temporel émane de Dieu. Cependant, et c'est en cela que le concept diffère des autres républiques islamiques, le pouvoir est ici exercé par les autorités religieuses c'est le *Velayet –e faqih* ce qui signifie la « tutelle du juriste théologien ». Considéré comme une tendance « *ultra-minoritaire dans le chiisme, remontant au XVIII^e siècle* »²⁵. Il s'agit d'un principe que l'on retrouvait déjà dans la vision du philosophe Ali Shariati qui justifiait cette tutelle en indiquant que "*L'homme qui ne reconnaît pas son Imam est comme un mouton qui a perdu son berger*"²⁶. Ce concept est avancé par le Conseil de la révolution mis en place en janvier 1979. A l'intérieur de celui-ci se trouvent différentes mouvances dont le Parti d'allégeance khomeyniste dit « Parti de la République islamique », composé de clercs, et qui va arguer pour la mise en place de la « guidance du juriste »²⁷. L'un des porte-paroles du projet, Mohammad Hosayn Beheshti, estime que le dirigeant de l'Etat islamique ne doit pas en effet seulement connaître les affaires de l'islam mais qu'il doit dans ce domaine « être le plus savant »²⁸. Pour ce faire le guide doit cumuler ces trois fonctions : « *être marja* (c'est-à-dire « source d'imitation », le plus haut rang conféré à un juriste du chiisme duodécimain), *diriger les affaires des musulmans sur la base de critères islamiques, avoir autorité en matière de justice* ». ²⁹ Le concept de *velayet-é faqih* est donc légitimé dans l'article 5 de la constitution iranienne : « *Pendant la période d'Occultation du Wali al-Asr (l'imam du Temps), la gestion de l'imamat (direction) de la communauté des croyants doit aller à un docteur du dogme juste*

²⁴ Ruhollah Khomeiny, *Sahifé-ye Nour*, Téhéran, 1989, P-129

²⁵ Matthieu Stricot, *La République islamique, une théocratie vidée de son caractère religieux*, Le Monde des Religions, 14 juin 2013.

http://www.lemondedesreligions.fr/actualite/la-republique-islamique-une-theocratie-vidée-de-son-caractere-religieux-14-06-2013-3160_118.php

²⁶ Mottaghi Mohsen. *La pensée chiite contemporaine à l'épreuve de la Révolution iranienne*. L'Harmattan. L'Iran en transition, 2012.

²⁷ Constance Arminjon Hachem *Chiisme et Etat-Les clercs à l'épreuve de la modernité*. CNRS Editions, 2013, P.165

²⁸ *Ibid*, p.169

²⁹ *Ibid*

et pieux, qui soit pleinement conscient de circonstances de son âge, courageux, plein de ressources, doué avec l'administration, et qui assumera les responsabilités induites par son poste (...). »³⁰ Le régime mis en place en Iran, dès la chute du Shah, relève donc de ce système nouveau, le *velayet-é-faqih*.

B. Oppositions à la mise en place du *velayet-é-faqih*

L'article 5 de la constitution iranienne instaurant le *velayet-é faqih* a été critiqué au sein même de la sphère cléricale. En effet ce système induit un monisme théocratique qui confère aux juristes le même droit à gouverner que celui reconnu aux imams. Certains ont donc argué que le *velayet-é-faqih* récuse l'importance du vote populaire puisque la population ne peut que reconnaître le choix du *faqih*, du Guide. Ce qui fait dire à Saïd Amir Arjomand, analyste de l'évolution constitutionnelle de l'Iran, que « *l'objectif de la constitution de 1906-1907 était le transfert du pouvoir politique du chaos au peuple, l'objectif de la constitution de la république islamique est le transfert du pouvoir du peuple au guide religieux, le faqih* »³¹. La problématique de la succession du Guide, soulignée par la contradiction entre les principes de souveraineté du juriste religieux et souveraineté populaire, fut également soulevée par les opposants au texte. La prise d'otage des diplomates de l'ambassade américaine le 4 novembre 1979 coupa court aux atermoiements de certains juristes, qui se retrouvèrent rapidement accusés de trahir la révolution s'ils n'acceptaient pas le concept du *velayet-é-faqih*. De plus ce système politique a pu s'imposer car Khomeïni « *portait la double casquette de leader révolutionnaire et de chef spirituel et religieux* »³². D'un point de vue idéale-typique wébérien, on peut avancer que le pouvoir de l'Ayatollah était tel qu'il possédait les attributs de la domination traditionnelle du fait de son aura de chef religieux, et celle charismatique d'un exilé porté en héros de la Révolution. Il est donc aisément compréhensible qu'il se soit avéré difficile pour ses adversaires politiques de contester la mise en place du régime spécifique porté par l'Ayatollah Khomeïny.

³⁰ Constitution iranienne (1979)

<http://www.iranonline.com/iran/iran-info/government/constitution-1.html>

³¹ Muhammad Reza Djalili. *L'Iran: l'illusion réformiste*. Presses de Sciences Po. La bibliothèque du Citoyen, 2001.

³² Matthieu Stricot, *La République islamique, une théocratie vidée de son caractère religieux*, Le Monde des Religions, 14 juin 2013.

http://www.lemondedesreligions.fr/actualite/la-republique-islamique-une-theocratie-vidée-de-son-caractere-religieux-14-06-2013-3160_118.php

Le *velayet-é-faiqih* fut donc voté et approuvé par référendum en décembre 1979. Il instaure un système dominé par le Guide mais la constitution en soit met en exergue la tutelle généralisée de la religion sur le système politique et sociétal iranien.

C. Une révolution à préserver : l'élimination systématique des opposants

La Révolution Islamique a été suivie par des arrestations, enlèvements, exécutions. Les premiers à passer sous le couperet de la justice islamique ont été les officiels du régime du Shah. Ce fut ensuite le tour des entités dirigeantes diverses dites déviantes comme des religieux chiïtes aux visions opposées à celles de Khomeiny. Enfin, le reste des exécutions est constitué des membres des partis opposés. La méthode utilisée par la cellule clandestine du ministère des renseignements a notamment été de faire passer deux cent homicides comme « thérapeutiques ». Les opposants réfugiés à l'étranger ont également été exécutés.³³ En avril 82 un complot pour renverser le *velayet-é-faiqih* a été mis à jour. Il conduit à l'exécution de plusieurs religieux et civils, membres notamment du *Parti Républicain du peuple musulman* et à la mise à l'écart de l'ayatollah 'ozmâ Seyyed Kazem Shari'atmadari, assigné à résidence et interdit d'activités religieuses en tant que marja-è taqlid, « première fois dans l'histoire d'un grand ayatollah est ainsi « défroqué » ». ³⁴ En 1983 c'est aux communistes du parti *Tudeh* de tomber en disgrâce aux yeux du régime. Comprenant cependant que pour faire accepter son régime Khomeiny ne doit pas tout miser sur le facteur religieux, les anciennes lois impériales sont déclarées ne pas être contraires aux principes islamiques. Le politique en vient presque à supplanter le religieux tant les clercs au pouvoir sont aptes à s'adapter aux évolutions technologiques, techniques dans le monde et en Iran. Le régime islamique s'est donc affirmé en évacuant de la scène publique tous les opposants, ainsi qu'en commettant de nombreuses exécutions. Il s'érige comme seule force politique en Iran, le *velayet-é-faiqih* faute de propositions d'autres systèmes, est établi.

La Révolution Islamique met donc un terme à l'empire, à la dynastie des Pahlavi, au règne du Shah d'Iran. Ce dernier a souffert, lors de la mise en œuvre de la *Révolution Blanche*, de la perte de ses soutiens traditionnels au sein de la population : les clercs et les propriétaires terriens. L'atmosphère générale de pauvreté, d'accroissement des inégalités,

³³ Camille Verleuw. *Qui gouverne à Téhéran (et comment) ?* Eska, Sécurité Globale Horizons Stratégiques, n° 1, 2015

³⁴ *Ibid*

l'instauration d'un système policier extrêmement répressif sous la coupe du Shah, finissent par mettre le feu aux poudres. Le peuple iranien s'embrase et se soulève dès 1978, il renverse le monarque en janvier 1979. Cette Révolution a tôt fait d'être récupérée par les clercs, tenants de l'islam chiite. L'Ayatollah Khomeyni s'érige rapidement en figure de la Révolution. Ce dernier, porté aux nues par la population, instaure un système politique nouveau prônant la tutelle du spirituel, personnifiée par un Guide de la Révolution, sur les affaires terrestres : le *velayet-é-faqih*. L'aura, le charisme du nouveau Guide, Khomeyni, coupe court aux réserves juridiques et religieuses émises par les opposants. Ce régime *sui generis* s'instaure rapidement et érige le socle identitaire de la République Islamique d'Iran. Régime d'autant plus accepté que dès 1981 le temps n'est plus à la division mais à l'union nationale : la guerre contre l'Irak de Saddam Hussein vient d'éclater.

Chapitre II. L'identité révolutionnaire islamique de l'Iran – Caractéristiques et propagation du socle dogmatique de 1979 à 1989

« *L'Iran fut au début de la Révolution, un petit paradis pour les libraires et les éditeurs, pour les traducteurs et les écrivains autorisés à publier et qui pouvaient alors vivre de leur plume, pour la première fois de leur vie.* », expose dans son ouvrage l'historien spécialiste de l'Iran, Bernard Hourcade.³⁵ Cette période est de courte durée puisque la guerre entre l'Iran et l'Irak procure une formidable opportunité à Khomeiny pour étendre le contrôle du régime islamique sur le pays et assoir du même coup son autorité ainsi que sa légitimité au pouvoir. En effet, Saddam Hussein décide d'attaquer l'Iran le 22 septembre 1980 par crainte d'une propagation du thème de la Révolution Islamique mais surtout et principalement pour profiter de ce qu'il pense être un passage à mal de l'Iran pour envahir la frontière du *Chatt el-Arab* (la rivière des arabes). Un accord signé en 1975 entre les deux pays avait reconnu la souveraineté de l'Iran sur cette frontière si ce dernier cessait de supporter la révolution kurde. Le Shah étant destitué Saddam Hussein estime le traité caduc et profite de ce qu'il estime être un passage à vide de l'Iran pour envahir ce voisin jugé trop influent dans la région. Cette guerre dure huit ans, jusque 1988, et laisse les deux pays exsangues, confrontés à un match nul. Le tout nouveau modèle islamique est cependant le véritable vainqueur de cette guerre. L'Etat de guerre lui a permis de renforcer le régime et d'en établir la doctrine, il a permis une refonte sociétale de l'Iran tout en muselant l'opposition. Cette apparition du « Grand Satan » irakien fait donc le jeu du nouveau pouvoir à Téhéran, la population soudée par un regain national est toute tournée vers le combat contre l'assaillant irakien et se soumet au régime des ayatollahs, le temps n'étant plus à la remise en cause du régime national.

De 1979 à 1988, date à laquelle prend fin le conflit irano-irakien, le régime esquisse une transformation de la société et consolide les piliers idéologiques de la révolution islamique (I). La guerre est également le prétexte pour procéder à une refonte du système scolaire et universitaire et permettre l'accès aux sphères du pouvoir aux individus prisant les nouveaux piliers du régime islamique (II).

³⁵ Bernard Hourcade. *Iran: Nouvelles identités d'une république*. Belin. La documentation française, 2002. P.170

I. Les piliers de l'identité islamique iranienne : émergence du socle idéologique

L'avènement de la République Islamique est suivi de la mise en place de symboles, de mythes fondateurs, créateurs d'une identité nationale propre au nouveau régime. Bien que les travaux d'Anne-Marie Thiesse, chercheur au CNRS, portent sur la création des Etat-nations en Europe, son analyse de la création des identités nationales est tout à fait transposable au cas iranien. Elle expose ainsi que, « *les identités nationales ne sont pas des faits de nature, mais des constructions* ». ³⁶ Aussi, le nouveau régime construit une identité islamique sur laquelle il fonde sa légitimité. Le régime s'attache donc à se réapproprier le sens d'évènements historiques et sociétaux pour qu'ils servent l'édification d'une identité islamique iranienne nouvelle. Cette identité islamique repose sur trois piliers principaux : la diffusion d'une philosophie rejetant les valeurs occidentales (A), la promotion d'un islam chiite rigoureux dans la société (B) et l'exacerbation du nationalisme iranien (C).

A. « Du passé faisons table rase » - La promotion de la lutte contre l'Occident

Sitôt parvenu au pouvoir, le régime clérical a pris systématiquement le contrepied de ce qui se faisait auparavant, même dans les domaines les plus triviaux. Associant pêle mêle impérialisme, royalisme et progrès technique, les religieux se sont présentés en défenseurs d'une identité iranienne mettant en exergue les dogmes du chiisme duodécimain. Ils ont explicitement déclaré leur hostilité à la culture occidentale comme aux technologies modernes jugées inutiles ou trop onéreuses. La constitution souligne ce nouvel élément structurant la nouvelle identité nationale iranienne qu'est la lutte contre l'Occident dans son article 82 qui décrète que « *le recrutement d'experts étrangers par le gouvernement est interdit, sauf en cas de nécessité, avec l'approbation de l'Assemblée consultative islamique.* ». ³⁷ Dès lors, il s'agit de s'attacher à comprendre que la lutte contre l'Occident est un élément structurant la nouvelle identité iranienne, prenant racine dans la Révolution de 1979(1), aspect qui est immédiatement repris et diffusé à l'ensemble de la population iranienne (2).

³⁶ Anne-Marie Thiesse, *La Création des identités nationales en Europe, XVIIIe-XXe siècle*, 1999

³⁷ Constitution iranienne (1979)

<http://www.iranonline.com/iran/iran-info/government/constitution-1.html>

1. Une lutte diplomatique contre l'occident. La prise d'otage du personnel diplomatique américain – acte fondateur de l'anti-américanisme militant

L'exemple le plus emblématique de cette lutte contre l'Occident à laquelle s'adonne le régime des Ayatollahs est la prise en otage du service diplomatique de l'ambassade des Etats-Unis en Iran, effectuée du 4 novembre 1979 au 20 janvier 1981, soit neuf mois après la chute du Shah. La prise en otage des diplomates est survenue peu après que le peuple iranien a pris connaissance de l'hospitalisation au Mexique du dirigeant déchu, Mohammed Reza Shah. En guise de représailles, quatre cent « étudiants » s'attaquent à l'ambassade américaine et prennent en otage le personnel en réclamant le retour du Shah pour que ce dernier soit jugé en Iran. L'ayatollah Khomeiny est même allé jusque qualifier cette prise d'otage de « *deuxième révolution iranienne* ». ³⁸ Cela permet à l'Iran de mettre fin à l'alliance qui le liait aux Etats-Unis. Mohammed Reza Shah décède après plusieurs mois d'agonie en Egypte où il avait été transféré. L'élection de Ronald Reagan met un terme à la prise d'otages. Cet événement s'apparente à la traduction diplomatique d'un anti Occident manifeste. L'épisode a permis aux partisans de Khomeiny d'utiliser la crise des otages pour consolider le nouvel ordre islamique. Il constitue l'acte fondateur de l'anti américanisme militant de la République d'Iran. Cela permet également au Guide d'affermir sa tutelle en discréditant les adversaires libéraux, pas assez prompts à fustiger l'adversaire américain. Le régime possède désormais la légitimité et le crédit nécessaire pour mettre en place des bouleversements sociétaux radicaux.

2. Mise en place par le régime d'un discours diabolisant l'Occident

La lutte contre l'Occident se fait donc particulièrement violente. La société toute entière a été remaniée pour répondre à cette nouvelle ligne politique et sociétale fustigeant l'américanisme. Ainsi, tous les centres culturels étrangers ont été fermés, les Etats-Unis et l'Europe discrédités au sein des médias, des écoles, dans toutes les franges de la société iranienne. Les épisodes de lutte contre les Etats-Unis sont glorifiés, l'anniversaire de la prise d'otage des diplomates américains est célébré chaque année. Ces événements sont rapidement érigés en symboles de la lutte iranienne contre l'hégémonie américaine. Le plus emblématique de tous, qui constitue donc un élément clé du socle identitaire iranien faisant la promotion de la lutte contre l'Occident est « l'affaire Rushdie ». Le déclenchement d'une fatwa à l'encontre

³⁸ Muhammad Reza Djalili et Thierry Kellner, *100 Questions sur l'Iran*, Edition La Boétie, 2013, P.42

de l'écrivain a marqué dûment les esprits des Iraniens, l'épisode a été porté en symbole d'une rupture radicale de l'Iran avec l'Occident, soulignant l'impossible ouverture culturelle avec les Etats-Unis ou l'Europe. Le 14 février 1989, un commentaire de l'ayatollah Khomeiny à ses conseillers alors qu'il regardait les actualités à la télévision a été diffusé aux médias nationaux et a rapidement pris un retentissement phénoménal. Le Guide de la Révolution approuvait, l'émeute provoquée par les wahhabites pakistanais manifestant leur colère suite à la parution de l'ouvrage « *Les versets sataniques* » de Salman Rushdie. L'Arabie Saoudite avait décidé de condamner à mort l'auteur et l'Iran, le rival principal dans la région, ne pouvait que surenchérir sur cette sentence. Aussi, l'Ayatollah Khomeiny a choisi de décréter une *fatwâ* à l'encontre de Salman Rushdie, mettant, de fait, la tête de l'écrivain à prix. Cet évènement clé, souligne la ligne politique et culturelle dure et anti-occidentale soutenue par le régime de Téhéran. Cette situation, ajoutée aux évènements survenus à l'ambassade américaine, empoisonne véritablement les relations entre les Etats-Unis et l'Iran. L'affaire a pris un caractère surréaliste, puisque l'auteur lui-même, Salman Rushdie, s'est excusé de ses propos. Mais l'évènement désormais érigé en symbole, servait la politique de Khomeyni, plusieurs personnes liées à l'édition furent donc assassinées.³⁹ En 1992 la politique « *lutte contre l'agression culturelle de l'Occident* »⁴⁰ est décrétée. La lutte contre l'Occident est donc bien l'un des piliers soutenant l'identité Révolutionnaire islamique du régime iranien et légitimant de fait, les politiques instaurées par le pouvoir.

B. L'islamisation des mœurs: la transformation du quotidien des iraniens

L'ayatollah Khomeiny cherche à fonder un régime strictement islamique. L'un des piliers de la nouvelle identité du régime iranien est donc la promotion d'une interprétation rigoureuse du chiisme duodécimain. Cette branche particulière de l'islam reconnaît à la succession du calife Ali celle de onze Imams avec Ali comme premier d'entre eux. Ces derniers sont qualifiés d'« Imam » puisqu'ils sont définis comme aussi infaillibles que le prophète⁴¹. Outre l'islamisation du système politique et de la loi, le régime des Ayatollahs met en place une islamisation de la société. Cette islamisation de la société débute en 1980

³⁹ Bernard Hourcade. *Iran: Nouvelles identités d'une république*. Belin. La documentation française, 2002. P.170

⁴⁰ Ibid

⁴¹ Camille Verleuw. *Qui gouverne à Téhéran (et comment) ?* Eska, Sécurité Globale Horizons Stratégiques, n° 1 (printemps 2015).

jusqu'officiallement l'année 1987, et est appelée « Révolution Culturelle » (1). Dès lors, l'un des volets de cette islamisation de la société s'essaie à cantonner les femmes dans le droit chemin, tel qu'il est défini par les clercs (2).

1. S'immiscer dans le quotidien des iraniens

Dans l'optique d'islamiser la société, le régime cherche donc à interdire autant que possible les us et coutumes occidentaux. « *La musique de divertissement est interdite, des codes vestimentaires imposés de même que la séparation rigoureuse des sexes dans les bus, dans les hôpitaux et au sein de l'enseignement* »⁴² Les lieux de spectacle comme les cinémas sont incendiés en grand nombre, les boîtes de nuits sont prohibées. Les aliments non islamiques, c'est-à-dire l'alcool et le porc sont également interdits. Les hommes sont sommés d'arrêter de porter des cravates. Les temples de la minorité religieuse Bahá'í sont fermés, leurs leaders persécutés. Les noms européens ne peuvent plus figurer comme noms de rues ni de places publiques. Le gouvernement sponsorise également la création d'associations islamiques. D'un petit nombre à la veille de la révolution de 1979 elles submergent la société et passent à 50 000 en 1985.⁴³ Le tout est parachevé par une censure accentuée des journaux et des publications. Un conseil est d'ailleurs mis en place, toujours actif de nos jours, pour vérifier la correcte islamisation de la société. L'un des changements les plus radicaux tient cependant à la nouvelle place tenue par les femmes dans la société des Ayatollahs.

2. Un nouveau statut pour les femmes

La loi de protection de la famille adoptée en 1967, une étape importante pour les droits des femmes, a été abrogée dès le 26 février 1979 : Khomeiny n'était rentré en Iran que depuis vingt-cinq jours. La constitution de décembre 1979 est très conservatrice pour ce qui est du statut réservé aux femmes. Bien que le texte juridique reconnaisse l'égalité hommes/femmes devant la loi dans son article 20, cette égalité est soumise au respect des principes de l'islam. Ainsi, le code civil islamique adopté par le nouveau régime s'oppose de fait au principe constitutionnel en édictant notamment un article qui énonce qu'en matière juridique le

⁴² Bernard Hourcade. *Iran: Nouvelles identités d'une république*. Belin. La documentation française, 2002.

⁴³ Ervand Abrahamian. *A History of Modern IRAN*. Cambridge University Press.

témoignage de deux femmes est nécessaire pour égaler celui d'un homme. De plus, les femmes dans la constitution sont définies non comme des « individus » mais en fonction de leur statut de mère qui selon le texte juridique, est « leur mission principale »⁴⁴. L'article 19 ne condamne pas explicitement la discrimination basée sur le genre. Dans la même lignée, en mars 1979, le régime interdit aux femmes d'occuper des fonctions de juge. Le même mois, il est proclamé qu'initier un divorce devient un droit réservé aux hommes.⁴⁵ La révolution islamique en Iran impose aux femmes le port du *hijab*, introduit une ségrégation hommes/femmes dans les lieux publics, met en place la peine de mort pour adultère. « *Les femmes se voient interdire la participation aux forces armées et la pratique du sport* ».⁴⁶ Une place obsédante est donnée à la morale sexuelle dans les discours politiques, religieux et dans la société. Ces comportements sont décrits dans la bande dessinée *Persepolis*, œuvre de l'artiste franco-iranienne Marjane Satrapi, illustrant le quotidien des Iraniens après la révolution. Les jeunes filles y sont grimées portant de voile, subissant les réprimandes de la police des mœurs lorsque leur drapé est noué de manière trop lâche. Le régime va même jusqu'à encourager l'activisme politique d'Iraniennes issues des milieux conservateurs religieux de la société afin de les mobiliser contre les défenseurs des droits des femmes. Ces femmes sont choisies pour soutenir le régime dans sa politique régressive. Un groupe de *Bassidj* femmes, une branche des gardiens de la Révolution Islamique, est même créé, *les parapluies Bassidj*, pour veiller à la moralité islamique des Iraniennes. Ces « forces d'intervention spéciales », également grimées dans la BD *Persépolis*, n'hésitent pas à réprimander les femmes pour leur tenue trop occidentale ou pour leurs mœurs, si ces dernières se tiennent trop près d'un homme qui n'appartient pas à leur famille.

Ces transformations sociétales, l'islamisation des mœurs et le discours virulent anti-occident, entraînent de véritables bouleversements en Iran qui sont facilités par le contexte de guerre. En effet, le moment est à la cohésion nationale ce qui empêche toute véritable manifestation d'opposition de renverser ou de venir nuancer le régime établi.

⁴⁴ Constitution iranienne, 1979

<http://www.iranonline.com/iran/iran-info/government/constitution-1.html>

⁴⁵ Muhammad Reza Djalili et Thierry Kellner *100 Questions sur l'Iran*, Edition La Boétie. 2013, p.63

⁴⁶ Muhammad Reza Djalili et Thierry Kellner *100 Questions sur l'Iran*, Edition La Boétie. 2013, p.63

C. L'exacerbation du nationalisme perse grâce à la guerre : pilier idéologique du régime et facilitateur de la mise en œuvre des changements sociétaux.

L'Iran du Shah jouait également sur un nationalisme perse très important en Iran. Le pays en effet est parvenu au cours de son histoire à garder ses spécificités malgré des envahisseurs aux mœurs et langues variées. Les Iraniens possèdent encore des coutumes datant de la période antéislamique comme le calendrier⁴⁷. En septembre 1980, l'Irak décide de profiter de ce qu'il perçoit comme étant une faiblesse du régime pour déclarer la guerre à l'Iran. Cette guerre est le plus long conflit conventionnel du XXème siècle et l'un des plus meurtriers de l'après Seconde Guerre Mondiale. De nombreuses cités iraniennes ont été soumises à des bombardements lors de la « guerre des villes » qui a touché une large partie de la population.⁴⁸ L'Iran a mis en place une mobilisation générale de la population, au service de l'effort de guerre. Ce conflit permet au pouvoir de développer les instruments de sa puissance notamment les milices qui se transforment en véritables forces armées. Les Gardiens de la Révolution se muent en « Armée des Gardiens de la Révolution ». Ces derniers sont composés de deux cent mille hommes et possèdent leurs propres unités navales et aériennes. Ils contrôlent aussi quelques deux cents mille jeunes volontaires. Au total près d'un demi-million d'Iraniens est envoyé au combat contre l'Irak. Les milices paramilitaires *basidjis*, elles aussi mobilisées en profitent également pour exercer leur pouvoir et leur influence notamment sur les jeunes recrues mobilisées.

Contre toute attente et au grand dam de Saddam Hussein, l'instigateur de cette guerre, le conflit a renforcé le régime politique iranien. Mohammed Reza Djalili, sociologue et spécialiste de l'Iran va jusque soutenir que « *pour la jeune République islamique, cette guerre imposée est une guerre bénie* ». ⁴⁹ Elle permet en effet une accélération de la mobilisation et de l'islamisation de la société iranienne et la marginalisation puis l'élimination pure et simple de la gauche iranienne. L'Etat de guerre rend plus acceptable la centralisation de l'Etat, qui peut s'autoriser à une pratique plus autoritaire du pouvoir. L'islamisation de la société, les mesures de lutte contre les valeurs occidentales, sont donc acceptées par une population meurtrie par la guerre, souhaitant présenter à l'ennemi irakien un front uni plutôt que de contester les pratiques du régime national fraîchement établi. Elle aide également à justifier

⁴⁷ Camille Verleuw. *Qui gouverne à Téhéran (et comment) ?* Eska, Sécurité Globale Horizons Stratégiques, n° 1 (printemps 2015).

⁴⁸ Djalili et Kellner (2013), *100 Questions sur l'Iran*, Edition La Boétie. P.48

⁴⁹ *Ibid*, P. 48

les peines de prison, ou exécutions d'opposants sous prétexte « *d'intelligence avec l'ennemi* ». Ainsi, il est apparu que quelques deux mille huit cent prisonniers iraniens ont été pendus pendant la guerre dans les geôles iraniennes. Les communistes étaient exécutés pour « apostasie », en exposant qu'ils avaient « *tourné le dos à Adieu, au Prophète, au Coran et à la Résurrection* »⁵⁰. Cette guerre est devenue une guerre patriotique et d'inspiration religieuse et révolutionnaire. Elle est l'une des pierres angulaires de l'identité islamique iranienne qui prône le culte des martyrs et de la patrie.

Le régime islamique iranien met donc en place dès 1979 et jusque 1988, date à laquelle la guerre prend fin, une politique visant à transformer profondément la société. Cette dernière est purgée de toutes activités et produits d'influence occidentale. La société est islamisée, le statut des femmes révisé, l'opposition muselée. Toutes ces transformations sociétales ont été rendues possibles par l'état de guerre dans lequel se trouve l'Iran de 1981 à 1988. Cette période a en effet facilité l'acceptation des réformes par une population qui ne souhaitait pas diviser la nation attaquée par l'Irak. Aussi, cette période qui s'écoule après la Révolution forge l'identité du régime. La guerre en soit, est elle aussi perçue comme une Révolution. L'identité révolutionnaire iranienne est donc composée du volet islamique, dispose de vellétés contre l'Occident et d'un puissant sentiment patriotique. L'apparition de cette identité, de ce socle idéologique du régime iranien a été facilitée et mis en place grâce à la guerre Iran-Irak.

II. La diffusion de l'identité islamique : sécuriser l'accès au pouvoir des conservateurs

Le régime islamique établi en 1979 met en place petit à petit les fondements d'une identité islamique spécifique à l'Iran qui repose donc sur trois volets principaux : une islamisation de la société, un discours virulent contre l'Occident et un patriotisme exacerbé. Ces piliers de la Révolution Islamique doivent être protégés. Les députés doivent également prêter serment « *devant le Glorieux Coran au Dieu Tout Puissant, et (s)'appuyant sur (leur) honneur d'être humain, (ils s')engagent à être les gardiens du domaine sacré de l'Islam et les protecteurs des acquis de la révolution islamique de la nation iranienne et des fondements de*

⁵⁰ Djalili et Kellner (2013), *100 Question sur l'Iran*, Edition La Boétie. P.48

la République Islamique ». ⁵¹ Pour perpétuer cette idéologie, l'accès au pouvoir est conditionné aux seuls défenseurs des principes du régime islamique. Faire partie du gouvernement correspond donc à passer sous le crible d'une véritable sélection, destiné à refouler les sceptiques de la révolution islamique. Cette partie de ce mémoire s'attache à démontrer que la nouvelle élite dirigeante du pays correspond de fait à ce moule idéologique islamique, conditionné et créé par un véritable processus de sélection des élites.

Ce processus est tout d'abord organisé institutionnellement, les tentatives d'entrer en politique des candidats déviant de la norme du régime étant impitoyablement refoulées (A). L'unité idéologique empreigne l'enseignement diffusé dans les écoles, et les universités d'Iran. L'accès à ces universités est conditionné à une approbation totale du régime islamique (B). Les jeunes hommes de retour de la guerre entre l'Iran et l'Irak, les étudiants issus des universités islamiques, disposent de passe-droits spécifiques pour intégrer la sphère politique. Le système façonne donc une élite politique gagnée par l'identité révolutionnaire iranienne : les conservateurs (C).

A. Accéder au pouvoir ou comment parvenir à passer sous le crible de l'analyse du Conseil des Gardiens

Le pouvoir en Iran est aux mains d'un subtil mélange de divers corps élus et non élus. Élu tous les quatre ans au suffrage universel et composé de 290 élus, les députés du Parlement iranien (Majlis shura-ye islam, abrégé en *Majlis*) composent la seule chambre parlementaire, le Sénat iranien ayant été supprimé lors de la Révolution islamique. Le parlement iranien, *Majlis* est donc composé de parlementaires élus par le peuple. Les candidats aux législatives doivent faire preuve d'une « croyance concrète » dans l'« ordre sacré » des élections et se montrer d'une loyauté absolue envers le « gouvernement du juriste » (*velayat-e faqih*), le système politique de la République islamique d'Iran. En outre, le Conseil des gardiens dispose d'un droit de « supervision » (1), un concept vague qui l'autorise à disqualifier les candidats sur la base de critères non listés dans la Constitution ⁵²(2).

⁵¹ Constitution Iranienne, chapitre 6

⁵² Roohollah Shahravari*, Delphine O* *Un retour des réformateurs iraniens ?* Fondation Jean Jaurès, 2016, Note n° 298

1. Le rôle institutionnel du Conseil des Gardiens

Le Conseil des Gardiens est composé de quinze membres élus pour cinq ans. Six religieux sont désignés par le Guide et six juristes sont élus par le Parlement sur proposition du pouvoir judiciaire. La mission du Conseil des Gardiens peut se subdiviser en différentes tâches. Le Conseil peut tout d'abord faire penser à un Conseil Constitutionnel à la française, chargé de veiller à la compatibilité des lois avec la Constitution et l'Islam. Il s'attache également à vérifier la validité des élections. Cependant la mission du Conseil des Gardiens qui pousse le plus à la controverse est son rôle de validateur des candidatures des députés.⁵³

2. Les critères de sélection pour candidater au Majlis

Ainsi chaque candidat souhaitant être élu au Majlis sait que toute son histoire, ses antécédents, sont scrutés et analysés de fond en comble par le Conseil des Gardiens. Ces derniers procèdent à une véritable sélection des candidats basée sur plusieurs critères. Tout d'abord être un citoyen iranien, être en possession d'un master (à moins de déjà travailler pour le gouvernement), être un fervent supporter de la République Islamique et plaider loyauté envers la constitution, être un musulman pratiquant (sauf si l'on appartient aux religions minoritaires reconnues d'Iran), ne pas avoir de « réputation notoire » et enfin être en bon santé et âgé de 30 à 75 ans.⁵⁴

⁵³ Constitution iranienne

⁵⁴IRAN: *Majles Shoraye Eslami* (Islamic Parliament of Iran)
http://www.ipu.org/parline-e/reports/2149_B.htm

Clément Therme, docteur en sociologie, spécialiste de l’Iran et diplômé de l’IHEID de Genève, me confiait lors d’un entretien téléphonique, que le critère requérant l’obtention d’un master pour se présenter aux élections était devenu un véritable business en Iran, les divers prétendants achetant de faux masters pour pouvoir se présenter aux élections du Majlis. Ce dernier soutenait également que de nombreux candidats à tendance réformiste ayant effectué des études à l’étranger voire, pire, aux Etats-Unis, se sont vu refuser l’entrée en lice pour les élections législatives. Les critères de sélections se font également évolutifs, au bon vouloir du Conseil des Gardiens qui dispose donc d’un instrument clé pour gérer l’accès au pouvoir, accès délivré aux plus fervents défenseurs du

socle du régime islamique iranien, et accès refusé aux plus réformateurs.⁵⁵ Le graphique ci-joint, dont nous n’observons que les données précédant l’année 2000, illustre bien l’influence du Conseil des Gardiens qui la première année de son existence a exclu de la course aux législatives en moyenne un candidat sur deux.

Le Conseil des Gardiens est donc l’organe du pouvoir qui permet de limiter l’entrée au sein du Parlement des plus sceptiques, des plus « occidentalisés » des Iraniens, et des moins fervents admirateurs du régime islamique. Le processus de constitution d’une élite conservatrice à la tête du pays repose donc sur ce biais institutionnel mais également sur un biais éducatif.

Taux d’admission à concourir pour les élections parlementaires depuis 1980.

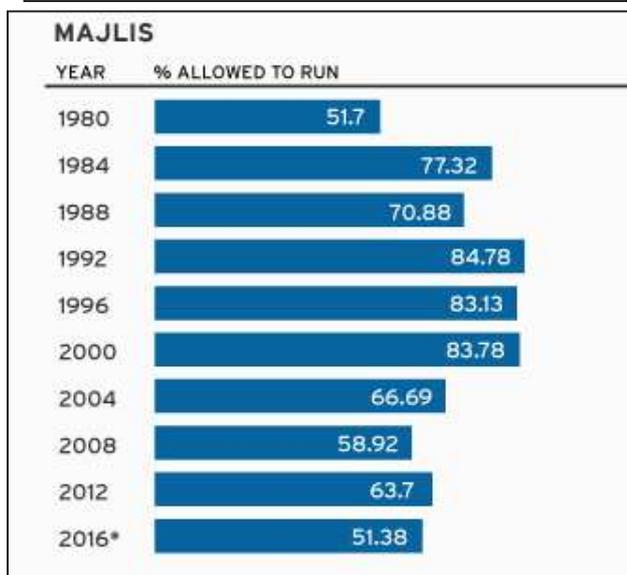


Figure 1 Emma Borden and Suzanne Maloney (2016) *Iran’s Guardians’ Council has approved a record-low percentage of candidates. What will that mean for the upcoming vote?* Brookings Institute

⁵⁵ Emma Borden and Suzanne Maloney, *Iran’s Guardians’ Council has approved a record-low percentage of candidates. What will that mean for the upcoming vote?* Brookings Institute, 2016 <http://www.brookings.edu/blogs/markaz/posts/2016/02/24-iran-elections-candidates-rejected-borden-maloney>

B. Tutelle du régime et islamisation du système éducatif.

Le pouvoir mis en place en 1979 s'attache donc à islamiser la société ce qui passe forcément par un remaniement en profondeur du système éducatif et universitaire iranien. Une nécessité pour le pouvoir d'autant plus qu'il est requis de posséder un diplôme de master pour pouvoir candidater aux élections législatives. Les futurs députés ont donc suivi une formation universitaire spécifique apte à faire d'eux des représentants du peuple iranien : ils sont pleinement convertis aux préceptes du socle idéologique du régime. Le régime islamique procède donc à une refonte du système éducatif primaire de l'Iran (1) et conditionne l'entrée au sein des universités (2).

1. L'islam à l'Ecole

Le Shah d'Iran s'était attaché à séculariser les écoles iraniennes, le Coran n'était enseigné que dans les écoles islamiques privées appelées *madradas*. L'ayatollah Khomeiny au pouvoir met donc un point d'honneur à réformer en profondeur les écoles ainsi que le système éducatif. Tout d'abord, il purge les écoles de ses instituteurs jugés trop « modernes », interdit les établissements scolaires mixtes.⁵⁶ « *La purification prime sur l'enseignement* », tel est le slogan de Khomeyni en matière d'éducation scolaire. Cela signifie que la première fin de l'école est de purifier moralement les élèves, via le « *grand jihad* » : la guerre intime que chacun doit livrer contre le mal. « *Programmes et manuels sont réécrits, « démonarchisés » et « démodernisés ».* Environ un quart du temps scolaire est consacré à la religion d'une façon ou d'une autre, au primaire comme au collège. »⁵⁷ Ce sont d'ailleurs les clercs qui sont désormais chargés d'enseigner aux élèves toute la partie culturelle des programmes scolaires l'objectif étant : « *d'être actif au sein du tissu religieux et des principes de la République Islamique, ainsi que de diffuser l'idéologie du velayet-é-faqih, de la tutelle du juriste* ». ⁵⁸ Les écoles sont donc islamisées ce qui signifie que les instituteurs s'attachent à prôner les valeurs du régime, l'enseignement dans les manuels est remanié, le tout favorisant l'islamisation des Iraniens et leur attachement au socle révolutionnaire islamique. Cette procédure se poursuit dans l'enseignement supérieur.

⁵⁶ Bernard Hourcade. *Iran: Nouvelles identités d'une république*. Belin. La documentation française, 2002.

⁵⁷ Paivandi Saeed. *Religion et éducation en Iran. L'échec de l'islamisation de l'école*. Paris: L'Harmattan, 2006. – 228 p

⁵⁸ Ali Mamouri, *Iran increases role of clerics in public schools*, Website Al Monitor, 2013
<http://www.al-monitor.com/pulse/originals/2013/12/iran-public-schools-cleric-influence.html#>

2. Islamisation de l'Université et restriction de son accès

En 1980 se met en place ce qui a été appelé par la suite la « Révolution Culturelle », un grand bouleversement qui dure de 1980 à 1983 et qui vise à refonder l'enseignement universitaire. Dans cette optique les universités sont fermées trois années durant. Ce laps de temps permet au régime de licencier les professeurs jugés proches de l'ancien régime ou trop réticent aux principes du nouveau, comme les communistes. De plus, « *les enseignants sont conviés à se rendre dans les écoles coraniques et à exposer leurs travaux de thèse et les modifier en fonction de ce que les oulémas allaient dire.* »⁵⁹ Une fois cette purge du corps enseignant effectuée, les universités sont rouvertes mais les étudiants sont soumis à des critères d'entrée nouveaux. En effet, un examen idéologique ferme désormais les portes des universités aux jeunes indésirables sur le plan islamique. Des tests idéologiques sont donc requis, de même qu'est demandée une lettre de recommandation de la mosquée du lieu de résidence. De plus, il existe des quotas d'admissions pour les *bassidjis*, *passdaran* et familles des victimes de la guerre Iran/Irak.⁶⁰ La bande dessinée *Persepolis* illustre bien ce nouveau paradigme. La dessinatrice iranienne Marjane Satrapi, se grime essayant de répondre aux questions du clerc qui devait juger de son acceptation en école d'art à Téhéran. La jeune fille devait répondre de la manière « *la plus islamique possible* » à des questions portant sur la façon dont elle appréhende et manifeste sa foi. Dans la continuité de ce processus de réforme de l'éducation universitaire, le chercheur Bernard Hourcade, directeur émérite du CNRS et spécialiste de l'Iran, mentionne que « *les bourses d'études à l'étranger sont réservées aux fidèles du régime* ». ⁶¹ Séjours à l'étranger qui, m'a confié Bernard Hourcade lors d'un entretien à Paris, sont souvent très surveillés par les services secrets du régime qui ne souhaitent pas à ce que les étudiants soient en contact prolongé « *avec des occidentaux aux mœurs dépravées* ». Enfin, un membre du clergé représentant officiellement le Guide de la Révolution est appointé dans chaque université pour maintenir une « *atmosphère islamique et prévenir tout activité anti-révolutionnaire* », beau paradoxe. ⁶² L'islamisation de l'université possède donc un accès restreint à un certain type d'individus, les pieux et les anciens combattants. De plus, une fois l'université intégrée, toute tentative d'opposition, toute attitude contraire à la morale islamique est sévèrement réprimée. Il semble donc que le régime iranien

⁵⁹ Bernard Hourcade. *Iran: Nouvelles identités d'une république*. Belin. La documentation française, 2002.

⁶⁰ Muhammad Reza Djalili. *L'Iran: l'illusion réformiste*. Presses de Sciences Po. La bibliothèque du Citoyen, 2001.

⁶¹ *Ibid*

⁶² Ali Mamouri. *Iran increases role of clerics in public schools*. Website Al Monitor. 2013
<http://www.al-monitor.com/pulse/originals/2013/12/iran-public-schools-cleric-influence.html#>

s'essaie à créer, au travers du remaniement de l'éducation secondaire et universitaire, un idéal type d'élite dirigeante.

C. L'accès à la politique : une élite conservatrice

Le chercheur en sciences politiques et professeur à Sciences Po, Jean François Bayart, qualifie la situation iranienne de « thermidorienne », en référence au processus de professionnalisation politique et de constitution d'une élite révolutionnaire.⁶³ Le régime conçoit donc un système créant l'archétype de l'élite dirigeante iranienne (1) et s'attache à promouvoir et diffuser ce nouveau cadre à l'ensemble de la société (2).

1. La création d'un idéal type du politique iranien

« *La démocratie islamiste se joue en vase clos, au sein de la même oligarchie* », me confiait le chercheur iranien résidant désormais à Genève, Muhammad Reza Djalili, avec qui j'ai eu l'occasion d'échanger via *Skype* à plusieurs reprises. En effet, le pouvoir reste donc aux mains d'une certaine élite dont les caractéristiques correspondent aux critères requis pour intégrer la sphère étatique. Le système éducatif, universitaire mis en place par le régime restreint l'accès au pouvoir à un certain type d'individus que ce mémoire s'attache à désigner comme les *conservateurs*, des individus gagnés par les idées de la Révolution Islamique iranienne et ne souhaitant pas apporter de modification au socle idéologique du régime. L'accès à l'enseignement supérieur est donc désormais réservé à une minorité d'étudiants convertis aux valeurs du régime islamique, à ceux qui sont parvenus à jouer convenablement la comédie devant le clerc investigateur, ou bien aux anciens combattants ou membres de corps policiers. La population intégrant l'université, sachant qu'un diplôme universitaire est requis pour intégrer la sphère étatique, possède donc déjà un profil type. En effet, les anciens combattants ont été admis à l'université sur concours spécial. Cela crée « *une strate sociale nouvelle, jeune, provinciale et très traditionnelle.* » Beaucoup ont ironisé sur le caractère paysan de ces nouveaux cadres.⁶⁴ Ces nouveaux cadres « *savent ce qu'ils doivent au régime et en sont donc de fait les plus fervents défenseurs* »⁶⁵. Camille Verleuw, diplômé de l'université

⁶³ Jean-François Bayart. *L'Islam républicain. Ankara, Téhéran, Dakar*, Albin Michel, Paris 2010, chapitre 4.

⁶⁴ Bernard Hourcade. *Iran: Nouvelles identités d'une république*. Belin. La documentation française, 2002.

⁶⁵ Camille Verleuw. *Qui gouverne à Téhéran (et comment) ?* Eska, Sécurité Globale Horizons Stratégiques, n° 1, 2015.

Libre de Bruxelles a vécu plus de quarante ans en milieu chiite iranien et au Moyen-Orient, elle s'est attachée à établir le profil sociologique type des individus au pouvoir en Iran dans son ouvrage « *Qui gouverne à Téhéran et comment ?* » paru en septembre 2015. Un premier groupe est composé de pieux musulmans conservateurs nationalistes qui sont nés il y a 60 ans et ont connu l'intervention américaine qui écarta le Premier ministre Mossadeq du pouvoir. Ce sont eux qui s'élevèrent contre le vote des femmes établi dans les années 60. La plupart sont issus du *Parti Unifié Islamique* (PUI) issu des anciens Cercles unifiés islamiques créés en 1964.⁶⁶ Le deuxième groupe est constitué de jeunes religieux, des partisans du *velayet-é-faqih*. Toutes ces élites sont partagées en fonction du chef religieux qu'elles prisent. Ainsi, le premier groupe suit en partie les préceptes de Mohammad-Rezâ Madhavi-Kani, figure morale en Iran, désigné temporairement président pour un an en 1981. Il existe donc une élite spécifique au sein du *Majlis* iranien et les profils y sont très homogènes.

2. Fin de la guerre et diffusion de ce profil politique type

Tous ces bouleversements sociétaux, la constitution d'une élite conservatrice spécifique, ont été facilités par la guerre contre l'Irak. La fin de la guerre est décrétée en 1988 lorsque Khomeiny accepte la médiation onusienne d'un cessez-le-feu en décrétant ne pas avoir d'autre choix que de « boire le calice empoisonné »⁶⁷. En quatre semaines après cette déclaration, quelque 2.800 individus sont pendus, non pas des prisonniers de guerre mais des prisonniers dits de « conscience » comme le rappelle l'ONG Amenesty International dans un rapport publié en 1991 intitulé « *Iran : Violations of Human Rights* ». Les socialistes été ainsi inculpés pour apostasie. La fin de la guerre a été l'occasion pour le pouvoir de s'adonner à un véritable « bain de sang » selon la formule d'Ervand Abrahamian, d'origine iranienne et professeur d'histoire du Moyen-Orient à l'université d'Oxford. L'ayatollah Khomeiny, Guide de la Révolution souhaite à la fin de sa vie laisser en héritage au peuple iranien un régime qui repose sur les piliers de l'identité révolutionnaire iranienne que nous avons maintes fois évoqués dans ce mémoire. La *fatwa* issue contre Salman Rushdie, dont l'affaire est citée plus haut, (partie II.B) est donc déclamée par l'ayatollah Khomeiny en 1989, juste après le bain de sang décimant les derniers opposants. Cette décision violente et inattendue pousse le Grand Ayatollah Hussein Montazaeri qui était pourtant perçu comme le futur successeur de Khomeiny, à démissionner à titre de protestation. Il se retire dans la solitude dans la ville

⁶⁶ Ibid P.81

⁶⁷ Ervand Abrahamian. *A History of Modern IRAN*. Cambridge University Press., s. d., p.181

sainte de Qom. Le Guide de la Révolution Khomeiny décède quelques mois plus tard, en juin 1989, laissant la République d'Iran vidée de ses derniers opposants. Cela explique sans doute le taux de rejet assez faible des candidats aux élections législatives de 1992, 84.78% ont été acceptés (voir Figure 1), c'est dire comme l'opposition était d'ors et déjà réduite.

Le peu d'hétérogénéité des profils des élites politiques en Iran s'explique donc par le processus de sélection des candidats mis en place par le Conseil des Gardiens. L'institution écarte en moyenne 40% des candidats souhaitant prendre part aux élections législatives et ne conserve que les plus « purs » d'entre eux, les plus dévoués au régime et à son socle idéologique. Cela s'explique aussi par le processus d'islamisation des universités et lieux de savoirs, lesquels sont également réservés aux plus pieux d'entre les futurs étudiants. Le régime conçoit donc un modèle, un idéal type du parfait député iranien. Ce dernier doit soutenir le système du *velayet-é-faqih* ainsi que les caractéristiques de la Révolution Islamique qui sont : la promotion d'un mode de vie basé sur les préceptes de l'islam chiite, la lutte contre l'Occident et un patriotisme perse exacerbé.

Il semblait donc primordial d'analyser dans une première grande partie la nature de l'identité révolutionnaire islamique iranienne créée par le régime des Ayatollahs dès leur arrivée au pouvoir en 1979. Le régime est parvenu à se stabiliser notamment grâce à la guerre contre l'Irak de 1981 à 1988, période peu propice aux divisions nationales. L'identité islamique conçue correspond au socle idéologique que les clercs et autres politiques au pouvoir ne souhaitent sous aucun prétexte modifier. Ces individus sont les « conservateurs » qui s'opposent donc aux réformateurs souhaitant apporter des modifications à ce socle révolutionnaire islamique iranien. Ces conservateurs sont au pouvoir, ils sont favorisés par le système institutionnel qui sélectionne les candidats sur leur aptitude à montrer un attachement sans faille aux valeurs de la Révolution Islamique. On peut donc se demander comment ces conservateurs qui sont et se maintiennent au pouvoir parviennent à empêcher toute réforme de l'identité islamique révolutionnaire du régime iranien.

PARTIE II.

Le régime aux mains des conservateurs - - Capacité de nuisance et frein aux réformes

Hassan Rohani en visite en France au mois de janvier 2016, sommé par divers journalistes de justifier les exactions de son pays contre les droits de l'Homme, s'exprimait dans les termes suivants: « Vous devez savoir qu'en Iran le président de la République n'a pas le pouvoir d'agir pour changer cela ». ⁶⁸ Ce constat, tranché, que les médias ont tôt fait d'interpréter comme étant une habile pirouette du président pour se dédouaner de la situation, reflète pourtant avec acuité la difficulté de réformer un pays, dont la plupart des organes de décisions clés sont aux mains des conservateurs. L'Iran est devenu depuis 1979, une République islamique dotée d'une idéologie révolutionnaire faisant la promotion de la lutte contre l'Occident, de l'islamisation de la société et du nationalisme perse. Ces trois éléments ensemble forment le socle idéologique de l'identité révolutionnaire iranienne sur laquelle repose tout l'édifice du pouvoir. L'abandon de l'un de ces piliers idéologiques signerait la fin du modèle pensé et édifié par l'ayatollah Khomeiny. A la mort de ce dernier, la scène politique se partage entre deux tendances idéologiques : celle dite des conservateurs (*jenah-ousoulgera*) et celle des réformateurs (*jenah-e eslahtalab*). Les conservateurs souhaitent la continuité de l'œuvre du Guide Khomeiny, ils s'attachent à préserver de l'usure du temps et du pouvoir, ces piliers de l'identité révolutionnaire iranienne. Les réformateurs quant à eux, sans remettre en cause le système étatique, ni le modèle du *velayet-é faqih*, la tutelle du juriste, souhaitent un assouplissement de l'islamisation de la société et de la lutte contre l'Occident. Ces derniers émergent lors de l'élection en 1997 du réformateur Khatami, et du Mouvement Vert en 2009. ⁶⁹ Le reste de la scène politique est dominé par les pragmatiques comme Hachemi Rafsandjani, président de la République d'Iran de 1989 à 1997, ou bien Hassan Rohani élu à la présidence en 2013 et négociateur de 1997 à 2005 avec l'Occident (ici Etats-Unis et Union Européenne), sur la question du nucléaire. Depuis 1989, les réformateurs s'essaient à intégrer les hautes sphères de la politique iranienne, mais échouent à y accéder ou bien ne parviennent pas une fois installés au pouvoir, à mettre en œuvre leurs réformes. Les

⁶⁸ Ludovic Piedtenu (France Culture), Marc Perelman (France 24) et Christophe Ayad (Le Monde). *Entretien exclusif avec Hassan Rohani, Président de la République islamique d'Iran*. France Culture, le 28/01/2016.

⁶⁹ Mohammad-Reza Djalili, et Thierry Kellner. *L'Iran*. La Boétie. 100 questions sur, 2013. p.125.

obstacles institutionnels sont multiples et se dressent à chaque étape des tentatives de réforme du pays. Le clivage entre conservateurs et réformateurs reste profond, les premiers inquiets du soutien populaire que peuvent glaner leurs opposants. Lors de l'investiture du président Rohani en 2013, le député Ata'ollah Hakimi Seybani s'est mis à scander dans l'Assemblée « *A mort Khatami !* », esquissant un parallèle entre l'ancien président réformiste et Rohani. Cette scène surréaliste illustre le clivage profond qu'il existe entre réformistes et conservateurs.

Dès lors, il semble particulièrement intéressant d'analyser les méthodes et les instruments institutionnels à la disposition des conservateurs pour empêcher toute tentative de réforme (Chapitre I). Ensuite, nous distinguerons quelles ont été, de 1989 à 2009, donc de la mort de Khomeiny à la Révolution Verte, les diverses tentatives réformistes et comment les conservateurs sont parvenus à toutes les faire échouer (Chapitre II).

Chapitre I. Un complexe noyautage institutionnel conçu par et pour les conservateurs

Saeid Golkar après avoir suivi toutes ses études en Iran, il y a même effectué son doctorat, est devenu chercheur au sein du *Middle East and North African Studies Program* à la Northwestern University des Etats Unis. Dans un article intitulé *The Islamic Republic's Art Of Survival* paru en juin 2013 pour le compte du *Washington Institute For Near East Policy*, il expose la manière dont le régime iranien aux mains des conservateurs parvient à se maintenir contre vents et marées, malgré les velléités réformistes des Iraniens, de certains politiques, et de la pression internationale. Selon lui « l'art de la survie » du régime tient au fait que les conservateurs possèdent des « *survival tool boxes* »⁷⁰, des boîtes à outils institutionnels dont ils usent à loisir. Ces outils leur permettent de se maintenir en place et de faire échouer toute esquisse de réforme de l'identité révolutionnaire du régime.

Ce premier chapitre s'attache donc à analyser tout d'abord, en quoi le corps même de la Constitution limite les tentatives réformistes (I). Puis, nous analyserons comment le Guide Suprême possède au final le monopole de l'édiction de la ligne politique de l'Etat et exerce sa tutelle sur l'exécutif, le législatif et le judiciaire (II). Enfin, nous étayerons ce constat en analysant les manifestations du conservatisme des deux Guides de la Révolution qu'a connu l'Iran (III).

I. Le paradoxe de la « théocratie constitutionnaliste » et l'impossible mise en œuvre des réformes

Pour saisir au mieux le paradoxe de l'Iran comme « théocratie constitutionnaliste », pour reprendre la formule chère à l'expert de l'Islam radical Olivier Roy, il semble opportun d'analyser en quoi cette constitution et les institutions qui en sont extraites empêchent toute tentative réformiste.

Nous analyserons, tout d'abord, le corps de la constitution en gardant à l'esprit qu'aucune loi ne peut être édictée en étant contraire à la constitution ce qui limite d'office les possibilités de réformes (A). Puis nous mettrons en exergue le dualisme des institutions politiques en Iran tantôt du ressort de la souveraineté populaire, tantôt de celle de l'expertise religieuse (B).

⁷⁰ Saeid Golkar. *The Islamic Republic's art of survival: Neutralizing Domestic and Foreign Threats*, The Washington Institute for Near East Policy, Policy Focus 125 (s. d.).

A. La Constitution et la tutelle du spirituel sur le temporel

La Constitution iranienne date de 1979 et a été remaniée en 1989. Elle énonce dans ses différents articles, le fonctionnement des institutions politiques ainsi que l'objectif général de la Constitution. L'influence de la tutelle du juriste religieux, le *velayet-é-faqih*, dont nous avons d'ores et déjà exposé le principe, se retrouve dans la constitution et conditionne le fonctionnement même des institutions. Il existe un principe de prédominance du fait religieux sur les affaires terrestres et donc sur l'édiction de la politique en Iran ainsi que la création des lois. L'article 56 de la constitution affirme que « *la souveraineté absolue sur le monde et l'Humanité est celle de Dieu qui a établi la souveraineté de l'Humanité dans la détermination de son sort social* ». De plus, près d'un tiers des 177 articles de la constitution renvoient à la religion. L'article 2 explique que le système politique iranien repose sur « *un Dieu unique* », « *une révélation divine* », la responsabilité de l'Homme envers Dieu etc. Enfin, l'article 4 de la constitution mentionne clairement que les lois édictées par le *Majlis*, le Parlement Iranien, doivent être basées sur les préceptes de l'Islam. Ainsi, comme le souligne Muhammad Reza Djalili, « *la constitution peut être un redoutable obstacle pour toute tentative réformiste* »⁷¹. Il semble difficile en Iran d'aboutir à des changements légaux d'un système quadrillé et obnubilé par le fait religieux. De plus, la constitution édicte le rôle des institutions et des contre-pouvoirs le tout noyant véritablement tout processus de réformisme politique.

B. La constitution au service de la fabrique des institutions : quels verrouillages ?

« *A quoi sert une Constitution, sinon à établir les sources de légitimité d'un pouvoir ou d'un régime politique, ainsi qu'à définir les procédures d'arbitrage des conflits entre les différentes institutions ?* », s'interroge le juriste Michel Potocki.⁷² Aussi, la constitution iranienne met au jour une toile complexe d'institutions, de pouvoirs et de contre-pouvoirs que nous allons tâcher de démêler.

⁷¹ Muhammad Reza Djalili. *L'Iran: l'illusion réformiste*. Presses de Sciences Po. La bibliothèque du Citoyen, s. d.

⁷² Michel Potocki. *L'aéroport Imam Khomeyni doit-il être ouvert ou fermé ? Réflexions sur le système constitutionnel iranien*. Géopolitique. 2004

Le chef d'Etat en Iran est le Guide suprême de la Révolution (Rahbar-é enghélab) qui est élu par l'ensemble de l'assemblée des 86 religieux élus pour huit ans au suffrage universel. Il est nommé à vie. Le Guide est le véritable maître à bord en Iran puisqu'il domine le pouvoir judiciaire, surveille l'exécutif et trace les grandes lignes de la politique en Iran. On peut avancer que tout changement peu ou prou, toute réforme, ne peut se faire sans son accord implicite.

On trouve à la tête de l'Iran, un Président de la République Islamique, élu pour quatre ans dont le mandat est renouvelable une fois. Il n'est pas le chef d'Etat mais bien celui du pouvoir exécutif.

Ce dernier s'entoure de Ministres qui, comme le stipule l'article 133 de la constitution, doivent être désignés par le Président, puis chacun passe une audition auprès de l'Assemblée Nationale qui valide leur candidature. On peut déjà noter qu'un *Majlis* conservateur, c'est-à-dire la norme (Cf chapitre 2 de la partie I), peut à loisir refuser de valider la candidature d'un ministre dit réformiste.

Autre frein à l'arrivée de réformistes sur la scène politique, une thématique déjà évoquée : la sélection qui attend chaque député souhaitant se faire élire pour quatre ans au sein du *Majlis*, le parlement monocaméral. Le député se fait élire au suffrage universel direct par tout individu âgé de plus de quinze ans. Pour être candidat il faut obtenir l'aval : du ministère de l'intérieur, du ministère des renseignements, du conseil des gardiens.

Le *Conseil des Gardiens*, qui pour rappel est composé de douze membres élus pour cinq : six religieux élus par le guide et six juristes élus par le Parlement sur proposition du pouvoir judiciaire. Ce Conseil veille dont à compatibilité des lois avec la constitution et l'islam, vérifie les élections et valide ou invalide les candidatures des députés. On peut donc une nouvelle fois émettre des doutes sur la possibilité qu'un réformiste parvienne à se glisser entre les mailles du filet du Conseil des Gardiens.

De plus, un *Conseil de discernement de l'intérêt supérieur du régime* a été instauré lors de la révision constitutionnelle de 1989. Il s'agit d'un conseil composé de trente personnes toutes élues par le Guide, et dont la mission est de régler les différends entre le Parlement et le Conseil des Gardiens. Il possède notamment une compétence législative extraordinaire. On peut donc assumer que cette réforme souligne la prééminence du Guide dans les affaires de l'Etat puisqu'aucun des membres du Conseil n'est à un moment soumis au vote populaire.

Un schéma détaillé du système politique Iranien se trouve en Annexes. L'analyse du fonctionnement des institutions en Iran illustre donc qu'il n'y a pas de place pour les réformateurs et que le vote du peuple iranien n'a pas en soi une importance majeure dans la

manière dont s'autorégulent finalement les institutions étatiques. Enfin, il existe selon Muhammad Reza Djalili « deux anomalies » dans ce système bien rodé, tout d'abord les députés ne possèdent pas d'immunité parlementaire et enfin il n'est pas possible pour le Président ou le Guide de dissoudre le parlement. Ces deux éléments viennent nuancer le constat un brin fataliste qui pouvait être dressé sur la place de la souveraineté populaire dans le jeu institutionnel iranien.

Ainsi il existe en Iran une pluralité d'organes politiques qui s'adonnent à un jeu de pouvoir et de contrepouvoir. Certaines institutions sont élues par le peuple. Il désigne par exemple des députés parmi un panel d'individus sélectionnés au préalable par le Conseil des Gardiens. On peut donc émettre quelques doutes sur l'efficacité de la souveraineté populaire. On peut noter que la figure du Guide semble véritablement prééminente dans le système politique Iranien puisque finalement quasi toutes les institutions semblent être conditionnées par sa volonté. Le Guide élit la moitié des membres du *Conseil des Gardiens* qui lui-même conditionne la candidature des députés, Guide qui désigne enfin la totalité du *Conseil de discernement supérieur*. Le Guide semble donc bien le pilier central soutenant toute la voute du système politique Iranien.

II. Le Guide de la Révolution : au sommet de la pyramide politique iranienne

L'Imam du Temps, le Mahdi, est censé rétablir l'ordre et l'harmonie au moment où planera sur Terre une ambiance apocalyptique. Un *haddith* (parole) du Prophète, commun aux chiites et aux sunnites, expose ainsi : «*Même s'il ne restait de la vie de ce bas-monde qu'une seule journée, Allah l'allongera jusqu'à ce qu'IL envoie un homme pieux de ma descendance (celle du Prophète), lequel remplira la terre de justice et d'équité, après qu'elle aura été remplie d'injustice et de tyrannie*». ⁷³ En l'absence du Mahdi, le Guide de la République Islamique d'Iran a donc quasi tout pouvoir au sein de l'Etat et sur la société (A) ainsi que sur le pouvoir judiciaire (B) ce qui de fait empêche toute velléité réformiste puisqu'il n'existe aucun contrepouvoir capable de concurrencer, en Iran, la toute puissante tutelle du Guide.

A. Traduction de la tutelle absolue du Guide au sein de l'Etat et sur la société

⁷³ Al-Tabrasî, *Majma' al-Bayân Fi Tafsîr al-Qor'ân*, Dâr Ihyâ' al-Turâth al-'Arabî, *Coran*, tom. VII, p. 66.

Le système iranien repose sur la théorie du *velayet-é-faqih* soit la tutelle du juriste. Cette dénomination est particulièrement appropriée puisque c'est véritablement une tutelle que le Guide de la Révolution, le fameux juriste, exerce sur l'ensemble des institutions (1) politiques et de la société iranienne (2).

1. Tutelle sur les institutions en Iran

La constitution arrose au Guide de la Révolution une tutelle quasi absolue sur les diverses institutions iraniennes. L'article 110 de la constitution érige le Guide comme seul apte à émettre des déclarations de guerre ou de paix. Il doit notamment confirmer l'élection du Président de la République Islamique et peut octroyer sa grâce à des condamnés. De plus, tout traité entre l'Iran et un autre pays doit obtenir l'accord du *faqih*. Eplucher ses « petites remarques » sur son site internet est donc particulièrement important comme le fait remarquer Camille Verleuw⁷⁴ qui suit avec attention le compte Twitter de l'actuel Guide iranien. Cependant, la révision constitutionnelle de 1989 vient véritablement conférer son pouvoir absolu au Guide de la Révolution. Le 18 mars 1988, 170 députés et membres du Conseil Supérieur de la Justice demandent au Guide Khomeiny d'ordonner la révision de la loi fondamentale. Un conseil de révision est donc établi qui va s'attacher à confirmer et étoffer l'omnipotence du Guide. Parmi de nouvelles prérogatives, le Guide suprême peut notamment édicter les principes généraux de l'Etat. De plus, la réforme rajoute à l'article 57 de la constitution la mention « absolu » (*motlaq*) pour qualifier le pouvoir du Guide. L'essence du Guide est donc belle et bien de droit divin d'où la tutelle absolue qu'il exerce sur les différents organes de pouvoir. Cette révision introduit de fait un renforcement de l'autorité religieuse au détriment de celle du législatif. Le *Majlis*, le seul à être « élu » par le peuple possède par conséquent un éventail d'actions assez restreint. Le Guide possède également un appareil politico économique impressionnant. Il s'est créé un cabinet : le bureau du Guide suprême où des fonctionnaires gèrent ses organes de représentation. Un millier d'employés⁷⁵ est déployé un peu partout, dans toutes les structures paramilitaires, auprès de chaque gouverneur de province, dans les centres culturels iraniens à l'étranger, auprès des chefs

⁷⁴ Camille Verleuw. « Qui gouverne à Téhéran (et comment)? » *Eska*, Sécurité Globale Horizons Stratégiques, n° 1 (printemps 2015).

⁷⁵ Serge Michel, *Iran : entre les mains du Guide*, Le Monde Geo et Politique, Le monde, le 11.06.2013 à 17h15, mis à jour le 14.06.2013 à 15h45
http://www.lemonde.fr/international/article/2013/06/11/iran-le-vrai-visage-du-pouvoir_3428149_3210.html

d'entreprises d'Etat. Ces employés de l'Ayatollah jouent un rôle de représentation permanente du Guide, ce sont des commissaires politico-religieux.

Le Guide est donc présent dans toutes les strates de l'Etat, et même dans les décentralisations éparpillées du pouvoir grâce à ses représentants. L'influence et le pouvoir du Guide quadrillent donc tout le pays. Son pouvoir enfin ne s'arrête pas aux seuls organes institutionnels mais s'étend au-delà, à la société.

2. L'influence du Guide sur la société

L'influence du Guide ne s'arrête pas aux seules institutions politiques, son influence s'étend à toute la société iranienne. Il est toutefois à nuancer que malgré son statut de chef d'Etat de la République Islamique chiite d'Iran, le *faqih* ne représente pas le chef spirituel des chiites, dans leur globalité. La réforme de 1989 permet au Guide de nommer les responsables des principales chaînes de radio et de télévision. Il désigne également les représentants des groupes de presse les plus importants d'Iran comme le quotidien « Kayhan ». De plus, le Guide possède également le pouvoir de désigner tous les imams « du vendredi », les imams qui prêchent à la grande Mosquée de Téhéran. Les sermons de ces imams sont prononcés selon les directives du Bureau du Guide.

La part prépondérante du Guide dans la société iranienne illustre le véritable verrouillage du système. En effet l'Iran a connu deux Guides de la Révolution qui par essence même s'attachent à conserver les valeurs de la révolution islamique. Le pouvoir suprême de Guide de la Révolution est conféré à un Ayatollah apte à conserver les valeurs et préceptes de la révolution. Le Guide de la Révolution Islamique, par essence, est conservateur. Or le Guide a tout pouvoir en Iran. Les tentatives de réformes se font donc particulièrement rares.

B. Un pouvoir judiciaire également aux mains du Guide de la Révolution

Depuis l'instauration de la République Islamique, l'un des projets principaux des dirigeants de l'Iran a été la réislamisation des lois et du système judiciaire. (1) Une fracture s'est donc opérée de fait entre ceux qui prônent l'application de la *charia*, la loi islamique, au

piéd de la lettre et ceux souhaitent juste en capturer l'esprit. Il semble qu'à partir de la réforme de la constitution en 1989 la deuxième solution soit privilégiée. En effet, lors de la création du *Conseil de discernement de l'intérêt supérieur du régime*, la primauté de l'intérêt de l'Etat sur les considérations traditionnelles du droit islamique a été mise en exergue. Ainsi, de nombreux principes de la *charia* ont été écartés. Les conservateurs pour contrer les réformistes usent donc allégrement des moyens de pression que leur offre l'appareil judiciaire.

(2)

1. Nature du système juridique.

Il existe divers organes de juridiction en Iran. Parmi les juridictions, les tribunaux révolutionnaires qui jouent un rôle politique important, leur mission est de juger des délits commis contre l'Etat donc les délits d'espionnage etc. Il existe entre autre un tribunal réservé au clergé. Selon la constitution de 1979, le pouvoir judiciaire est présidé par une direction collégiale, le *Conseil Supérieur de la Magistrature* qui est composé de cinq membres. Deux sont désignés par le Guide après consultation de la Cour de Cassation et trois autres sont désignés par les magistrats du pays. Depuis la révision de 1989 le Conseil est présidé par un magistrat nommé pour 5 ans par le Guide. Le rôle du Conseil est d'établir les organisations légales juridictionnelles, de préparer les projets de lois concernant le fonctionnement du pouvoir judiciaire et de recruter les juges.⁷⁶ Le Guide possède donc encore de par le pouvoir qui lui est octroyé un ascendant certain sur l'organe judiciaire en Iran.

2. Utilisation de la Justice par le Guide

Il vient donc d'être démontré que le Guide possède un ascendant fort sur la Justice en Iran. Grâce à sa main mise sur la Justice, le Guide a pu ainsi à loisir exercer un certain contrôle sur le gouvernement. En 1998, le pouvoir judiciaire interdit de nombreux journaux notamment le très populaire *Jameh*. Cette prise d'initiative en réalité un ordre du Guide, essaie d'être contrée par le gouvernement de l'époque. Le Ministère de la culture pour contourner le pouvoir judiciaire, autorise chaque demande de création de journaux... Journaux qui sont derechef interdits par la Cour de Justice : la boucle est bouclée. Enfin, lorsqu'en 2000 quelques 100 parlementaires réformateurs souhaitent assouplir la loi sur la

⁷⁶ Muhammad Reza Djalili. *L'Iran: l'illusion réformiste*. Presses de Sciences Po. La bibliothèque du Citoyen, s. d.

liberté de la presse, de Guide intervient et pose son veto.⁷⁷ De plus de nombreuses arrestations, mises en accusations, jugement et condamnations décrétés par le pouvoir judiciaire sont autant de moyens de répression et d'intimidation à l'usage du *faqih*. De même, le pouvoir judiciaire agit en véritable verrou du changement. Le conseil de la magistrature n'hésite pas par exemple à interdire au Parlement de mener une enquête sur la manière dont la justice s'organise. Le 24 janvier 2001, une majorité de députés adressait à l'ayatollah Hachemi Chahroudi, le « patron » du pouvoir judiciaire, une motion de protestation contre le harcèlement judiciaire dont sont victimes les écrivains, journalistes, avocats, éditeurs proches des réformateurs. En guise de réponse, la justice fit arrêter un député réformateur sous l'accusation « d'injure à la justice ».⁷⁸ Hachemi Charoudi, serait notamment le favori à la succession de Khamenei comme cela avait été envisagé dans le camp des conservateurs en 2009 lorsque courait la rumeur que le Guide était atteint d'une leucémie...⁷⁹

Non content d'être le guide spirituel de l'Iran, le *faqih* possède donc également une emprise considérable, par le biais d'organes divers, sur l'exécutif, le législatif et le judiciaire. Difficile d'imaginer tutelle plus « absolue » du Guide sur les affaires iraniennes. Or le Guide de la Révolution doit par nature s'attacher à conserver l'identité révolutionnaire islamique iranienne. Il semble donc particulièrement intéressant de noter comment a pu se manifester le conservatisme des deux Guides qu'a connu l'Iran.

III. Les deux Guides de la Révolution, Khomeiny et Khamenei : quel conservatisme ?

Nous avons d'ores et déjà mis en exergue la position centrale et dominante qu'exerce le Guide de la Révolution Islamique dans le fonctionnement des institutions et au sein de la société iranienne en général. L'Iran depuis 1979 a connu deux Guides : Rouhollah Khomeiny et Ali Khamenei. Il semble particulièrement intéressant d'observer les manifestations du conservatisme de l'instigateur du régime iranien (A), puis celles de son successeur (B).

A. Khomeyni : le conservatisme religieux pour asseoir le nouveau modèle politique

⁷⁷ Ibid

⁷⁸ Camille Verleuw. « Qui gouverne à Téhéran (et comment) ? » *Eska*, Sécurité Globale Horizons Stratégiques, n° 1 (printemps 2015).

⁷⁹ Babak Sarfaraz *Mahmoud Hachemi Chahroudi. Guide (bientôt) suprême*. The Nation- New York). 02/09/2009 <http://www.courrierinternational.com/article/2009/09/03/guide-bientot-supreme>

Puisqu'une analyse biographique plus exhaustive de l'ayatollah Khomeyni a d'ores et déjà été établie dans la partie I, il s'agit donc ici de mettre en exergue et de relativiser le conservatisme du premier Guide de l'Iran. En effet, Khomeyni a dû prendre la décision de mettre de côté ses aspirations réformistes dans l'optique d'asseoir la toute puissance de la morale religieuse. L'analyse la plus probante du conservatisme religieux de l'ayatollah nous est transmise par un article du quotidien libanais l'Orient le Jour, interviewant le journaliste Ali Nouri Zadeh qui a eu l'occasion de rencontrer le Guide de l'Iran à maintes reprises. Ce dernier expose que le Guide « *a longtemps été en opposition avec de nombreux ulémas de la ville de Qom et certaines de ces fatwas ont eu par la suite un grand retentissement. En 1988, il a levé l'interdiction des jeux d'échecs, et s'inscrivant en faux avec le rigorisme religieux, il a autorisé la musique et les chants. Il faut dire qu'il entretenait un certain mysticisme qui le rapprochait beaucoup des soufis.* »⁸⁰ Selon lui, les changements opérés le long du « règne » de Khomeyni étaient d'avantage liés à des nécessités politiques qu'à des convictions religieuses conservatrices fortes. Il fallait rendre possible « *le contrôle du pouvoir civil par les docteurs de la loi religieuse* »⁸¹. Cet usage du pouvoir a été vertement critiqué notamment par le premier président de l'Iran, Bani Sadr, « *qui finira par dénoncer la confusion qui s'est opérée entre les principes de la révolution populaire et le khomeynisme en tant que courant théologico-politique* »⁸². Le conservatisme du premier Guide de l'Iran est donc à nuancer et il est important de saisir que les réformes visant à renforcer le pouvoir religieux en Iran ont été rendues nécessaires dans l'optique d'instaurer le modèle politique du *velayet-é-faqih*.

B. Ali Khatami : l'incarnation même du conservatisme en Iran ?

Qui donc serait apte à succéder au Guide et héros de la Révolution au charisme transcendant, Khomeyni ? C'est à un ancien président de la république islamique, Ali Khamenei, que revient la responsabilité de se réapproprier ce lourd héritage. Il semble donc particulièrement intéressant d'analyser comment Ali Khatami a essayé d'endosser le drapé et l'aura de Guide de l'Iran (1). Puis comment son usage du pouvoir en fait la figure de proue du conservatisme, bien que lui-même se soit essayé à se parer de neutralité (2).

1. Ali Khamenei : palier un déficit de légitimité

⁸⁰ Lina Kennouche. *Que reste-t-il de Khomeyni ?* Orient le Jour. Le 26/04/2015.
<http://www.lorientlejour.com/article/928098/que-reste-t-il-de-khomeyni-.html>

⁸¹ *Ibid*

⁸² *Ibid*

Le journaliste du quotidien français *Le Monde* ne mâche pas ses mots en évoquant Ali Khamenei : « *le Guide suprême de la République Islamique d'Iran, ne paie pas de mine. Il n'a ni le charisme ni le crédit religieux de son prédécesseur, l'ayatollah Khomeiny.* »⁸³ Ces propos sont vérifiés par l'analyse que propose l'historien Muhammed Reza Djalili dans son ouvrage « *L'Illusion réformiste* ». ⁸⁴ Il est vrai qu'Ali Khamenei possède une carrière essentiellement politique. Il est devenu Guide sans nécessairement être un grand ayatollah. En 1994 décède le dernier grand *marja*, Khamenei essaya en vain de se faire passer pour son successeur. Incapable d'investir le champ religieux par le haut, il décide donc de le faire par l'Etat en essayant encore plus que son prédécesseur de faire fusionner l'institution cléricale avec l'Etat. Pour se faire il va notamment renforcer la répression et les arrestations des membres récalcitrants du clergé. Par ailleurs, Ali Khamenei, sans doute en raison de sa légitimité religieuse limitée, a choisi de s'appuyer sur les forces de sécurité plutôt que sur le clergé. Il a ainsi offert aux pasdarans maints avantages matériels et les a associés de façon toujours plus affirmée à la conduite de l'Etat. Au point que « *certaines observateurs considèrent désormais l'Iran non plus comme une mollahcratie, mais comme une dictature militaire* ». ⁸⁵

Une parfaite illustration du conservatisme de Khamenei dans les affaires sociétales tient en la manière dont il s'appuie sur la tendance conservatrice majoritaire du parlement pour parfois court-circuiter la politique des présidents.

2. Quand le masque tombe : le *faquih* pour chef des conservateurs ?

Si les présidents Rafsandjani et Khamenei dirigèrent le pays sans trop de heurts institutionnels⁸⁶, le 6 août 2000 le Guide Khamenei a fait tomber le masque. Il décide d'utiliser son veto, droit qu'il possède grâce à la réforme constitutionnelle de 1989, lui reconnaissant une « tutelle absolue ». Il utilise donc son veto en écrivant une lettre ouverte au président de l'assemblée pour protester contre une nouvelle loi sur la presse censée assurer une meilleure liberté d'expression dans la presse. Cette initiative indique explicitement quelle est l'opinion du Guide dans la querelle des conservateurs contre les réformistes. En minimisant par son initiative le rôle du Parlement, Khamenei vient minimiser l'importance de

⁸³ Serge Michel. *Iran: entre les mains du Guide*. Le Monde. 11/06/2013 http://www.lemonde.fr/international/article/2013/06/11/iran-le-vrai-visage-du-pouvoir_3428149_3210.html#puJPWge25r7Phzbr.99

⁸⁴ Muhammad Reza Djalili. *L'Iran: l'illusion réformiste*. Presses de Sciences Po. La bibliothèque du Citoyen, s. d.

⁸⁵ Serge Michel *Ibid*

⁸⁶ Muhammad Reza Djalili *Ibid*.

la souveraineté populaire par rapport au pouvoir du religieux. En 2006, le président Mahmoud Ahmadinejad, ordonne à l'occasion d'un match, à la stupéfaction générale, à son vice-président d'allouer aux femmes la moitié du Stade Azadi. Six Grand Ayatollahs et plusieurs députés protestant contre cette décision et le leader suprême exige à ce que le président reconsidère son geste et suive l'opinion du clergé, ce qu'il fit.⁸⁷ Autre preuve du conservatisme religieux et de la diabolisation de l'Occident prônée par le Guide, en 2007 Ali Khamenei clamait que « *aujourd'hui l'homosexualité est un problème majeur en Occident. Cependant les Etats occidentaux ont décidé de l'ignorer. Mais la réalité c'est que l'homosexualité est devenu un sérieux challenge, un problème impossible à résoudre pour tous les intellectuels occidentaux* »⁸⁸. Ces exemples illustrent le formatage de la pensée qu'Ali Khamenei essaie d'instaurer en Iran. Ce dernier, bien que soumis à la neutralité dans les affaires étatiques, vient tout de même trancher le débat entre conservateurs et réformistes en prenant implicitement, ou plus explicitement lors de ce veto, le parti des conservateurs. Le conservatisme en Iran est donc incarné par le Guide de la révolution, Ali Khamenei lui-même.

Ainsi, en l'absence de Dieu, ou du Mahdi (l'imam du temps) c'est au Guide spirituel de l'Iran de diriger le pays. La complexité du système politique iranien, la multiplicité des organes de décisions ne trompe personne : le Guide est bien au sommet du vaste édifice politique de l'Iran. Que ce soit par le pouvoir qui lui est octroyé ou par l'influence qu'il exerce de par le *Conseil des Gardiens*, ou bien le *Conseil de discernement de l'intérêt supérieur du régime*. Enfin, même la sphère juridique n'échappe pas à son impérieuse tutelle, elle devient une arme redoutable pour contrer les éventuels égarements réformistes du gouvernement ou du Parlement. En l'absence de Dieu sur Terre ou de son représentant, il semble bien que le rôle suprême soit dévolu au Guide, le *faqih*, qui par essence doit conserver les acquis de la révolution iranienne. Il est donc le premier allié des conservateurs. La pratique des institutions par l'ayatollah Khamenei, émettant son veto pour empêcher toute esquisse de réforme notamment dans le domaine de la liberté de la presse, en est la preuve criante. C'est pourquoi, selon le journaliste iranien Ali Nouri Sabr, la pensée réformatrice qui s'exprime en Iran préconise aujourd'hui la création d'un système politique nouveau, décentralisé. La

⁸⁷ Saeid Golkar. *The Islamic Republic's art of survival: Neutralizing Domestic and Foreign Threats*, The Washington Institute for Near East Policy, Policy Focus 125 (s. d.).

⁸⁸ *Ibid*

solution serait, selon lui, de concevoir une formation collégiale qui réunirait plusieurs hauts dignitaires religieux et limiterait la concentration du pouvoir dans les (seuls) mains du *faqih*.⁸⁹

⁸⁹ Lina Kennouche. *Que reste-t-il de Khomeyni ?* Orient le Jour. Le 26/04/2015.

Chapitre II. Les velléités réformistes en Iran sont-elles condamnées à échouer ?

La guerre entre l'Iran et l'Irak, faisant rage de 1980 à 1988, avait nécessité une cohésion nationale et rendu impossible une remise en cause fondamentale du système mis en place. De plus, certains détracteurs ne commencèrent qu'après la mort de Khomeyni, en 1989, à émettre des doutes sur le bien fondé de la constitution. Les Iraniens souhaitent donc apporter des réformes à un système qu'ils n'ont pas eu l'occasion de remettre en cause: « *même le clergé de Qom souhaite des réformes !* ». ⁹⁰ Peut-être est-ce pour ces multiples raisons, que l'Iran n'a que très rarement connu de président de la République Islamique qui soit conservateur depuis la mort de Khomeyni. Mahmmud Ahmadinejad (2005-2013) mis à part, Hachemi Rafsandjani (1989-1997) était un pragmatique, Mohammad Khatami (1997-2005) un réformiste, Hassan Rohani (2013-) peut lui aussi être rangé parmi les pragmatiques. Cependant, aucun d'entre eux, lesquels souhaitaient pourtant instaurer des réformes en Iran, n'est parvenu à apporter de modifications à l'identité révolutionnaire iranienne (décrite partie I chapitre II). Ni la présidence de réformistes, ni les sanctions internationales frappant de plein fouet l'économie iranienne, ni les soulèvements populaires n'ont réussi à faire fléchir le régime aux mains des conservateurs. Pourquoi ? Les conservateurs sont à la tête de l'Etat et ont véritablement noyauté les organes étatiques de prise de décision, ce qui a été l'objet d'une analyse approfondie dans le chapitre précédent. Les conservateurs sont aux postes clés, tirent les bonnes ficelles et paralysent de fait littéralement tout changement dans le pays. Il s'agit donc dans ce nouveau chapitre d'aborder la manière dont le régime islamique aux mains des conservateurs est parvenu de 1989 à 2009 à se maintenir contre les tentatives de réformes en provenance de l'intérieur (I), contre celles exigées par la communauté internationale (II) et même contre les soulèvements populaires (III).

I. Les expériences Rafsandjani et Khatami: l'échec des tentatives réformistes « par le haut »

La guerre Iran/Irak a justifié « *le sous développement politique et économique* », expose Katajun Amirpur, irano-allemande et docteur en sciences de l'Islam. ⁹¹ Nous traiterons donc dans une première partie des avancées dans le domaine économique apportées par la

⁹⁰ Katajun Amirpur. *L'Iran des réformes avec Shirin Ebadi, prix Nobel de la paix*. Alvik Editions. Paris, 2004. P.29

⁹¹ *Ibid*

présidence Rafsandjani sans nous étendre outre mesure sur son compte. En effet, lui-même n'est pas considéré comme un réformateur et n'a pas proposé de modification fondamentale de l'identité révolutionnaire iranienne(A). Ensuite, nous observerons les tentatives du président Khatami d'apporter des changements sociétaux et politiques significatifs en Iran, sans parvenir toutefois à des résultats probants. (B).

A. Hachemi Rafsandjani ou la schizophrénie du faux réformiste et du vrai pragmatique

Il semble tout d'abord particulièrement intéressant de dresser un bilan du contexte d'après guerre, propice à l'éclosion d'une remise en cause d'un système accepté jusque lors pour cause d'unité nationale (1) puis, l'on s'attachera à définir l'apport de la présidence de Rafsandjani à la cause réformiste (2).

1. Les désillusions apportées par la fin de la guerre et l'amorce du mouvement réformiste

Au sortir de la guerre, la situation économique du pays est désastreuse. Katajun Amirpur en établit le diagnostic, d'une plume lapidaire. Selon le docteur en sciences de l'Islam, en 1989, le taux d'inflation se situe autour de 27% par an, la Chambre de commerce iranienne avoue que 40% des iraniens vivent en dessous du seuil de pauvreté et quelques 1.8 millions d'enfants et d'adolescents ne se rendent pas à l'école. L'Iran connaît également un tremblement de terre d'une ampleur sans précédent en 1990. A cela s'ajoute un afflux de réfugiés afghans qui fait de l'Iran l'un des pays au monde qui compte le plus de réfugiés. L'Iran est aussi un pays traumatisé par l'expérience de la mort, la population est noyée sous les hommages rendus aux martyrs de la guerre, de la révolution, de la résistance au Shah etc... C'est donc dans ce contexte que le mouvement de réforme apparaît. Les journaux iraniens commencent à se faire les tribunes de débats exposants diverses opinions sur la compatibilité entre la religion, la démocratie et le droit des femmes. Le président élu au sortir de la guerre possède par conséquent la lourde tâche de réformer l'économie tournée jusque lors vers l'effort de guerre, et d'essayer de répondre aux frustrations sociales et politiques des Iraniens.

2. La présidence Rafsandjani : le changement dans la continuité ?

Hachemi Rafsandjani hérite de la lourde tâche de reconstruire l'Iran de l'après guerre. La ligne politique du personnage est loin de faire consensus parmi les commentateurs politiques. Certains l'estiment en véritable réformiste, d'autres le rangent derechef dans la catégorie des conservateurs, et la plupart s'essaie à trouver un consensus en le qualifiant de pragmatique. Rafsandjani proposait en effet le remplacement de la fonction du Guide de la révolution par un Conseil collégial, ce qui affaiblit évidemment le culte de la personnalité et le contrôle du système par un seul homme. Cette proposition figurait dans le brouillon de la constitution élaboré en 1979, notion qui n'apparaît pas dans la réforme⁹². Une fois au pouvoir, il n'a plus été question pour lui de remettre en cause la haute autorité du *faqih*. On pourrait résumer la présidence de Rafsandjani par la formule suivante : « *libéral économiquement, autoritaire politiquement, et traditionnel idéologiquement* »⁹³. Ali-Akbar Hachemi Rafsandjani est né en 1934 dans la ville de Rafsanjan et a étudié la théologie dans la ville de Qom avec le futur guide de la Révolution, l'ayatollah Khomeyni. Il arrive au pouvoir au moment où il s'agit donc de sortir le pays d'une période douloureuse où régnait le culte du héros et du martyr. Rafsandjani dénote et modernise le pays dans le sens où il va s'attacher à établir une économie de libre-marché en Iran, changement indéniable par rapport aux préceptes socialistes de nationalisation hérités de la Révolution. De plus, le programme économique qu'il met en place est celui promu pour l'Iran par la Banque Mondiale, ce qui ne met donc pas à l'honneur la lutte contre l'Occident, l'un des piliers de l'identité révolutionnaire iranienne. Cependant, les innovations de Rafsandjani quittent difficilement le seul domaine économique. En effet, en 1992, la « gauche » iranienne ne remporte quasiment aucun siège au *Mejlis*, refoulée en partie par le Conseil des Gardiens. De fait, le président du Parlement élu est un conservateur de plus virulents, l'ayatollah Nategh-Nouri. Rafsandjani qui, pour reprendre la formule de Gambetta pouvait « se soumettre » ou se « démettre », décide de s'allier aux conservateurs, d'où son titre de « pragmatique ».

⁹²Martine Gozlan, *Elections en Iran : « un échec cinglant pour les ultras-conservateurs »*, Marianne 28/02/2016. http://www.marianne.net/elections-iran-echec-cinglant-les-ultras-conservateurs-100240673.html?utm_medium=Social&utm_source=Facebook&utm_campaign=Echobox&utm_term=Autofeed#link_time=1456658486)

⁹³ "economically liberal, politically authoritarian, and philosophically traditional"
Daniel Brumberg, *Reinventing Khomeini: The Struggle for Reform in Iran*, University of Chicago Press, 2001, p.153

La politique de Rafsandjani consiste donc à ouvrir économiquement le pays, à suivre les préceptes libéraux de la Banque Mondiale. C'est en cela qu'il a pu être considéré comme un réformateur. De même, la période de reconstruction a également été synonyme de réouverture culturelle. Rafsandjani s'est attaché à éloigner les fantômes de la guerre, à ne pas se perdre dans le culte du martyr « qui était jusque lors la seule ambition offerte aux jeunes »⁹⁴. Seulement, il s'est « perdu » en acceptant de s'allier aux conservateurs. C'est d'ailleurs sous sa présidence qu'a pu émerger le mouvement réformiste qui va porter au pouvoir son premier président, Mohammad Khatami.

B. Mohammad Khatami au pouvoir ou « l'illusion réformiste ».⁹⁵

Le mouvement réformiste est donc apparu pendant la présidence Rafsandjani, et pour cause, le leader du mouvement, Mohammad Khatami, s'est désolidarisé de la politique du président pragmatique. En 1992, Mohammad Khatami démissionne de son poste de ministre de la Culture en réaction aux critiques proférées par les conservateurs, faisant désormais partie du gouvernement, à l'encontre du metteur en scène et auteur Mohsen Makhmalbaf.⁹⁶ Dans sa lettre de démission qu'il adresse à Rafsandjani, Khatami dénonce la manie des conservateurs de s'égosiller contre l'impérialisme de la culture, au risque d'anéantir complètement cette dernière. Par cette lettre, Khatami donne corps au mouvement réformiste. Nous analyserons donc tout d'abord la manière dont Khatami est parvenu à se faire élire (1) et en quoi il n'a pas réussi à réformer le pays, puisque le président en Iran s'avère n'avoir quasiment aucun pouvoir (2).

1. Un réformateur au pouvoir en Iran : que s'est-il donc passé chez les conservateurs ?

Le 23 mai 1997, Mohammad Khatami, étiqueté réformiste, est élu à la présidence en Iran. Le noyautage institutionnel des conservateurs aurait donc finalement fait défaut ? Le Guide Khamenei aurait changé de cap et souhaiterait voguer sur la nouvelle vague réformiste ? Pourquoi donc le *Conseil des Gardiens* a-t-il permis à Khatami de se faire élire

⁹⁴ Bernard Hourcade. *Iran: Nouvelles identités d'une république*. Belin. La documentation française, 2002.

⁹⁵ Titre de l'ouvrage de Muhammad Reza Djalili.

⁹⁶ Katajun Amirpur. *L'Iran des réformes avec Shirin Ebadi, prix Nobel de la paix*. Alvik Editions. Paris, 2004. P.35

au sein du *Majlis* ? L'élection de Khatami est déjà entourée d'une étrange aura de providence. Mohammed Reza Djalili lui a consacré un ouvrage en s'astreignant à analyser la manière dont le président s'est retrouvé incapable d'amorcer des réformes conséquentes du système. En 1996, les réformistes emmenés par Khatami effectuent un bon score mais n'obtiennent pas la majorité du *Majlis*. Ils possèdent le soutien de l'ancienne gauche islamique, d'associations de clercs et de l'organisation des Moudjahidin. Les conservateurs, qui dirigent le pays en étant présents dans tous les organes de décision de l'Etat, ont décidé de laisser Khatami se présenter à la présidence, « pour ajouter du piment à l'élection », « favoriser le taux de participation »⁹⁷, persuadés qu'ils étaient qu'au final le candidat réformiste ne serait pas élu. Bien mal leur a pris, quelques 29 millions d'Iraniens, soit treize millions de plus qu'à la dernière élection, votent pour Mohammad Khatami qui est élu avec 69% des voix. Mohammad Khatami, bénéficiait d'une excellente côte de popularité, obtenue en parlant à la « nation » plus qu'aux « croyants », ce qui dénotait dans l'atmosphère politique officielle. Il bénéficie donc d'un vote populaire massif contre le candidat « officiel » du pouvoir, Ali Akbar Natege Nguir. Ce vote en soi remet en cause l'édifice institutionnel établi. Il souligne le problème préexistant entre l'identité conservatrice du régime et les aspirations réformistes du peuple en Iran. Une question qui ne se posait pas lorsque Khomeiny et son charisme légendaire étaient à la tête du pays. Avec Khatami comme président, même la légitimité du *velayet é faqih* est remise en cause, ce qui attise les différences entre réformistes et conservateurs. Ces derniers sont particulièrement désappointés. Chose aisément compréhensible puisque non contents de remporter les élections présidentielles, les réformistes sont majoritaires lors des élections municipales en 1999 et parlementaires en 2000. Face à cette volonté manifeste et impromptue du peuple à réclamer du changement, les conservateurs s'appêtent à se lancer dans ce qu'ils savent faire de mieux : organiser la résistance.

2. Les conservateurs contre-attaquent : les réformes impossibles

Une des premières actions du nouveau président Khatami, né le 2 septembre 1943 à Ardakan et ayant étudié la théologie et les sciences de l'éducation, est d'assouplir la censure qui muselle la presse dans le pays. Dans la société le changement s'esquisse également, les

⁹⁷ Muhammad Reza Djalili. *L'Iran: l'illusion réformiste*. Presses de Sciences Po. La bibliothèque du Citoyen, 2001.

femmes relâchent leur foulard, les jeunes écoutent de la musique interdite. On commença même à critiquer dans les journaux le principe du *velayet-é faqih* et le fait que le Guide ne soit pas directement élu par le peuple.⁹⁸ Khatami a également ébauché un pas en direction des américains en donnant une interview à la chaîne CNN dans laquelle il va jusqu'à affirmer que la civilisation américaine est un exemple pour l'Iran. C'en est trop pour les conservateurs, le Guide Khamenei à leur tête décide de répliquer vertement le lendemain de l'entretien en affirmant que « *le gouvernement américain est notre ennemi mortel et nous le considérons comme le grand Satan pour la politique qu'il a menée au cours de la dernière décennie* ». ⁹⁹ Les conservateurs débutent alors une politique de discrédit du gouvernement de Khatami en créant le chaos en Iran pour mieux arguer que les réformateurs sont incapables d'apporter la paix et la justice. L'illustration de cette stratégie en est la vague de « meurtres en série » commis en 1998¹⁰⁰. Mohammad Khatami s'acharne à prouver alors la culpabilité des services secrets iraniens et à contraindre les services de renseignements à avouer que ce sont eux qui ont commis ces crimes. Suite à cela le Ministre des Renseignements se retrouve obligé de démissionner, sans jamais avouer. Cet épisode illustre la manière dont les conservateurs usent des organes institutionnels à leur disposition. Cela souligne également le peu de pouvoir qui réside entre les mains du président. En 1998 toujours, le gouvernement cherche donc à assouplir la censure, et autorise la création de tous les journaux, initiative à laquelle répond vertement la justice iranienne en interdisant les quotidiens juste après leur création. Le Guide viendra mettre alors un terme au débat en 2000 en apposant son veto pur et simple à la loi sur l'assouplissement de la censure¹⁰¹. Enfin, le Conseil des Gardiens censé confirmer ou infirmer la validité des lois par rapport à l'islam a rejeté 90% des lois que le Parlement lui a soumis¹⁰² sous prétexte qu'elles étaient contraire à la constitution.

De 1997 à 2005, le pouvoir s'est véritablement acharné sur les politiques et religieux proches du président réformiste Khatami tout comme de l'ancien maire de Téhéran Gholam-Hossein Karbatschi ou de l'ancien ministre de l'intérieur Abdollah Nouri.¹⁰³ Les intellectuels comme Mohsen Kadivar, Shahla Lahiji ou des journalistes tels Akbar Gandji, l'auteur de l'ouvrage *La*

⁹⁸ Katajun Amirpur. *L'Iran des réformes avec Shirin Ebadi, prix Nobel de la paix*. Alvik Editions. Paris, 2004. P.39

⁹⁹ Denis Bauchard, *Etats-Unis-Iran : du Grand Satan au Grand Bargain*, Confluences Méditerranée 2014/1 (N° 88)

¹⁰⁰ Katajun Amirpur, *Ibid*

¹⁰¹ Muhammad Reza Djalili. *L'Iran: l'illusion réformiste*. Presses de Sciences Po. La bibliothèque du Citoyen, 2001.

¹⁰² *Ibid*

¹⁰³ Muhammad Reza Djalili. *L'Iran: l'illusion réformiste*. Presses de Sciences Po. La bibliothèque du Citoyen, 2001.

chambre noire des fantômes, dans lequel l'écrivain accuse Rafsandjani d'être derrière la série de meurtre d'opposants politiques qui a frappé le pays. L'auteur accompagné d'autres intellectuels, ouvertement favorables aux réformes et aux politiques de changement, sont arrêtés. Les étudiants dans les manifestations sont durement réprimés, les membres du Mouvement de Libération de l'Iran (MLI) parti interdit en 2000, ainsi que les islamo-nationalistes (des proches de Khomeyni) sont vertement réprimés. « *Tous ceux qui, comme Khatami, cherchent à changer les choses en République islamique et à adapter ce système politique à la fois aux aspirations de la majorité des Iraniens et au nouveau contexte mondial se heurtent à des objectifs institutionnels difficiles à franchir.* »¹⁰⁴ A cela s'ajoute un autre problème: l'existence d'une dynamique perverse qui annule systématiquement les avantages des percées réalisées par les partisans du changement. L'exemple de la censure de la presse par le pouvoir judiciaire en est la parfaite illustration.

Cet acharnement contre la présidence de Khatami va cependant, a contrario, aider les réformistes. « *S'il est possible de mettre un frein aux aspirations des réformateurs d'une manière aussi simple, ceux-ci deviennent moins menaçants pour la stabilité du système* ». ¹⁰⁵ Les réformateurs restent utiles pour maintenir un débat public, le tout sans remettre en cause radicalement le régime. Des réformateurs comme Khatami peuvent au final glaner seulement quelques concessions d'un pouvoir conservateur tout puissant. En effet, Khamenei derrière sa neutralité de façade, nomme des conservateurs aux postes clés en Iran ce qui empêche de fait toute réforme. Chaque initiative du gouvernement en place étant derechef contrée par le pouvoir judiciaire, le Conseil des Gardiens, voir le Guide lui-même. Khatami à propos de son expérience présidentielle se dit avoir été dépourvu d'autorité effective et donc incapable d'agir. Il rajoute qu'il ne possédait pas plus de pouvoir qu'un citoyen ordinaire¹⁰⁶. L'échec essuyé par le réformisme politique en Iran peut-il être pallié par des réformes incontournables réclamées à grands cris par la scène internationale ? Les conservateurs peuvent-ils tenir tête aux demandes de réforme provenant de l'intérieur de leur édifice politique tout comme à celles sommées par l'extérieur ?

¹⁰⁴ *Ibid*

¹⁰⁵ *Ibid*

¹⁰⁶ Katajun Amirpur. *L'Iran des réformes avec Shirin Ebadi, prix Nobel de la paix*. Alvik Editions. Paris, 2004. p.61

II. L'échec de réformes insufflées de l'extérieur : la mise au ban des nations

La Communauté internationale dans son ensemble suit de près les évolutions et péripéties qui agitent le pouvoir en Iran. L'Etat est isolé diplomatiquement depuis la Révolution Islamique puisque le pays s'est notamment érigé en opposition avec son allié d'hier : les Etats-Unis. Or, tourner le dos aux Etats-Unis signifie mettre un terme à ses relations diplomatiques avec les nombreux alliés de ces derniers. De fait, rompre avec les Etats-Unis isole l'Iran et en fait un « Rogue state »¹⁰⁷ ce qui signifie selon Anthony Lake, conseiller à la sécurité nationale de Bill Clinton, un pays qui « *manifeste une incapacité chronique à traiter avec le monde extérieur* »¹⁰⁸. (A) Or l'éviction de l'Iran qui possède, position géographique incontournable, d'importantes ressources en hydrocarbures, représente une perte dommageable pour la scène internationale. Cette dernière s'essaie donc à réintégrer l'Iran en essayant de forcer les réformes et l'avènement de la démocratie dans le pays (B) : peine perdue ?

A. L'Iran : dans « l'axe du mal » américain

“*La classe politique américaine ne s'est jamais remise du choc et de l'humiliation de la crise des otages. L'image de l'Iran comme incarnation de l'enfer est donc imprimé dans les cœurs de tous les américains*”, expose le journaliste Stephen Kinzer, auteurs de nombreux ouvrages sur les relations qu'entretiennent les Etats-Unis et le Moyen-Orient. « *Cette colère* », poursuit-il, « *est la raison principale pour laquelle les Etats-Unis ont été inlassablement hostiles à l'Iran ces trois dernières décennies* ».¹⁰⁹ Depuis 1979, les Etats-Unis n'ont de cesse d'espérer un changement de régime, eux qui entretenaient d'excellentes relations avec le Shah d'Iran. Le 3 juillet 1988, le croiseur américain USS *Vincennes* abat un Airbus A300B2 d'Iran Air au cours d'un vol commercial régulier dans l'espace aérien iranien. L'avion survolait alors le détroit d'Ormuz, sa destruction a causé la mort de 290 civils de six nationalités différentes et comptant parmi eux 66 enfants¹¹⁰. L'évènement ne fait donc que

¹⁰⁷ Discours de Reagan

¹⁰⁸ Jacques Derrida, *Voyous*, Galilée, 2003

¹⁰⁹ D. Parvaz, *Iran 1979 : a revolution that shook the world*, AlJazeera 2014

<http://www.aljazeera.com/indepth/features/2014/01/iran-1979-revolution-shook-world-2014121134227652609.html>

¹¹⁰ Jean Moulin, *US Navy : 1945-2001 De Nimitz au Nimitz*, t. II, Rennes, Marines éditions, mars 2004

refroidir les relations entre les Etats-Unis et l'Iran. Soumis à une forte pression de la part du Congrès américain, et d'Israël, le président américain Clinton émit deux ordres le 15 mars et le 6 mai 1995, interdisant non seulement le contrat pétrolier avec l'entreprise américaine Conoco (ratifié en 1994), mais aussi tous les échanges commerciaux avec l'Iran, accusé de soutenir le terrorisme. De plus, la loi dite d'Amato-Kennedy adoptée le 8 août 1996 vise à sanctionner les États voyous soupçonnés de « *soutenir le terrorisme international, de se procurer des armes de destruction massive et d'être opposé au processus de paix au Proche-Orient.* »¹¹¹ Cette politique est le résultat de l'initiative de Martin Indyk, membre du Conseil national de Sécurité des Etats-Unis, lequel fait état de « double endiguement » puisque les sociétés américaines comme étrangères sont sanctionnées. L'Iran qui arme le Hamas en Palestine, dirige le Hezbollah au Liban, soutient les révolutionnaires chiites du Bahreïn et du Yémen, fait donc immanquablement partie de ces Etats sanctionnés par les accords. En 2001, malgré l'aide apportée par l'Iran aux Etats-Unis contre le régime des talibans en Afghanistan, George Bush mentionne l'Iran dans la liste des pays de l'« axe du Mal », aux côtés de l'Irak et de la Corée du Nord, accusés de soutenir le terrorisme et de développer des armes de destruction massive. En 2003, sous la présidence du réformiste Khatami, Téhéran soumit à Washington un projet de négociation globale par l'intermédiaire de l'ambassadeur de Suisse en Iran. Il proposait de faire la transparence sur son programme nucléaire, de coopérer en Irak, de désarmer le groupe militant libanais Hezbollah et de reconnaître indirectement Israël — tout cela en échange d'une levée des sanctions et d'une reconnaissance de ses intérêts militaires dans la région. Les Etats-Unis écartèrent cette proposition.

Il semble donc que les Etats-Unis s'essaient à pousser le régime à se réformer, à adopter la démocratie libérale, en appliquant à l'Iran des sanctions économiques qui handicapent cruellement le pays. Les Etats-Unis dans cette perspective sont vite rejoints par la communauté internationale en son entier.

B. L'Iran au ban de la communauté internationale

Le rejet entre l'Iran et la communauté internationale a été réciproque. L'un des piliers de la révolution islamique en Iran est la lutte contre les valeurs occidentales. C'est notamment

¹¹¹ Trita Parsi, *Les grandes étapes d'une relation tempétueuse : Le temps de la haine entre les Etats-Unis et l'Iran est-il révolu ?*, Le Monde diplomatique, mars 2015
<https://www.monde-diplomatique.fr/2015/03/PARSI/52708>

pour cela que les ONG occidentales ne sont pas présentes en République Islamique, le gouvernement est bien trop effrayé à l'idée que des Iraniens soient mis en contact avec une culture « impie »¹¹². Seulement, cet isolement idéologique a des conséquences économiques pour l'Iran, d'autant que la communauté internationale a appris à vivre sans l'Etat persan. Seule s'est esquissée une piètre tentative de « dialogue des civilisations » (1), avant que la découverte du plan d'enrichissement de l'atome n'effraie l'ONU qui met derechef en place des sanctions économiques sur le pays, amenuisant encore toute tentative réformiste. (2)

1. L'échec du « dialogue des civilisations » entrepris avec l'Europe

Le rejet de l'Occident, pilier de l'identité révolutionnaire iranien, signifie surtout rejet des Etats-Unis. Aussi il n'est pas incongru que se mette en place une politique de dialogue, initiée par Rafsandjani qui, comme on l'a expliqué (partie II, Chapitre II, I, B), s'attache à moderniser économiquement l'Iran et donc à l'ouvrir aux marchés européens. Une politique de dialogue est mise en place en 1992 mais essuie un échec cuisant assez rapidement du fait de l'affaire dite *Mykonos*. Huit opposants au régime iranien, eux même de nationalité iranienne sont assassinés par les services secrets du régime à Berlin en 92. La sortie en 1996 de l'ouvrage de Samuel Huntington « *Le choc des Civilisations* », ne fait que creuser le fossé qui commençait déjà à séparer l'Occident et l'Iran. Le président réformiste Khatami décide de rétorquer, à l'argumentaire d'Huntington, en instaurant avec l'Occident un « dialogue des civilisations » sous l'égide de l'UNESCO.¹¹³ Ce dialogue qui prit place pour la première fois dans la ville d'Ispahan était censé créer des lieux de rencontre et de dialogue entre musulmans et chrétiens. L'expérience ne fut cependant que peu réitérée. Elle permit toutefois à l'Europe d'essayer de se rapprocher de l'Iran, puisque les Etats-Unis semblent définitivement vouloir cesser toute prise de contact avec l'Etat persan. Ainsi, en mai 1998, l'Union européenne et les États-Unis parviennent à un compromis : en échange de l'engagement de l'UE d'essayer de dissuader l'Iran d'acquérir des armes de destruction massive, les États-Unis acceptent de lever les sanctions prises contre les sociétés européennes qui ont effectué le genre d'investissements que la loi d'Amato-Kennedy vise à punir.

¹¹² Saeid Golkar. *The Islamic Republic Art's of Survival: Neutralizing Domestic and Foreign Threats*, The Washington Institute for Near East Policy, Policy Focus 125 (s. d.).

¹¹³ Bernard Hourcade, *L'Iran est faible mais la République islamique se sent forte . Politique étrangère* Automne, n° 3, 2012

Seulement, ces maigres tentatives de dédramatiser et réintégrer l'Iran au sein de la communauté internationale, restent lettres mortes. Le sang de la communauté internationale ne fit qu'un tour en apprenant que l'Etat persan se lançait dans un programme d'enrichissement nucléaire, l'ONU décide donc d'amorcer un processus de sanctions économiques.

2. Sanctionner le régime.... ou les Iraniens?

Depuis 2006 des sanctions économiques sont imposées par le Conseil de Sécurité de l'ONU à l'Iran. L'objectif est de contraindre l'Etat persan d'abandonner un programme nucléaire suspecté d'avoir une dimension militaire contraire au traité de non-prolifération (TNP). Or ces sanctions, loin de faire reculer le régime iranien de son projet, renforcent la rancœur accumulée de l'Occident en Iran ce qui ne fait pas la part belle aux réformistes.¹¹⁴ Azadeh Kian, docteur en sciences de l'Islam à Paris-Diderot, a analysé les effets de ces sanctions. Les sanctions économiques financières et technologiques internationales décrétées par l'ONU en décembre 2006 ont eu, selon elle, des conséquences mitigées. Elles ont paradoxalement affaibli les réformateurs en fragilisant les groupes sociaux les plus structurés et les plus ouverts sur le monde extérieur. Les sanctions contre le système bancaire ont conduit à la faillite de beaucoup d'entrepreneurs et producteurs en Iran qui n'avaient pas les documents exigés pour démontrer l'usage non-militaire et non nucléaire des produits qu'ils fabriquaient. Un homme d'affaire Iranien à Dubaï expliquait que « *ces nouvelles sanctions profitent aux mêmes personnes et institutions à l'encontre desquelles elles sont supposées agir* ». ¹¹⁵ Les sanctions semblent cependant fonctionner pour les secteurs pétroliers et gaziers contrôlés par les Gardiens de la révolution. La française Total a ainsi abandonné les champs pétroliers ou gaziers ou a largement diminué ses investissements. Les résultats restant pour l'ONU peu probant, le Conseil des Nations Unies vote le 9 juin 2010 une quatrième série de sanctions internationales. Ces nouvelles sanctions, à contrario, renforcent l'identité révolutionnaire du régime, le mythe de l'Etat persan seul contre tous, l'idéologie du martyr et de la résistance. Un discours donc peu enclin à raffermir les velléités réformistes.

Le régime de sanctions économique, la pression internationale apposée sur l'Iran sont donc un échec, cela a même amenuisé les chances des réformistes. En effet, la population

¹¹⁴ *Ibid*

¹¹⁵ Radiofarda.com 19 juillet 2010 in Katajun Amirpur. *L'Iran des réformes avec Shirin Ebadi, prix Nobel de la paix*. Alvik Editions. Paris, 2004.

iranienne plus que les conservateurs a souffert de ces sanctions. L'échec des tentatives de réformes insufflées par l'extérieur ne fait que renforcer l'un des piliers de l'identité révolutionnaire iranienne qu'est la lutte contre l'Occident. Le régime de sanctions, appauvrissant le peuple iranien, le marginalisant encore d'avantage au sein de la communauté internationale, n'a donc pas fait le jeu des réformistes. Cependant, le contexte de pauvreté accentué a peut être facilité la révolte de 2009, protestant pour une plus grande prise en compte de la démocratie en Iran.

III. Echecs et espoirs suscités par un mouvement « bottom-up » : la Révolution Verte

Les conservateurs au pouvoir en Iran briment sévèrement toute tentative de modification des piliers de la Révolution islamique. Même lorsque des réformistes sont au gouvernement, lorsque l'Etat subit une pression internationale forte, les demandes de réformes ne sont pas prises en compte. Un soulèvement populaire pourrait-il enfin contraindre les conservateurs à effectuer les réformes tant réclamées ? Justement, en 2009 le peuple iranien réagissant à la victoire contestée du président Ahmadinejad, entame un processus de contestation global. Le peuple parviendra-t-il à obtenir des conservateurs au pouvoir les réformes que leurs politiques et que la scène internationale ne leur ont pas permis d'obtenir ? Il semble donc de première importance de comprendre de quoi se nourrit la contestation populaire (A), quelle a été la réponse apportée par le gouvernement à cette révolte (B), et si des réformes conséquentes ont suivi ce soulèvement populaire (C).

A. L'Iran : comment se réapproprier la souveraineté populaire ?

Bien que le système du *velayet-é-faqih* ait été porté aux nues aux prémisses de la Révolution, il muselle la population tant et si bien que cette dernière, lasse que ses volontés de réformes ne puissent être transcendées dans la sphère politique, décide de se réapproprier son pouvoir de peuple souverain. Les possibilités de révoltes sont portant limitées par l'intensité de la répression du régime (1), jusqu'à ce que le mécontentement social ne se fasse plus fort que l'appréhension de cette répression (2).

1. Impossible révolte ?

Des contestations ont déjà tenté par le passé d'exprimer une frustration, sans que le rendu soit particulièrement probant. Des étudiants soutenant les projets de réformes de

Khatami, lorsque celui-ci était président, ont été vertement réprimés par les *bassidjis*, la milice des Gardiens de la Révolution. En effet en 1999, le pouvoir judiciaire en Iran interdit le journal Salam ce qui déclenche une véritable fureur dans les rues, s'ensuivent cinq jours d'émeute et de répressions particulièrement violentes.¹¹⁶ Après l'échec des tentatives réformistes de Khatami, très populaire en Iran et notamment après les aveux de ce dernier indiquant qu'en tant que président de la République islamique il n'a eu, à aucun moment, le pouvoir d'effectuer les changements qu'il souhaitait. Il existe donc un désenchantement au sein de la population en Iran, désenchantement de ceux qui avaient cru à la Révolution puis à la possibilité des réformes.

2. Entre désillusion économique et ras-le-bol social

Le mécontentement est général car toutes les classes sociales souffrent de l'embargo économique américain qui entrave les échanges économiques depuis 1984, ainsi que les sanctions internationales depuis 2006. Le fossé entre les riches et les pauvres s'est élargi, il y a une détérioration des prestations sociales de l'Etat. Si le ras le bol économique est général, différentes strates sociales en Iran possèdent des revendications et des velléités propres contre le régime du *faqih*.

Ce désenchantement est notamment subi par les jeunes en Iran qui n'ont pas connu l'époque du Shah, malgré les récits qui leur en sont faits grâce à l'islamisation de l'enseignement et une propagande accrue diabolisant l'ancien régime. Or, cette jeunesse désillusionnée représente une part importante de la population iranienne. Le pays est passé de 170 000 étudiants du temps du chah à 4 350 000 en 2013¹¹⁷. Les filles sont même majoritaires dans l'enseignement supérieur iranien, puisque les hommes savent qu'ils doivent avant tout gagner de l'argent dans la perspective de payer leur mariage. Cette déprime sociale, ce sentiment d'impuissance se traduit par une augmentation de la consommation de drogues, une progression de la prostitution et une croissance du taux de suicide, particulièrement chez les femmes.¹¹⁸

Ces dernières n'ont pas d'agora où protester sur le fait par exemple que sur le plan pénal les femmes valent la moitié d'un homme. Elles sont également perçues comme majeures à l'âge de 9 ans, leur part d'héritage est égale à la moitié de celle d'un garçon. De plus, les femmes

¹¹⁶ Azadeh Kian *L'Iran Un mouvement sans révolution ? La vague verte face au pouvoir mercanto-militariste*. Michalon 2011.

¹¹⁷ Camille Verleuw. « Qui gouverne à Téhéran (et comment) ? » *Eska*, Sécurité Globale Horizons Stratégiques, n° 1 (printemps 2015).

¹¹⁸ *Ibid*

ont besoin de l'autorisation de leur père ou mari pour voyager, doivent porter le voile même en voiture et subissent les entraves induites par l'absence de mixité.

Les intellectuels, les premiers à théoriser la révolution dans les 80, sont également particulièrement désappointés par la tournure des événements. De pro khomeynistes militants au départ, ils finissent par être perçus comme des dissidents (*digar andishan* = ceux qui pensent autrement). Des intellectuels critiquent la dérive du système qui selon eux fini par jeter l'opprobre sur l'Islam. « *Ils puisent dans un type d'argumentation complexe d'où il ressort que l'imbrication étroite de l'islam et de la politique a pour conséquence le discrédit jeté sur l'islam suite aux défaillances des politiciens* ». Ils finissent donc par remettre en question, eux aussi, la nature du régime.

Toutes ces différentes catégories sociales, non structurées, incapables de communiquer entre elles, puisque les rassemblements sont interdits, ruminent séparément leur frustration. Il n'existe que des groupements informels, illégaux. Cela coupe-t-il court à toute perspective de révolte spontanée ? Il semble donc en 2009, qu'il existe une véritable frustration dans les différentes strates sociales en Iran. Cependant, cette frustration peine à se manifester dans la sphère publique, les populations étant paralysées par la peur d'essuyer une violente répression de la part du régime.

B. Contexte de la révolte : Volonté de changement mais pas de renversement du système

Le malaise économique et social en Iran explose à l'occasion de la réélection contestée du président Mahmoud Ahmadinejad. On peut donc analyser le contexte de prise du pouvoir par Ahmadinejad (1) ainsi que la tenue des manifestations et de la répression qui s'ensuit (2).

1. Pourquoi Ahmadinejad ?

En 2009 Mahmoud Ahmadinejad, conservateur élu une première fois en 2005, notoirement soutenu par le Guide, cherche à réitérer son mandat et est déclaré vainqueur dès le premier tour des présidentielles avec 62.5% des voix. Il venait ainsi de le remporter contre les candidats réformistes Mir Hossein Moussavi et Mehdi Kourabi. Ahmadinejad a été universitaire puis maire de Téhéran après avoir servi au sein des Gardiens de la Révolution et des services de renseignement. Il incarne, avec ses discours populistes, des revendications d'électeurs issus des classes défavorisées. « *Qui aurait pu voter pour lui malgré son bilan économique, culturel et politique négatif ?* », s'indigne Azadeh Kian, professeur de sociologie

à l'université Paris 7-Diderot. « *Les classes de technocrates ultra-conservateurs ?* », poursuit-elle. La seule solution pour lutter contre le chômage massif des jeunes qu'il ait pu trouver était de « *les recruter pour faire partie des Bassidjis* », ¹¹⁹ une branche des gardiens de la révolution, dont le nom signifie « force de mobilisation de la résistance ».

2. Révolte et répression

Le jour des élections, le 12 juin 2009, des fraudes sans précédent ont été mises à jour. Ce manquement grave suscita l'indignation des Iraniens, indignation qui se changea en véritable fureur lorsque le Guide Khamenei refusa d'annuler ces résultats. Près d'un million d'Iraniens, selon les chancelleries occidentales, sont descendus dans les rues de Téhéran, scandant des slogans « *where is my vote ?* ». Ils avaient tous massivement participé à l'élection avec un taux de participation qui atteignait presque 85% ¹²⁰. Un mouvement de révolte est enclenché, le régime s'attache donc à le réprimer : au total une soixantaine de personnes tuées et 4.000 arrêtés. Il s'agit là de la crise politique la plus profonde que le régime islamique iranien ait jamais connue. Les manifestants arborent des habits de couleur verte, une manière d'exposer que l'islam (dont la symbolique est le vert) peut être allié avec la raison, la démocratie. Il s'agit d'un mouvement sans révolution qui s'essaie à introduire des changements sans renverser ni la structure ni l'autorité politique du *velayet-é-faqih*. Les manifestants aspirent à des métamorphoses pacifiques. Une analyse sociologique des individus participant à la révolte nous montre que ce mouvement vert est composé des classes moyennes urbaines, sachant que cette couche de la population représente 43% de la population totale ¹²¹. Le mouvement vert réclame d'avantage de démocratie, et souhaite transcender, moderniser, l'islam dans ses dimensions politiques, sociales, intellectuelles et culturelles.

C. Vers une remise en question du régime iranien?

La question qui est soulevée en premier lieu, suite à ces manifestations de juin 2009, tient à savoir si ces contestations sont parvenues à remettre en cause la légitimité du régime, à pousser les conservateurs à adoucir leur position et entamer les réformes demandées. Un des résultats concrets de ce soulèvement est l'initiative des conservateurs les plus pragmatiques

¹¹⁹ Azadeh Kian *L'Iran Un mouvement sans révolution ? La vague verte face au pouvoir mercanto-militariste*. Michalon 2011.

¹²⁰ *Ibid*

¹²¹ *Ibid*

comme Ali Mottahari, député au Parlement, de libérer les deux chefs de l'opposition Zahra Rahnavard et Fatemeh Karoubi. Ces derniers restent cependant en résidence surveillée.

Ce qui est certain, selon Azadeh Kian, c'est que ces manifestations ont créé une rupture profonde dans la légitimité du régime. Rupture avec le Guide suprême qui a empêché la tenue de nouvelles élections mais rupture également avec l'ensemble des représentants du système. La répression a en effet été fomentée par les Gardiens de la Révolution, les pasdarans, eux même des conservateurs aux postes clés du pouvoir. De ce point de vue, le mouvement de 2009 a été une rupture irréversible dans la légitimité du régime. Jusque là, la dualité réformistes / conservateurs donnait un sens aux réclamations politiques. Bon nombre de ceux qui étaient en désaccord avec le régime trouvaient un sens dans leur adhésion au réformisme. Mais « *les élections frauduleuses suivies de la répression du mouvement vert ont entraîné une perte d'identification au pouvoir. Les réformistes ont été réprimés. Ceux qui restent sont isolés et ne sont donc plus représentatifs. D'où une rupture de légitimité.* »¹²² Les conservateurs qui avaient fait le jeu des réformistes, les empêchant une fois au pouvoir d'établir des réformes, ont montré aux yeux des Iraniens que la démocratie mise en place tenait d'avantage du simulacre que de l'effectivité. Aussi, Saeid Golkar affirme que cette violente répression des manifestations participe d'une tendance, qui pousse le régime à perdre ses trois formes de légitimité : religieuse, charismatique et révolutionnaire. ¹²³Tabarzadi, un des meneurs de la "révolution verte" a été arrêté à plusieurs reprises et condamné en octobre 2010 à neuf ans de prisons et 74 coups de fouets pour son rôle de meneur dans la révolution verte. Ce même Tabarzadi a publié dans le journal Wall Street Journal un billet exposant que de son point de vue, une seule chose est certaine: « *il existe en Iran des hommes aspirant à la liberté, la démocratie en Iran et ce mouvement ne fait que se renforcer. Si le gouvernement continue d'opter pour la violence, il y' aura une autre révolution en Iran. Et un côté devra céder. Et ce sera le gouvernement, pas le peuple.* »¹²⁴ Peut on faire confiance au révolutionnaire en affirmant que le gouvernement aux conservateurs va devoir plier face à la contestation populaire ?

On peut donc soutenir l'idée que si la révolution verte n'a pas réussi à changer les rapports du pouvoir et établir la démocratie, elle a cependant eu des conséquences sur l'échiquier

¹²² Shirzad Bozorgmehr, *Iran opposition leader loses job*, CNN, 23 décembre 2009.
<http://edition.cnn.com/2009/WORLD/europe/12/22/iran.council.mousavi/index.html>

¹²³ Saeid Golkar. *The Islamic Republic Art's of Survival: Neutralizing Domestic and Foreign Threats*, The Washington Institute for Near East Policy, Policy Focus 125 (s. d.).

¹²⁴ Shirzad Bozorgmehr *Ibid*

politique. Cette révolution a aggravé les conflits au sein du camp conservateur entre les services de renseignements (fidèles à Ahmadinejad) et les Gardiens de la Révolution (fidèles à Khamenei).

Il existe en Iran une tutelle absolue sur la société, sur les institutions, exercée par le Guide de la république islamique. En l'absence du Mahdi (l'imam du temps) l'ayatollah exerce une tutelle tentaculaire grâce à ses attributs constitutionnels ainsi qu'à ses sbires présents dans tous les arcanes de décision du pouvoir. Le *faqih* est le syncrétisme même du mouvement conservateur en Iran, et il a tout pouvoir. Les réformateurs s'escriment-ils donc dans le vent, sans jamais pouvoir botter en touche ? Comment réformer l'Iran, son identité révolutionnaire islamique ? Comment nuancer l'islamisation de la société, et la lutte contre l'Occident ? Les hommes politiques réformistes parvenus au pouvoir comme Khatami en 1997 se sont avoués vaincus. Incapables de mettre en œuvre leurs réformes, ils étaient contraints d'une manière ou d'une autre à faire machine arrière sous la pression exercée individuellement ou conjointement par le Conseil des Gardiens, le Conseil de discernement de l'intérêt supérieur du régime, le parlement conservateur, ou le Guide lui-même. La communauté internationale composée des Etats-Unis, de l'ONU, s'est astreint à sanctionner économiquement le régime pour que ce dernier mette un terme à son projet d'enrichissement nucléaire, mais cela n'a fait que renforcer l'isolement de l'Iran et a aiguisé la rhétorique du régime et du peuple contre l'Occident. Seule la révolte populaire de 2009, la Révolution verte, semble avoir un temps, décontenancé le pouvoir. Saisir que le peuple peut se révolter, avec une ferveur jamais vue depuis la Révolution Islamique de 1979, semble ouvrir la voie vers une réflexion nouvelle sur la manière d'exercer le pouvoir en république islamique. Les conservateurs pointés du doigt mais toujours au pouvoir ont-ils, depuis, durci ou assoupli le régime face à la ferveur populaire ? Si une ouverture économique à l'internationale semble s'esquisser, le régime n'a pourtant, jamais été aussi virulent pour ce qui est de faire respecter ses piliers idéologiques au sein de la société iranienne : en accentuant l'islamisation et la lutte contre l'Occident en Iran.

PARTIE III.

Une ouverture en trompe l'œil: la survie des conservateurs depuis 2009

La société iranienne a changé depuis 2009, depuis l'instant où, à l'aide des réseaux sociaux, elle manifestait alors dans les rues de Téhéran, réclamant à grand cris de nouvelles élections ainsi que d'avantage de respect dévolu à la souveraineté populaire. Pour la première fois le gouvernement a saisi que cette identité révolutionnaire qu'il promet depuis 1979 : l'islamisation de la société, la lutte contre l'occident, doit peut être s'assouplir. Une ouverture en trompe l'œil s'effectue alors, puisqu'il s'agit de réformer juste assez pour que le système dans son ensemble ne soit pas remis en cause. Ces habiles tours de souplesse dorsale doivent permettre aux conservateurs de préserver leur hégémonie sur la scène politique iranienne. Un Ayatollah Iranien rencontré au Conseil de l'Europe à Strasbourg, lequel souhaite rester anonyme, m'a confié que les conservateurs en Iran ne représentent qu'une poignée d'individus et qu'ils ne pourront empêcher le pays de s'ouvrir à la modernité, notamment culturelle. En resserrant les vis de l'islamisation de la société, tout en jouant l'ouverture économique internationale, les conservateurs ne font que retarder une remise en cause globale du régime. Ce sont les propos que m'a soutenu ce chef religieux. Le chercheur en sciences politiques Golkar soutient également que la « *grogne populaire* » ne peut qu'aboutir sur de nouvelles révoltes. Il conclut en exposant que « *plus Téhéran attend pour entamer des réformes, plus ces révoltes seront importantes* ». ¹²⁵

Nous pouvons donc nous demander en quoi les conservateurs s'attachent à conserver leurs acquis en accentuant leur emprise sur la société iranienne, tout en effectuant une ouverture économique internationale réclamée depuis 2009.

Dès lors dans un premier chapitre nous analyserons les caractéristiques de l'ouverture de l'Iran, sanctifiée par les accords du nucléaire du 14 juillet 2015 dernier, annonçant le retour de la République Islamique sur la scène internationale (chapitre I). Puis nous nuancerons ce qui peut apparaître comme une victoire du président Rohani, en exposant les manœuvres usitées

¹²⁵ Saeid Golkar, *The Islamic Republic Art's of Survival: Neutralizing Domestic and Foreign Threats*, The Washington Institute for Near East Policy, Policy Focus 125 (s. d.).

pas les conservateurs pour préserver et accentuer, l'un des piliers idéologique du régime, l'islamisation de la société iranienne (chapitre II).

Chapitre I. Chroniques d'un retour annoncé - - Une ouverture minutieusement calculée

La révolte populaire de 2009 n'a pas immédiatement débouché sur des changements concrets : les écarts aux mœurs de l'islam sont toujours sévèrement réprimés, les étrangers en Iran étroitement surveillés dans leurs déplacements, les Etats-Unis et l'Occident stigmatisés dans les discours officiels. Cependant, cette révolte a permis à des réseaux de « résistance » de réformistes, de s'instaurer. Refroidis par la répression apportée à la révolte de 2009, prudents devant le chaos post printemps arabes qu'essuient leurs voisins, les Iraniens souhaitent transformer leur société sans avoir à essayer une nouvelle révolution. Les conservateurs ne souhaitent pas non plus réprimer une nouvelle contestation populaire, ils sont désormais conscients que le peuple peut se rebeller et essaient donc d'adoucir un temps leur politique de diabolisation de l'Occident. En effet, les Iraniens sont las de ne pas avoir les moyens de leur puissance. Puissance au sens nietzschéen du terme, c'est-à-dire que tout devient ce qu'il désire devenir. Et les ambitions des Iraniens sont restreintes par les sanctions internationales dans leur volonté de puissance. La découverte en 2002, du programme d'enrichissement d'uranium en Iran par les américains, à la suite des révélations du dissident Alireza Jafarzadeh, avait jeté la crainte qu'il ne s'agisse d'un moyen de produire des armes de destruction massive.¹²⁶ L'accord du 14 juillet 2015 fait donc entrer l'Iran dans le cercle (plus ou moins) restreint des nations autorisées à travailler sur l'atome. Il marque aussi et surtout le retour de l'Iran dans les relations internationales avec la levée progressive des sanctions, signifiant la perspective de l'entrée dans la mondialisation d'un nouveau partenaire économique majeur. La question étant, cette ouverture signifie-t-elle l'abandon, souhaité par les réformateurs, de l'un des piliers idéologiques de l'identité révolutionnaire iranienne, qu'est la lutte contre l'Occident ? Pour répondre à cela nous analyserons tout d'abord l'affaiblissement d'un discours virulent de coutume opéré par les réformateurs (I), puis les

¹²⁶ Maxime Vaudano, Pierre Breteau, Mathilde Damgé et Jérémie Baruch, *Nucléaire iranien : tout ce que vous devez savoir sur un accord historique*, Le Monde.

http://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2015/07/14/tout-ce-que-vous-devez-savoir-sur-l-accord-conclu-a-vienne-sur-le-nucleaire-iranien_4682968_4355770.html#1ivrIhO88kqtpvVh.99

caractéristiques du « retour » de l'Iran sur la scène internationale et ce que cela signifie pour les réformateurs (II).

I. Les demandes de réformes de la société civile et la nécessaire adaptation des conservateurs depuis 2009

La population hétéroclite qui manifestait dans les rues de Téhéran en 2009 n'a pas disparu, elle s'est juste faite plus prudente. Ces revendications demeurent inchangées. De petits réseaux usant avec profusion des nouvelles technologies et des réseaux sociaux, fomentent des actes symboliques de résistance à l'encontre d'un régime cherchant incessamment à imposer la morale islamique. Le thème de la résistance fait d'ailleurs partie intégrante de l'identité iranienne, géographiquement entourée de mille menaces, ayant connu une guerre fratricide avec l'Irak, luttant contre la diffusion des valeurs occidentales : l'identité iranienne est intrinsèquement liée à la notion de résistance. Il semble donc intéressant d'analyser tout d'abord les revendications de la société iranienne, particulièrement celles de la jeunesse, (A) qui conduisent à l'arrivée au pouvoir en 2013 du président pragmatique Hassan Rohani (B).

A. La société depuis 2009 : résistance pacifique contre le régime patriarcal

La résistance s'organise depuis 2009 en Iran. Si la contestation ne se manifeste plus sous forme de révoltes, cette dernière est pourtant présente dans chacun des gestes qu'effectuent les Iraniens au quotidien (1), et transparait également dans leur assiduité sur les réseaux sociaux. (2)

1. Pratiquer la résistance au quotidien

La même jeunesse qui défilait en 2009 persévère dans sa volonté de réformer le régime mais se fait plus prudente dans sa demande. La société en son entier ne souhaite pas subir un chaos post apocalyptique tel qu'il fait rage chez leurs voisins qui ont vécu un printemps arabe en 2011. Pourtant le pouvoir ressent bien que la société évolue. Ce dernier a multiplié les agents de la police des mœurs en Iran, effrayé par les libertés que peuvent prendre hommes et femmes par rapport au code vestimentaire islamique.

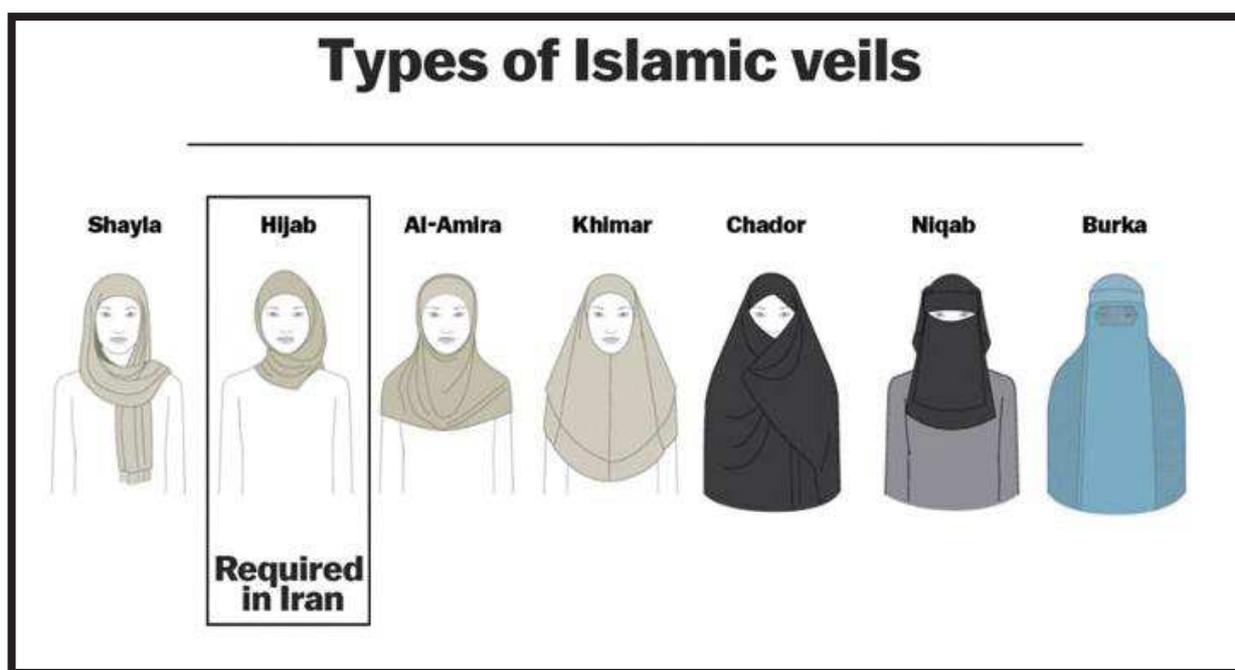


Figure 2: Types de voiles islamiques. *My stealthy Freedom* website

En novembre 2012, soixante-dix stylistes ont été arrêtés et quatre cent magasins vendant des robes « inconvenientes » ont été fermés.¹²⁷ Les femmes dont le corps et les cheveux doivent être recouverts, s'émancipent de plus en plus de ce code vestimentaire au grand dam des autorités. Loin de porter le hijab noir et une longue tunique, les femmes se parent désormais de tenues simples et de foulards légers dégageant une bonne partie de leur chevelure (voir schéma ci-dessus). Un site web a d'ailleurs mis au point une vidéo illustrant la manière dont la femme iranienne s'est, depuis 1979, et particulièrement depuis 2009, affranchie du joug du voile recouvrant la chevelure (photos en annexe).¹²⁸ La révolution verte a permis à toute une

¹²⁷Thomas ErdbrinkIran. *Des 1 001 manières d'accommoder son voile*, The Washington Post, 13/01/2012 <http://www.courrierinternational.com/article/2012/01/13/des-1-001-manieres-d-accommoder-son-voile>

¹²⁸Arefi, Armin. *Les Iraniennes, voilées et dévoilées au fil du temps*. *Le Point*, 19 février 2015. http://www.lepoint.fr/monde/iran-un-siecle-d-histoire-a-travers-le-voile-19-02-2015-1906436_24.php.

jeunesse d’user démontrer au quotidien, leur désaccord avec le régime en place. Ainsi, c’est également depuis 2009 que les Iraniens ont commencé à user des chaînes satellitaires défiant ainsi le monopole de l’information tenue par le régime. Sur ces chaînes non étatiques, les commentateurs y livrent une analyse critique du régime etc. Par le biais de ces nouveaux médias la diaspora tente d’influencer la politique intérieure. Enfin, la population utilise avec assiduité pour exprimer son ras-le bol, les réseaux sociaux à sa disposition.

2. De l’usage des réseaux sociaux

Les conservateurs refusent l’existence d’Internet libre de toute censure. Ils s’opposent donc particulièrement depuis 2009 à tout usage des réseaux sociaux, traumatisés par l’utilisation qui a été faite de *Twitter* par les manifestants. Ces derniers utilisaient le site pour convenir d’un lieu de manifestation. Le chef de la police iranienne, Esmail Ahmadi Moqaddam a notamment particulièrement critiqué les dirigeants usant ces réseaux. Le président Rohani, ainsi que l’actuel ministre des affaires étrangères, Mohammad Javad Zarif, sont spécifiquement visés par ce propos, puisqu’ils utilisent tous deux avec assiduité *Facebook* et *Twitter*.¹²⁹ Cependant, rien n’arrête les bloggeurs et jeunes qui utilisent la toile pour protester contre l’islamisation forcée des mœurs en Iran. Un site web, *My Stealthy Freedom*,¹³⁰ créé par le journaliste Iranien Masih Alinejad, le 3 mai 2014, fait fureur auprès des femmes en Iran. Il collecte de nombreuses photos envoyées par des Iraniennes se montrant en train de défaire leur voile. Pour montrer subtilement son désaccord avec le régime, toute la gamme des applications de smartphone, des réseaux sociaux sur internet sont utilisés. Le très controversé compte instagram « *Rich Kids of Teheran* »¹³¹ a fait scandale en Iran. La jeunesse dorée s’y exposait dans son quotidien fait de soirées arrosées, de mini-jupes et de voitures de luxe. Ce mini scandale au pays des Ayatollahs est révélateur de la fracture profonde en Iran où une jeunesse dorée dont les parents sont souvent d’importantes figures de la scène politique, ou des Gardiens de la Révolution, s’adonnent à un train de vie occidental sans avoir à subir les remontrances de la police des mœurs. Un compte Instagram concurrent « *Poor kids of Tehran* », a répondu à la provocation sous-jacente des photos du premier compte, soulignant que la vie des Iraniens sans privilèges est de se soumettre au diktat islamique du régime sans possibilité d’échapper à une sentence. Une autre application

¹²⁹ Camille Verleuw. *Qui gouverne à Téhéran (et comment) ?* Eska, Sécurité Globale Horizons Stratégiques, n° 1, 2015

¹³⁰ Site web à visiter : <http://mystealthyfreedom.net/en/about>

¹³¹ *Rich Kids Of Tehran (@therichkidsoftehran)* • Instagram photos and videos ». Consulté le 7 mars 2016. <https://www.instagram.com/therichkidsoftehran/>.

particulièrement utilisée par la jeunesse iranienne consiste à indiquer via leur smartphone où se situe la police des mœurs, une fois les jeunes femmes ou jeunes hommes avertis ils peuvent donc remonter leur voile, reboutonner leur chemise, sans avoir à subir les remontrances voir les amendes de cette pudique police¹³².

Depuis 2009, la société iranienne est donc en pleine effervescence, rivalise d'imagination pour contrer les lois islamiques du gouvernement, et fait comprendre à celui-ci son désir de changement. Les conservateurs ne souhaitant pas essayer une nouvelle révolution qui, de fait, délégitimerait le régime du *velayet-é-faqih* ainsi que le Guide lui-même, pierre angulaire de l'édifice politique iranien, doivent donc s'attacher à établir des réformes de façades. Les conservateurs face à cette montée en puissance des contestations populaires, relâchent partiellement la bride du système politique. Ils préfèrent que les Iraniens s'essaient à des changements pacifiques, en pensant que leur vote a encore une influence sur la situation en Iran. C'est par pragmatisme donc que les conservateurs acceptent la victoire du président Hassan Rohani en 2013.

B. L'élection d'Hassan Rohani à la présidence : une victoire en demi-teinte

L'élection d'Hassan Rohani à la présidence en 2013 ne signifie pas que les réformateurs sont les bienvenus à la tête de l'Etat, encore moins que leur champ d'action y est libre. L'élection d'un modéré à la tête du gouvernement iranien a été acceptée par les conservateurs espérant que cette figure de la réconciliation avec l'Occident (il était en charge des discussions sur le nucléaire), serait apte à apaiser la population (1). Cependant, Hassan Rohani, comme Muhammad Khatami avant lui, n'est que président de la République, et non pas Guide, il possède donc un champ d'action pour entreprendre ses réformes qui reste limité.(2)

1. La nécessité de faire écho aux réclamations du peuple.

« Les fondements de l'Etat iranien, laissent une place au discours réformiste, mais excluent toute véritable réforme car elle pourrait menacer l'ensemble de l'édifice juridico

¹³² Iran : *Gershad*, une application pour contourner la police des mœurs . Nouvelles d'Iran. Consulté le 23 mai 2016. <http://keyhani.blog.lemonde.fr/2016/02/10/iran-gershad-une-application-pour-contourner-la-police-des-moeurs/>.

politique ». ¹³³ Cette formule de l'historien Muhammad Reza Djalili, à propos de l'élection de Khatami en Iran, s'applique parfaitement à l'arrivée au pouvoir d'Hassan Rohani. Les conservateurs choisissent, pour ne pas réitérer la désastreuse expérience de 2009, de lâcher du lest et de permettre à des modérés d'arriver à la tête de l'Etat islamique pour mettre en œuvre des réformes. Le tout étant de ne pas toucher outre mesure à l'identité révolutionnaire iranienne : islamisation de la société et lutte contre l'Occident. Les Iraniens ont compris qu'il ne fallait pas affronter directement les institutions du régime dans la rue mais les remettre en cause par leur vote. On parle de 80% de participation à Téhéran pour les élections présidentielles de juin 2013. Ce discours nouveau aboutit à l'élection du président modéré Hassan Rohani. Ce dernier parvient à établir un accord sur le nucléaire, avec la levée des sanctions internationales ¹³⁴, un tournant incroyable pour l'Iran qui de fait est de retour dans le cercle des nations. Un certain assouplissement de l'opposition conservatrice aux idées « occidentales » semble donc possible. Cependant, l'expérience des deux présidences de Khatami (97-2005) montre qu'en Iran, la majorité populaire ne peut rien contre ceux qui se disent les ultimes défenseurs des lois basées sur l'islam. L'ayatollah Mohammad- Taqi Mesbah-Yazdi, mentor de l'ex président Ahmadinezhâd, déclarait « *l'islam est incompatible avec la démocratie car celle-ci permet au peuple d'aller contre la volonté de Dieu. Ainsi, en démocratie, il n'y a ni Dieu ni croyant en Dieu. Ne vous laissez pas abuser : dans la constitution (iranienne), le principe démocratique est foncièrement incompatible avec l'islam* » ¹³⁵ Ainsi, le Guide Khamenei soutenait fermement Ahmadinejad mais après le mouvement de 2009 il a du apprendre à s'en désolidariser. Les élections législatives de 2012 révélaient une profonde réorganisation de la scène politique iranienne que peu d'officiels étrangers avaient appréhendée. Aussi, lors des élections présidentielles de 2013, Rohani n'était pas le candidat favori du Guide, donc du régime, mais il a obtenu d'avantage de voix que ces cinq opposants réunis.

2. Hassan Rohani : pragmatique ou réformiste ?

Hassan Ruhani est un hojjatoleslâm, un échelon moyen dans la hiérarchie des religieux chiites (voir Annexes « Hiérarchie des grades du chiisme iranien). Né en 1948, il a suivi des

¹³³ Muhammad Reza Djalili. *L'Iran: l'illusion réformiste*. Presses de Sciences Po. La bibliothèque du Citoyen, 2001.

¹³⁴ Martine Gozlan, *Elections en Iran : "un échec cinglant pour les ultras-conservateurs"*, Marianne, 28 février 2016. <http://www.marianne.net/elections-iran-echec-cinglant-les-ultras-conservateurs-100240673.html>.

¹³⁵ Camille Verleuw. *Qui gouverne à Téhéran (et comment) ?* Eska, Sécurité Globale Horizons Stratégiques, n° 1, 2015

études religieuses à Qom. Il possède un doctorat en droit à l'université de Glasgow, a été adjoint au commandement de la guerre contre l'Irak. Il est membre du Conseil central de l'association du clergé combattant de Téhéran, en 2002 il devient membre du parti Modération et Développement. Son mentor est l'ancien président pragmatique Rafsandjani, certains vont même jusque dire qu'ils sont «deux corps pour un seul homme»¹³⁶. Pendant quatorze ans, Hassan Rohani est secrétaire du Conseil de Sécurité national et à partir de 2003 il s'occupe de la question des négociations sur le nucléaire avec les chancelleries occidentales. Rohani n'est cependant pas un réformiste, il est conscient des entraves inhérentes au système du *velayet-é-faïh* iranien. A ce titre, il ressemble donc d'avantage au pragmatique Rafsandjani. A ce propos, l'ambassadeur allemand en Iran, Paul von Maltzahn, qui a eu l'occasion de le rencontrer, expose qu'il est « *Un homme moins naïf politiquement que Mohammad Khatami [président réformateur de 1997 à 2005], il connaît ses adversaires et sait comment les prendre.* »¹³⁷ Suite à la révolte de 2009, les conservateurs permettent donc à un pragmatique, ouvert à la discussion avec l'Occident, d'être élu président.

Si les négociations sont ouvertes avec l'Occident à propos du programme d'enrichissement d'uranium c'est donc bien parce que l'inflation et les sanctions économiques gangrènent la santé du pays et que les conservateurs souhaitant apaiser une population prompte à la révolte. Le deal nucléaire, la levée des sanctions correspond donc à la réforme que le pouvoir veut bien octroyer à la population. L'économie ne peut que mieux s'en porter, la population ne peut qu'en être plus apaisée, et donc le système politique en Iran, sauvegardé.

II. Le « come back » dans le jeu des nations : la réforme consentie des conservateurs

Le 25 septembre 2013, Hassan Rohani, fraîchement élu à la tête du gouvernement iranien, rencontre le président des Etats-Unis Barack Obama lors d'un entretien historique. Cette discussion débouche sur une activation des négociations sur le nucléaire.¹³⁸ Il semble donc intéressant de constater dans un premier temps que bien que le principe de négocier avec l'Occident semble intrinsèquement contraire à l'idéologie révolutionnaire iranienne, il

¹³⁶ Louis Imbert et Ghazal Golshiri, *Hassan Rohani, président d'un Iran fréquentable*, Le Monde, 27/01/2016 http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2016/01/26/hassan-rohani-president-d-un-iran-frequentable_4853771_3218.html#Q4Ze1RvPuQZe2dY3.99

¹³⁷ *Ibid*

¹³⁸ Camille Verleuw. *Qui gouverne à Téhéran (et comment) ?* Eska, Sécurité Globale Horizons Stratégiques, n° 1, 2015

est pourtant accepté voir initié par les conservateurs (A). Enfin, il semble judicieux de souligner que bien que l'ouverture économique semble se faire petit à petit, comme en témoigne la levée des sanctions et le tour d'Europe d'Hassan Rohani, la mondialisation culturelle, elle, ne semble pas être au rendez-vous (B).

A. Le retour sur la scène internationale : une nécessité pour l'Iran

L'un des piliers de l'identité révolutionnaire iranienne est la lutte contre l'Occident, perçu comme porteur de tous les maux dégradants de la société. Pourtant, les conservateurs qui tiennent les manettes du pouvoir en Iran prennent conscience après la Révolution Verte de 2009, de la nécessité de passer par des réformes structurelles pour conserver le système iranien lui-même. Il s'agit donc de mettre pour un temps de côté ce pilier idéologique et ainsi rétablir la prospérité économique en Iran qui souffre des sanctions économiques infligées par l'Union Européenne et les Etats Unis (1). Puis, nous analyserons les raisons de l'accueil chaleureux reçu par la République Islamique de retour dans le concert des nations (2).

1. L'impossibilité de survivre plus longtemps hors de la mondialisation économique

L'Iran depuis la mise en œuvre des sanctions américaines et onusiennes est en retrait de la mondialisation économique mondiale. La scène internationale a continué d'évoluer sans la République Islamique, la mondialisation s'est faite sans l'Iran. Cependant, l'Etat persan est un temps parvenu à vivre en dehors de ce fourmillement économique, en faisant notamment affaire avec la Russie, la Chine et sur le reste de la scène internationale par le biais d'investissements au Qatar. Malgré tout, les sanctions économiques, l'assassinat de scientifiques, l'infiltration de l'industrie atomique iranienne par des virus informatiques, d'origine étatique officiellement inconnue, (*Stuxnet*, puis *Flame*) ont posé problème et ont probablement ralenti le programme iranien.¹³⁹ Rester hors jeu trop longtemps, exclus de la mondialisation, commence à s'avérer dangereux. Avec une inflation galopante (le cours du rial s'effondre de 17% en 2012¹⁴⁰), une révolte populaire, un chômage important (le taux de chômage s'élève officiellement à 13%, mais selon les sources indépendantes, il se situe entre

¹³⁹ Bernard Hourcade, *L'Iran est faible mais la République islamique se sent forte. Politique étrangère* Automne, n° 3 (1 septembre 2012): 491-503.

¹⁴⁰Darya Kianpour, *Economie iranienne : les raisons d'un «désastre»*, RFI, 05-10-2012
<http://www.rfi.fr/moyen-orient/20121005-iran-economie-desastre-khavand-heurts-bazar>

23 et 25%)¹⁴¹ : il était temps pour l'Iran, idéologie anti-Occident ou non, de s'ouvrir à la mondialisation. En effet, l'Iran possède 10% des réserves connues de pétrole brut et 16% des réserves de gaz naturel : seuls 55% est actif.¹⁴² Les pasdaran-businessmen sont influents, entendent profiter de leur pouvoir économique et ont certainement fait pression sur le Guide pour l'inciter à négocier.¹⁴³ La Banque Mondiale a d'ailleurs établi, pour démontrer l'impact bénéfique pour l'Iran de la levée des sanctions de l'Union Européenne, que « *le bien-être par habitant devrait progresser de 3,7 % en raison principalement de la levée de l'embargo pétrolier imposé par l'UE et de la libéralisation des échanges transfrontaliers de services financiers et de transport.* »¹⁴⁴ L'Iran s'ouvre donc à l'Occident et au monde par soucis économiques, pour sauver le régime des contestations populaires.

2. Le retour de l'Iran dans le concert des nations : une bonne nouvelle pour les pays occidentaux

On peut avancer qu'outre la joie des occidentaux, prisant le néolibéralisme, d'accueillir un nouvel Etat au sein du marché économique mondial, le retour de l'Iran est une véritable aubaine diplomatique. Ainsi, les Etats-Unis et le monde Occidental sont en proie depuis le 11 septembre 2001, depuis la guerre en Afghanistan puis en Irak et depuis la montée en puissance du groupe terroriste *Daesh*, au terrorisme sunnite. L'Iran semble donc un «Rogue State» désormais moins menaçant que ces groupes terroristes de la région. De plus, la région du Moyen et Proche Orient, en proie depuis les printemps arabes à des luttes entre dirigeants autoritaires et rebelles, est foncièrement instable. Le régime iranien, stable, à la population éduquée et aux richesses minières convoitées, semble tout à fait disposé à reprendre sa place au sein du concert des nations. De plus, de nombreuses ONG dont Amnesty International s'insurgent contre le traitement de faveur dévolu à l'Arabie Saoudite par les Etats-Unis, alors que l'Etat viole quotidiennement les droits de l'Homme. Un rapprochement diplomatique avec l'Iran permet donc aux Etats-Unis de reprendre la méthode des « *twin pillars policy*»,¹⁴⁵ de s'appuyer sur les piliers Riyad/Téhéran pour contrôler la

¹⁴¹ *Ibid*

¹⁴² Camille Verleuw. *Qui gouverne à Téhéran (et comment) ?* Eska, Sécurité Globale Horizons Stratégiques, n° 1, 2015

¹⁴³ Bernard Hourcade *Ibid*

¹⁴⁴ Données de la Banque Mondiale

<http://www.banquemondiale.org/fr/country/iran/publication/lifting-economic-sanctions-on-iran>

¹⁴⁵ Majid Behestani et Mehdi Hedayati Shahidani, *Twin Pillars Policy: Engagement of US-Iran Foreign Affairs during the Last Two Decades of Pahlavi Dynasty*, Canadian Center of Science and Education, Asian Social Science; Vol. 11, No. 2; 2015

région et ne plus dépendre de la seule Arabie Saoudite qui peut se révéler être un allié encombrant. De plus, l'Iran possède une aire d'influence conséquente au Moyen-Orient. En effet, la République Islamique soutient Bashar-el-Assad en Syrie, fournit son armement au Hamas dans la bande de Gaza et au Hezbollah qui contrôle le Liban. Le pouvoir en Irak étant aux mains d'une majorité chiite, l'Iran possède également sous sa coupe un autre Etat gagné à sa cause. La République Islamique exerce par conséquent, une influence certaine dans la région. C'est pourquoi, renouer diplomatiquement avec les Etats-Unis, (la chancellerie américaine à Téhéran va rouvrir prochainement) permettrait à l'Occident de bénéficier d'un allié de poids dans la région, et d'un partenaire économique prometteur.

B. Le retour dans le concert des Nations : une ouverture qui doit rester économique

L'accord sur le nucléaire signé le 14 juillet 2015 permet donc à l'Iran de négocier avec les « Grands Satan » d'hier. Il s'agit d'une parfaite illustration du pragmatisme iranien. Compte tenu du contexte économique et social chaotique en Iran, cette ouverture était devenue nécessaire pour que le régime, dans sa nature, ne soit pas remis en question, et que les conservateurs conservent leur main mise sur le pouvoir. Cependant, certains conservateurs possédant des intérêts économiques à ce que les sanctions ne soient pas levées, essaient de nuire aux négociations sur le nucléaire (1). Une fois les accords signés, Rohani entame une tournée en Europe pour remettre à flot l'économie iranienne. Ce voyage se transforme en un véritable test, le dirigeant devant se comporter en Occident comme fidèle à la morale islamique iranienne (2).

1. Les accords sur le nucléaire : division des conservateurs

L'accord conclu à Vienne le 14 juillet 2015 entre l'Iran et les pays du groupe P5 + 1 (États-Unis, Russie, Chine, France, Royaume-Uni, Allemagne) est l'aboutissement d'une négociation diplomatique longue et patiente, qui s'est étendue sur douze ans. Bien que les *pasdarans* du Conseil des gardiens aient au final tout intérêt à ce que l'Iran voit les sanctions économiques levées, puisqu'ils ont investi particulièrement dans le secteur pétrolier, certains conservateurs n'entendent pas mettre de côté aussi facilement leur idéologie, le pilier révolutionnaire promouvant la lutte contre l'Occident. Quelques cent députés de l'opposition ont amorcé une offensive contre le gouvernement de Rohani en présentant le 25 décembre 2013 un projet de loi exigeant que l'enrichissement de l'uranium iranien se poursuive au

niveau de 60% d'isotopes radioactifs¹⁴⁶ (assez pour fournir un combustible nécessaire aux sous marins). Mi-janvier 2014 Rohani expose devant un parterre de médias « *qu'un groupe ne veut pas voir les sanctions levées. Les membres de ce groupe – par intérêt personnel ou de leur parti – sont contre la normalisation des relations avec le reste du monde* »¹⁴⁷. Les sanctions profitent financièrement à une minorité. Il existe donc des dissensions au sein même des conservateurs. Une partie des conservateurs, businessmen, profitait de ces sanctions en arguant soutenir l'idéologie du régime, et son pilier de lutte contre l'Occident. Ces derniers mettent donc des bâtons dans les roues au gouvernement Rohani pour l'empêcher de négocier d'avantage avec l'Occident. Cependant, une autre fraction des conservateurs, consciente que la grogne populaire est à son paroxysme, a décidé de laisser Rohani agir, suivant un peu la formule « un mal pour un bien », une ouverture économique nécessaire pour calmer la population en faisant redémarrer l'économie. Si l'Iran s'ouvre donc à la communauté internationale, puisque les sanctions économiques se lèvent depuis janvier 2016, pas question pour autant que la mondialisation culturelle se fasse : elle doit rester économique. Le journal populaire iranien *Kayhan* souligne bien que les accords engrangés en Europe par Rohani, notamment les investissements dans le secteur bancaire à Francfort¹⁴⁸, restent d'ordre économique. De plus, lorsque les Etats-Unis font des déclarations évoquant des partenariats avec le secteur automobile iranien, il leur est rétorqué dans *Kayhan* par le député Mohsen Salehi-Niya, « *there is no obstacle for investment of US companies in its auto sector, but they should respect certain rules* ». ¹⁴⁹ Le « tour d'Europe » de Rohani est donc l'illustration la plus probante de cette mondialisation que les conservateurs ne veulent qu'économique.

2. La mondialisation économique : les conservateurs gardent la main

Le voyage de Rohani en Europe représente une occasion particulière pour les conservateurs de faire savoir que si la République Islamique s'ouvre économiquement, pas question de changer pour autant quoi que ce soit à la morale islamique qui gouverne les mœurs des Iraniens. Le voyage de Rohani en Europe juste après la levée des sanctions permet à l'Iran de rappeler au monde que si économiquement le pays s'ouvre, l'Iran reste un pays aux mœurs dirigées par une interprétation spécifique de l'islam. Recevoir le président Hassan

¹⁴⁶ Camille Verleuw. *Qui gouverne à Téhéran (et comment) ?* Eska, Sécurité Globale Horizons Stratégiques, n° 1, 2015

¹⁴⁷ Agence de presse Tasnim 14/01/14 : Azadeh Kian *L'Iran Un mouvement sans révolution ? La vague verte face au pouvoir mercanto-militariste*. Michalon 2011.

¹⁴⁸ *Iranian Banks to Return to World Markets*, *Kayhan*, 22/11/2015

¹⁴⁹ *Iran Approves Imports of Chevrolets*, Tehran Press TV, 11/01/2016

Rohani demande donc aux gouvernements de suivre un règlement scrupuleux. Pour la venue de ce dernier, l'Italie avait pudiquement couvert la nudité de ses statues.¹⁵⁰ Si Rohani en soi n'allait certainement pas s'offusquer d'apercevoir les statues nues en Italie, les jeunes médias iraniens s'en sont donné à cœur joie pour railler cet excès de zèle italien (voir annexes). Autres pays pour signer des contrats juteux : la France. C'est dans l'Hexagone que les promoteurs Iraniens et Français se sont le plus frotté les mains. PSA Peugeot Citroën a empoché un contrat de 23 milliards d'Euros, et la France est parvenue à vendre 118 airbus.¹⁵¹ Seulement, là aussi, les conservateurs attendent le président Iranien au tournant. Pas de soucis pour la France dont les services diplomatiques suite à une effervescence intellectuelle rare, ont décidé de ne pas servir de vin à table lors du repas que partageait Hassan Rohani et le président français. L'Europe dans son désir de signer des contrats avec l'Iran est prête à accepter le régime tel qu'il est, après ne font-ils pas la même chose avec les Emirats Arabes Unis ou l'Arabie Saoudite ?

L'Iran n'a pas changé, mais la République Islamique est désormais ouverte au business. L'Etat perse s'apprête à faire son entrée dans la mondialisation. Des difficultés économiques importantes, la grogne populaire, un ensemble de signaux d'alarmes était au rouge et risquait si quelque chose n'était pas entrepris, de remettre en cause le système politique même de l'Iran. Cela aurait été synonyme de véritable catastrophe pour les conservateurs qui soutiennent la voute du système politique iranien. Ces derniers, pour sauver le système et leur hégémonie à l'intérieur de celui-ci, ont donc décidé d'effectuer une réforme apte à satisfaire les Iraniens sans remettre en cause le *velayet-é-faqih* lui-même. Cette réforme a pris la forme de la signature le 14 juillet 2015, d'un accord sur le nucléaire avec les puissances occidentales, conduisant à la levée des sanctions étasuniennes et européennes en janvier 2016. L'Iran semble donc renier un temps l'un des piliers de son idéologie révolutionnaire, la lutte contre l'Occident, l'anti-américanisme... Ce serait mal connaître la capacité de résistance des conservateurs que de penser ainsi. Ces derniers accentuent en effet le processus d'islamisation des mœurs en Iran, en contrant toutes les esquisses du président Rohani de libéraliser la société iranienne.

¹⁵⁰ Service, Rana Rahimpour BBC Persian. *How has Rouhani's Europe visit been perceived in Iran?* BBC News. Consulté le 23 mai 2016. <http://www.bbc.com/news/world-middle-east-35428826>.

¹⁵¹ *L'Iran signe un accord pour l'achat de 118 Airbus*. FRANCETV INFO, 28 janvier 2016. http://www.francetvinfo.fr/monde/proche-orient/l-iran-signe-un-accord-pour-l-achat-de-118-airbus-regardez-en-direct-la-conference-de-presse-de-francois-hollande-et-hassan-rohani_1289041.html.

Chapitre II. Vers un contrôle, exercé par les conservateurs, toujours plus accru dans la société iranienne?

Dans la foulée de la levée des sanctions en Iran en janvier 2016, sur le compte Twitter des « *Rich kids of Teheran* » étaient publiées des photos de l'ouverture à Téhéran d'une boutique de la maison de la mode italienne Roberto Cavalli. L'échoppe située dans le quartier huppé de la capitale offre à une clientèle fortunée le meilleur de la mode italienne en matière de robes courtes et de légers foulards aux couleurs chamarrées¹⁵². Cette anecdote illustre-t-elle les prémisses de l'échec et de l'arrêt de la lutte anti-Occident, pilier de l'idéologie révolutionnaire iranienne ? Il est vrai que depuis le début de l'année 2012, les rapports de force ont changé : le guide Khamenei, ou l'institution qu'il incarne, a marginalisé le président M. Ahmadinejad, puis imposé aux diverses factions et personnalités un consensus fort pour sauver le régime islamique iranien. Le président Rohani élu en 2013 représente la branche la plus modérée, pragmatique de la scène politique iranienne. C'est sans compter l'influence des conservateurs au sein du système politique et leur contrôle sur la société. Si des concessions sont faites pour calmer la population, faire redémarrer l'économie, les conservateurs s'astreignent avec application à resserrer les vis de la société iranienne, en limitant les réformes visant à libéraliser l'espace public (I), puis en accentuant la pression sur les femmes et les opposants politiques en Iran (II).

I. La tutelle absolue du pouvoir conservateur sur la scène politique iranienne

L'ouverture de l'Iran à la mondialisation économique, l'accord sur le nucléaire, la signature de juteux contrats dans le domaine de l'automobile avec les puissances occidentales, tout porte à croire que le régime iranien se réforme de l'intérieur. Que *nenni* ! Le Guide, droit dans ses bottes, reste fermement opposé à l'« *agression culturelle occidentale* »¹⁵³. Pas de volte face donc. Preuve supplémentaire s'il en est, le traitement fait des Etats-Unis dans le journal conservateur proche du pouvoir *Kayhan* y est toujours aussi virulent, les journalistes y rudoient notamment les messes basses américains en Syrie. Enfin, les conservateurs qui maîtrisent toute une gamme d'outils institutionnels visant à limiter les capacités de nuisance

¹⁵² Rich Kids Of Tehran (@therichkidsoftehran) • Instagram photos and videos ». Consulté le 7 mars 2016. <https://www.instagram.com/therichkidsoftehran/>.

¹⁵³ Bernard Hourcade, *L'Iran est faible mais la République islamique se sent forte*, Politique étrangère Automne, n° 3 (1 septembre 2012): 491-503.

des réformateurs, s'attachent à empêcher toute libéralisation de la société iranienne (A). Cependant, nous avons pu constater dans ce mémoire que les conservateurs ne constituent pas un groupe monochrome. Il semble donc judicieux d'analyser dans un deuxième temps la crédibilité d'un éventuel coup d'Etat que pourrait perpétrer la tranche la plus dure des conservateurs : une hypothèse émise par Bernard Hourcade lors de notre rencontre au CNRS à Paris en novembre dernier (B).

A. Restreindre les actions du gouvernement : le rôle du Majlis conservateur

Si une large majorité des conservateurs a acquiescé et rendu possible l'ouverture économique du pays, ils l'ont fait parce que le Guide y était favorable et parce qu'il s'agissait de l'unique solution pour sauver le régime. Cependant, les conservateurs qui ont du plier, ne vont pas pour autant brader les autres tenants de l'identité révolutionnaire iranienne. Ils vont s'attacher, grâce à leur omniprésence aux postes clés du pouvoir, à restreindre toute tentative de réforme esquissée par le gouvernement Rohani. Ils n'hésitent donc pas à empêcher la formation d'un gouvernement trop réformiste ou modéré (1), ni à nuire aux ministres tout au long de leur mandat (2) grâce aux outils institutionnels à leur disposition.

1. Le *Majlis* comme filtre empêchant la création d'un gouvernement réformiste/modéré

Une multitude de contrepouvoirs peuvent entraver l'action du gouvernement. Tout d'abord, le gouvernement peut être directement contré par *le faqih* qui possède le droit de véto, par le Conseil des Gardiens qui s'autorise à intervenir dans les affaires politiques, par les députés du *Majlis* ou par un pouvoir judiciaire «*qui trouverait aisément motif à arrêter et incarcérer les leaders politiques ne bénéficiant pas d'une certaine immunité du fait de leur position dans le gouvernement.* »¹⁵⁴ La puissance des conservateurs face aux modérés et aux réformistes reste intacte. Les conservateurs ne se privent donc pas de continuer à mettre des bâtons dans les roues de leurs adversaires politiques depuis l'élection d'Hassan Rohani en 2013. Ainsi, tous les députés étaient présents lors du vote sur les futurs ministres de Rohani, chose jamais vue depuis le début de la République Islamique. Les conservateurs savent que les ministres ont d'ores et déjà reçu l'accord du *faqih* mais trouvent tout de même toujours à

¹⁵⁴ Camille Verleuw. *Qui gouverne à Téhéran (et comment) ?* Eska, Sécurité Globale Horizons Stratégiques, n° 1, 2015.

redire sur leur élection. En effet, le *Majlis* qui est donc majoritairement conservateur grâce au filtrage du Conseil des Gardiens, doit se prononcer sur la validité des candidatures de chaque ministre. Il s'agit d'un exercice illustrant la constante campagne des fondamentalistes contre le gouvernement Rohani. Ainsi, les candidatures de Mahmud Nili-Ahmadabadi et Fakhroddin Ahmadi-Danesh-Ashtiyani sont rejetées respectivement les 29 octobre et 19 novembre. Ils étaient censés occuper le poste toujours très controversé de Ministre des sciences, de la recherche et des technologies. Malgré les nombreuses anicroches avec le *Majlis* donc, le gouvernement de Rohani ¹⁵⁵ se compose au final de 18 personnes âgées de 45 à 70 ans, soit 59 ans en moyenne. Seuls trois d'entre eux n'étaient pas adultes lors de la Révolution Islamique et il n'y a pas de femmes au gouvernement. Tous ont fait un cursus mixte université/école théologique. La plupart ont étudié l'ingénierie, le droit islamique et une petite minorité, la médecine. Certains ont esquissé une partie de leur parcours à l'étranger. Le *Majlis* conservateur est donc parvenu à entraver l'établissement d'un gouvernement modéré/réformateur, mais ses capacités de nuisances ne se cantonnent pas à ce seul rôle préliminaire de « filtre ».

2. Capacités de nuisance du Majlis sur le gouvernement dans l'exercice de ses fonctions

Non contents de procéder à un écrémage conséquent des ministres en poste au gouvernement, les conservateurs peuvent toujours nuire au gouvernement modéré de Rohani même lorsque les ministres sont élus. L'Assemblée nationale en effet ne risque pas d'être dissoute par le gouvernement puisqu'il s'agit d'un pouvoir qui constitutionnellement n'existe pas (voir partie II chapitre I). Le *Majlis* a donc carte blanche pour nuire au gouvernement lorsque celui-ci est en poste et exerce ses fonctions. Ainsi, Jafar Towfighi, élu au poste de Ministre de la recherche des sciences et des technologies voit son mandat écourté du 17 août 2013 au 27 octobre 2013. Il a en effet été révoqué par le *Majlis*, sous prétexte d'avoir étudié trop longtemps en France. Il est remplacé du 27 octobre 2013 au 20 août 2014 par Reza Farajidana. Lui non plus ne reste pas très longtemps en poste puisque le Parlement décide d'émettre un vote de défiance le 20 août 2014 le poussant à la démission par 145 voix pour, 110 contre et 15 abstention sur les 270 députés¹⁵⁶. Le motif étant qu'il avait permis à des étudiants présents dans les manifestations de 2009 à poursuivre leur cursus universitaire normalement lorsqu'il était directeur de l'université de Téhéran. En janvier 2015, un groupe

¹⁵⁵ Site officiel : www.dolat.ir

¹⁵⁶ Ibid

de députés fondamentalistes a demandé la condamnation du ministre iranien des Affaires Etrangères qui s'est promené seul avec John Kerry pendant une interruption de la réunion de Genève. Cette affaire a été largement amplifiée par un éditorial de Hoseyn Shari'atmadri du journal conservateur *Keyhan*, par des imams lors de la prière du vendredi (qui on le rappelle est édictée par le bureau du Guide), et par Muhammad-Reza Naqdi commandant en chef de la Basij, la branche armée des Gardiens de la Révolution.¹⁵⁷

L'Assemblée Nationale Iranienne, le *Majlis*, est donc parvenue à restreindre la liberté d'action du président Rohani lorsque celui-ci a essayé d'établir son gouvernement, en révoquant certains ministres dont les mœurs et actions n'étaient pas assez en adéquation avec l'identité révolutionnaire iranienne. Les conservateurs sont donc toujours présents dans les sphères du pouvoir en Iran et n'autorisent le gouvernement modéré de Rohani qu'à mettre en place les réformes qu'eux même souhaitent. On peut cependant se demander s'il existe un risque en Iran pour que les ultra conservateurs, ceux qui refusent les réformes octroyées par la branche la plus « souple » des fondamentalistes en Iran, attentent un coup d'Etat.

B. Plane-t-il sur l'Iran la menace d'un coup d'Etat perpétré par les ultras conservateurs ?

L'Iran s'ouvre donc à l'Occident sous la conduite d'un gouvernement réformiste, étroitement surveillé par les conservateurs qui sont les individus aux postes clés du pouvoir qui décident véritablement de ce qui peut être politiquement fait ou non. Cette ouverture à l'Occident inaugurée par le deal nucléaire semble donc aller dans le sens de ce que souhaitent les conservateurs, sinon elle n'aurait jamais eu lieu. Cependant, les conservateurs en Iran ne se fondent pas en un ensemble homogène, les plus fondamentalistes d'entre eux sont fermement opposés à tout écart même infime avec les piliers de l'identité révolutionnaire islamique (décrits partie I chapitre II). Ces individus possèdent une fore de frappe non négligeable au sein des Gardiens de la Révolution (1) qu'il est préférable d'avoir avec soi que contre soi. L'autre menace fondamentaliste qui plane sur la démocratie est un autre groupe paramilitaire, un groupe révolutionnaire hors champs institutionnel, le *Ansar-e-Hezbollah* (2).

¹⁵⁷ Camille Verleuw. *Qui gouverne à Téhéran (et comment) ?* Eska, Sécurité Globale Horizons Stratégiques, n° 1, 2015

1. La frange radicale des Gardiens de la Révolution : une menace permanente pour la démocratie

Il existe en Iran un dédoublement de l'Etat avec la mise en place d'institutions révolutionnaires aux côtés des entités étatiques : le corps des Gardiens de la Révolution ou *pasdaran*. Celui-ci, comme il a été exposé dans la Partie I de ce mémoire, a été fondé par un décret le 5 mai 1979 comme une force militaire soumis au Guide seul. Il existe donc en Iran une puissance militaire de taille, 130 000 individus,¹⁵⁸ qui ne se mêle pas à l'armée régulière et possède sa propre flotte, aviation etc. Il ne s'agit pas d'une petite milice, on parle bien également du plus grand groupe d'influence économique d'Iran. Ils contrôlent des entreprises dans le secteur du bâtiment, du pétrole etc... Cette armée toute puissance n'est pas sous le contrôle du gouvernement mais sous celle du Guide. Les Gardiens de la Révolutions sont donc les porteurs défenseurs des principes de la révolution iranienne, les remparts contre l'idéologie occidentale qui est intrinsèquement contraire aux préceptes de l'identité révolutionnaire iranienne. Il semble donc justifié de se demander si ces Gardiens de la Révolution sont à même de renverser un gouvernement qu'ils jugeraient trop modéré ou trop pro-Occidental pour ramener l'Iran dans son carcan entouré par les préceptes de son identité islamique. Ces craintes sont-elles justifiées ? Camille Verleuw, chercheur ayant vécu en Iran n'hésite pas à évoquer cette hypothèse. Ainsi, certains hauts gradés du Corps des Gardiens de la Révolution se présentent comme les défenseurs suprêmes de la Révolution islamique et « s'enferment dans leur propre propagande. »¹⁵⁹ Depuis 2005, les *pasdaran* qui interviennent toujours plus ouvertement dans les affaires de l'Etat ont réaffirmé par communiqué leur rejet de l'idée occidentale de démocratie. Après l'élection d'Hassan Rohani, l'Etat major des *pasdaran* n'a pas changé d'avis. Bien que le *faqih* Khamenei et le président Rohani aient déclaré en septembre 2013 que l'armée des Gardiens de la Révolution n'était plus politiquement active¹⁶⁰. Le général Mohammed-Ali Jafari, commandant en chef du corps des Gardiens de la Révolution, réaffirmait en décembre son devoir « *de protéger la révolution islamique* » car « *la principale menace pour elle se trouve dans le domaine politique (...) et les pasdaran ne peuvent rester silencieux face à cela. Les systèmes et procédures militaires ont été légèrement modifiés et malheureusement infectés par la doctrine occidentale. Il faut*

¹⁵⁸ Alex Vatanka, *Pulling the strings, How Khamenei Will Prevent Reform in Iran*, Foreign Affairs., 25/11/2015, Consulté le 3 mai 2016. <https://www.foreignaffairs.com/articles/iran/2015-11-25/pulling-strings>.

¹⁵⁹ Camille Verleuw. *Qui gouverne à Téhéran (et comment) ?* Eska, Sécurité Globale Horizons Stratégiques, n° 1 (printemps 2015).

¹⁶⁰ *Ibid*

donc un changement fondamental ». A ce propos la réactivation le 1^{er} février 2015 du site de l'ex président Ahmadinezhad, un ancien du Corps des Gardiens de la révolution ne peut être ignorée.

2. Une milice puissante et hors système : le cas du *Ansar-e Hezbollah*

A l'extérieur du corps des Gardiens de la Révolution, une branche spécifique serait particulièrement prompte à la révolte, ou du moins aurait en sa possession les moyens de créer du grabuge. On assiste non plus à un dédoublement des forces de répression mais même à un triplement de ces dernières. Il s'agit de la force de frappe dite Ansar-e Hezbollah soit les « Supporters » du Hezbollah. Cette force de frappe fondée en 1995 a pour objectif de réduire au silence ceux qui osent remettre en cause les acquis de la révolution. Elle s'est illustrée en 1999 en attaquant les dortoirs des étudiants qui protestaient contre les restrictions de la liberté de la presse.¹⁶¹ Elle est financée par des religieux ultra conservateurs dont le Guide lui-même. Ce groupe révolutionnaire « semi-institutionnel » est aux mains de l'Ayatollah Jannati qui est le président du Conseil des Gardiens, le fameux corps qui filtre les candidats en liste pour les élections au *Majlis* et qui se charge d'observer l'adéquation des lois avec la Constitution et la charia. Il est également l'un des imams de la prière du vendredi à Téhéran. Son influence est donc conséquente tant sur la société que sur la scène politique en Iran. C'est en partie à cause de son zèle que quasi tous les réformistes ont été refoulés par le Conseil en 2015. Cet individu est l'un des conservateurs les plus virulents du régime. Il a ainsi refusé l'accès aux élections du *Majlis* à l'ancien président Rafsandjani qui se présentait comme député en 2013. Il s'est également illustré par le passé en prenant des positions particulièrement fermes sur le port du hijab.¹⁶² En juin 2010 il a élevé la voix contre Ahmadinejad en l'accusant de laxisme à propos du port du hijab dans les rues de Téhéran. En effet le port du hijab s'est fait de plus en plus lâche, les femmes ne portant qu'un léger foulard, positionnée en arrière et dévoilant une bonne partie de leur chevelure. Pour répondre à ce « relâchement », Ahmadinejad a proposé de mettre en place une « campagne culturelle ». Ce à quoi Ahmad Jannati s'est indigné « *les trafiquants de drogues sont pendus, les terroristes exécutés, les voleurs punis pour leurs crimes mais quand on parle de la loi de Dieu qui est au dessus des droits de l'homme,*

¹⁶¹ Global Security, *Ansar-i Hizbullah / Followers of the Party of God*. Consulté le 23 mai 2016. <http://www.globalsecurity.org/intell/world/iran/ansar.htm>.

¹⁶² The Iran Political Analysis Project, *Ahmed Jannati hints at disqualifications in 2016 elections*. <http://www.iranpolitik.com/2014/04/03/analysis/ahmed-jannati-hints-disqualifications-2016-elections/>.

certaines personnes souhaitent résoudre le problème avec des « politiques culturelles » ! ». C'est dire s'il existe un fossé au sein même des conservateurs.

L'existence de cette milice qui subsiste en dehors de tout contrôle étatique, bénéficiant de la bienveillance du Guide et a pour objectif de sauvegarder les idéaux révolutionnaires. Sa virulence n'a d'égale que son efficacité : le *Ansar-e Hezbollah* possède son propre journal de propagande, le *Ya Lesarat*. Il publie volontiers des critiques du président Rohani notamment sur sa politique culturelle ou son gouvernement en général. Le journal a récemment insulté la vice-présidente de l'administration Rohani, Shahindokht Mowlaverdi, dans une tribune féroce parue le 23 décembre 2015 la décrivant comme « pire que la plus célèbre des prostituées au monde »¹⁶³ sous prétexte qu'elle serait incapable de s'opposer aux gemmes même « si elle apparaissaient complètement nue en public ».¹⁶⁴ Ces individus représentent un risque réel pour la démocratie en Iran s'ils parvenaient à s'allier avec les *pasdaran*. Ceci reste pour le moment hypothétique puisque les Gardiens de la Révolution dans leur majorité semblent apprécier les accords économiques passés avec les Etats européens. Leur potentiel de nuisance est pourtant élevé, s'il n'agit pas de manière musclée contre le gouvernement ou la société, ses actions chocs et ses slogans fondamentalistes créent un véritable malaise en Iran et participent d'un sentiment de peur dans la société, dès que des individus essaient de s'affranchir de la morale et des piliers révolutionnaires iraniens. Cependant, les membres du *Ansar-e-Hezbollah* tiennent trop au système iranien pour oser y porter atteinte. Si d'aventure la milice décidait de prendre le pouvoir, ce serait uniquement lorsque les plus véhéments des conservateurs penseront que le *velayet-é-faqih* est perdu.

Ainsi, on peut affirmer que les conservateurs exercent une tutelle absolue sur le pouvoir politique. Les conservateurs étant présents aux postes clés soutenant la voute politique iranienne, au sein du Conseil des Gardiens, du *Majlis*, en la personne du Guide : les réformes du président Rohani sont entravées de l'intérieur. Une volonté politique modérée ou réformiste ne peut concrétiser ses aspirations, s'émanciper du carcan conservateur intrinsèque à la nature du système du *velayet-é-faqih*. Si une ouverture économique avec l'Occident, incarnée par les Etats-Unis et les pays européens, a donc été permise, notamment au travers d'un accord sur le nucléaire et d'une levée des sanctions économiques internationales, c'est donc que les conservateurs acceptaient l'idée. Il ne s'agit pas d'un aveu de faiblesse, les

¹⁶³ International Campaign for Human Rights. *Highest Ranked Woman in Iran's Government to Sue Extremist Publication*, 31 décembre 2015.

<https://www.iranhumanrights.org/2015/12/shahindokht-mowlaverdi/>

¹⁶⁴ *Ibid*

fondamentalistes ont toujours la main sur le pouvoir. Cette ouverture est donc du ressort de la stratégie. Il s'agit pour les conservateurs de permettre un minimum d'ouverture pour satisfaire la société iranienne qui se plaint d'une économie en berne, et donc d'assurer la pérennité du système iranien et de son hégémonie à l'intérieur de celui-ci. Le *Majlis* conservateur a prouvé depuis l'élection de Rohani que ce dernier n'était pas libre de ces mouvements en entravant à maintes reprises, à l'aide de la constitution, le bon fonctionnement du gouvernement. De plus, si les conservateurs se sont ralliés au projet d'ouverture économique à l'Occident, il n'existe pas de consensus sur cette approche. Il existe donc toujours en Iran un risque à ce que les plus radicaux des conservateurs, qui sont au sein de groupes paramilitaires plus ou moins institutionnalisés (une partie des Gardiens de la Révolution ou le *Ansar-e-Hezbollah*), ne s'essaient à un coup d'Etat. Ils sont une entrave de poids à cette ouverture économique et ce « laxisme » sociétal que s'essaie de mettre en place Rohani dans une moindre mesure et sous le contrôle des conservateurs qui misent leur va-tout en permettant une telle réforme du système. Cette main mise sur l'Etat, sur les arcanes du pouvoir se retrouve également sur la société. Les conservateurs qui entravent le gouvernement sont une menace permanente à la démocratie en Iran. S'ils permettent l'ouverture économique de l'Iran, et l'abandon du pilier « lutte contre l'Occident » dans leurs échanges internationaux, ils s'astreignent à réfréner toujours d'avantage les velléités réformistes de la société et accentuent le pilier « islamisation » de la société et « lutte contre l'Occident » à l'intérieur de la société iranienne.

II. Accentuation de la lutte contre l'occidentalisation de la société et promotion de l'islamisation des mœurs en Iran.

Les conservateurs n'ont pas dit leur dernier mot. Malgré l'élection du progressiste Hassan Rohani à la tête du gouvernement en juin 2013, les fondamentalistes en Iran tiennent toujours le haut du pavé. Ils contrent le président dans l'instauration de réformes dans la mise en place de son gouvernement. De plus, la frange la plus fondamentaliste des conservateurs représente une menace sourde, qui reste hypothétique, de coup d'Etat. Il s'agit ici de démontrer que le *Majlis*, toujours aux mains des conservateurs, redouble d'efforts pour encadrer le domaine des libertés publiques. En effet, les conservateurs tiennent à souligner que si l'ouverture à la mondialisation économique s'opère en Iran, ce qui nécessite donc de côtoyer de nouveau les Etats-Unis et l'Europe, il n'est pas question pour autant d'abandonner ce qui fait l'idéologie, la substance de l'identité révolutionnaire iranienne. Cette identité (exposée partie I chapitre II) repose entre autre sur le pilier de la lutte contre l'Occident et

celui de l'islamisation de la société. Ce dernier domaine, « *sur lequel le président Rohani a peu de prise, risque de continuer à être verrouillé* »¹⁶⁵. Aussi, puisque les conservateurs sont majoritaires au sein du Majlis, et qu'ils maîtrisent l'outil judiciaire, ils se sont attachés à restreindre encore d'avantage les libertés publiques des Iraniens. Les promesses de campagne de Rohani sur la libération des prisonniers politiques et en faveur des droits civils sont donc restées lettres mortes.¹⁶⁶ Face aux réclamations des ONG comme Amnesty International qui appellent à la libération de prisonniers politiques en Iran, le président Iranien de visite en France se justifiait devant les caméras en exposant calmement qu'il ne possède pas la capacité d'influer sur le pouvoir judiciaire.¹⁶⁷ Aussi, souhaitant refréner le succès du président réformiste, les conservateurs ont redoublé d'efforts pour entraver les libertés publiques des Iraniens. C'est pourquoi, il semble particulièrement intéressant d'analyser la manière donc les fondamentalistes en Iran s'essaient à accentuer la lutte contre l'occidentalisation de la société(A) ainsi qu'à renforcer l'islamisation des mœurs iraniennes (B).

A. Renforcement de la lutte contre l'occidentalisation des mœurs

Le pilier de la lutte contre l'Occident est l'un des chevaux de bataille des conservateurs, et donc du Guide Khamenei. Ce dernier, après la signature du deal nucléaire le 14 juillet 2015, a tenu à mettre le holà à tout projet d'amoindrissement de l'anti-américanisme en Iran. En effet, Alex Vatanka, chercheur iranien au Middle East Institute, souligne que « *du point de vue de Khamenei, l'accord de juillet sur le nucléaire achève l'objectif d'enlever les sanctions internationales contre l'Iran. Une fois cet objectif atteint, il a opté pour mettre un frein au reste de l'agenda de Rohani* ». ¹⁶⁸ Ainsi dans la lettre que le faqih a envoyé à Rohani

¹⁶⁵ Eléonore de Vulpillières, *Iran : pourquoi les conservateurs n'ont pas dit leur dernier mot*, Le Figaro. 2016 <http://www.lefigaro.fr/vox/monde/2016/03/01/31002-20160301ARTFIG00336-iran-pourquoi-les-conservateurs-n-ont-pas-dit-leur-dernier-mot.php>.

¹⁶⁶ Ghazal Golshiri et Louis Imbert, *Hassan Rohani, président d'un Iran fréquentable*, Le Monde, 26 janvier 2016.

http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2016/01/26/hassan-rohani-president-d-un-iran-frequentable_4853771_3218.html.

¹⁶⁷ Ludovic Piedtenu (France Culture), Marc Perelman (France 24) et Christophe Ayad (Le Monde). *Entretien exclusif avec Hassan Rohani, Président de la République islamique d'Iran*. France Culture, le 28/01/2016.

¹⁶⁸ "From Khamenei's perspective, July's nuclear agreement achieved his goal of lifting international sanctions against Iran. Once that goal was achieved, he opted to put the brakes on the rest of Rouhani's agenda."

pour exprimer son soutien pour la signature du deal nucléaire, il conclut sa prose par une curieuse formule : « *Importer des biens de consommation des Etats-Unis devra être sérieusement évité* ». ¹⁶⁹Cette mention est pour le moins étonnante, étant donné que des biens de consommation en provenance des Etats-Unis sont d'ores et déjà accessibles sur le sol persan. Ceci souligne tout du moins le souhait du Guide de ne pas normaliser les relations diplomatiques entre l'Iran et les Etats-Unis. Cela illustre le combat qui est toujours mené contre les étrangers et l'occidentalisation de la société en Iran par les conservateurs, une tendance accentuée depuis l'élection de Rohani. Cette tendance se traduit par une surveillance accrue des étrangers résidants en Iran (1) ainsi que par une limitation accentuée de l'usage d'internet (2).

1. La peur de l'Occident : dessiner la frontière entre tourisme et espionnage

Le régime n'a pas changé. Les forces de police, les diverses unités paramilitaires s'astreignent toujours à réprimer les atteintes aux lois islamiques. Le mariage d'une Iranienne avec un étranger requiert une autorisation spéciale du gouvernement. Il est par ailleurs prohibé pour une Iranienne de se marier avec un non-musulman. Les étrangers sont surveillés pendant leur séjour et peuvent être emprisonnés en cas d'infraction. Le pouvoir judiciaire s'attache particulièrement, depuis 2013, à faire respecter des règlements pointilleux qui n'ont rien d'islamique. Photographier un point en Iran est une atteinte à la sécurité du pays. Il n'est pas bon être un occidental en Iran tant les atteintes aux lois du régime peuvent se faire par inadvertance. Aussi, il est conseillé de tout simplement éviter de fréquenter des organismes opposés au régime de Téhéran. Bien avant 2013, le pouvoir judiciaire avait démontré l'intransigeance qu'il porte aux occidentaux de passage sur le sol iranien. Le cas de Clotilde Reiss, française enseignant le français à Ispahan est à cet égard significatif. Elle a été accusée d'espionnage pour avoir pris des photos des manifestations de 2009. La Française est restée six mois en prison avant d'être assignée à résidence à l'ambassade française d'Iran. ¹⁷⁰ Dans sa lancée le pouvoir judiciaire s'en est pris à un groupe de touristes slovaques. Huit parapentistes slovaques, invités par un collègue iranien, ont été arrêtés fin mai 2013 dans la

Alex Vatanka, *Pulling the Strings, How Khamenei Will Prevent Reform in Iran*, Foreign Affairs, <https://www.foreignaffairs.com/articles/iran/2015-11-25/pulling-strings>.

¹⁶⁹ Ibid

¹⁷⁰ AFP, *Clotilde Reiss, la fin du calvaire iranien*, L'Express, 15/05/2010

http://www.lexpress.fr/actualite/monde/clotilde-reiss-la-fin-du-calvaire-iranien_892305.html

province d'Ispahan. Ils avaient en leur possession des talkies walkies et des caméras ce qui leur valu, eux aussi, d'être accusés d'espionnage. Six d'entre eux ont été rapidement libérés mais deux sont restés emprisonnés pendant 205 jours¹⁷¹. Cette peine particulièrement dure choisie par le pouvoir judiciaire s'explique par le fait que le modéré Rohani venait juste d'être élu à la présidence. Pas question alors de montrer à la société iranienne ni à la sphère internationale que l'Iran pouvait adoucir son idéologie anti-occidentale. Il fallait immédiatement réaffirmer, qui, en Iran, détient le pouvoir de faire vivre et mourir, de gracier et de punir : et ce n'est pas le président élu par le peuple. D'une manière générale donc depuis l'élection de Rohani, il ne fait pas bon être un Occidental en Iran. Au point que Camille Verleuw recommande à tous les français souhaitant se rendre pour des vacances en Iran d'éviter les fêtes familiales ou les chanteurs peuvent se moquer des autorités, au risque d'être accusé d'acte anti-islamique et d'opposition au régime.

2. Rompre le contact avec l'Occident : accentuation du contrôle de la toile

Camille Verleuw expose le fait que les autorités iraniennes ont créé un système de surveillance de la population « *qui n'a d'équivalent qu'en Corée du Nord* »¹⁷². Les conservateurs au pouvoir en Iran ont tenté de démanteler l'espace virtuel par le filtrage ou la fermeture des sites internet, le contrôle des téléphones portables, la rafle des antennes paraboliques. Le 26 janvier 2015 le ministère de la Guidance et de la Culture islamique a institué un groupe de travail pour organiser la surveillance de tous les SMS envoyés dans le pays : une initiative qui confirmerait le rôle prépondérant d'espionnage de masse que possède le Conseil Suprême du Cyberspace, institué par le faqih en mars 2012. Les messages sont enregistrés dans des hébergeurs mis à la disposition de la police et des Gardiens de la Révolution. C'est grâce à ce Conseil du Cyberspace que l'accès à de nombreux sites a pu être interdit aux Iraniens et que tout contact avec un étranger via Internet ne reste confidentiel que quelques minutes. Ainsi, seize individus collaborant via Internet avec des médias occidentaux et des groupes d'oppositions à l'étranger ont été interpellés en décembre 2016 par les pasdarans dans la région de Kerman. La moindre information pouvant porter atteinte « à la sécurité du pays » est immédiatement interceptée par les Gardiens de la Révolution et le tout transmis au pouvoir judiciaire. Ces deux groupes se révèlent être les véritables plateformes du pouvoir conservateur en Iran. Le pouvoir judiciaire a également insisté pour que

¹⁷¹ Camille Verleuw. *Qui gouverne à Téhéran (et comment) ?* Eska, Sécurité Globale Horizons Stratégiques, n° 1, 2015.

¹⁷² *Ibid*

les médias sociaux soient illégaux. On peut aisément imaginer les conservateurs un brin effrayé par l'usage qui en a été fait en 2009. Aussi, Facebook et Twitter, qui sont pourtant utilisés par le président et ses ministres, restent bloqués bien que le gouvernement souligne que les Iraniens dans leur quasi globalité usent d'un anti filtre software pour accéder aisément aux sites.

Les conservateurs s'attachent donc à mettre des bâtons dans les roues d'Hassan Rohani en protégeant comme ils le peuvent, l'un des piliers de l'idéologie révolutionnaire iranienne qu'est la lutte contre l'Occident. Pour atteindre cet objectif les conservateurs présents au sein des Gardiens de la Révolution et du pouvoir judiciaire, procèdent de deux manières : en se montrant sans pitié avec les infractions (réelles ou non) commises par des étrangers sur leur sol, ainsi qu'en limitant le dialogue via internet avec l'extérieur. Les conservateurs s'attachent également à réprimer toute liberté que pourrait prendre la société iranienne vis-à-vis des mœurs islamiques.

B. La riposte des conservateurs : resserrer les vis de la société iranienne.

Un ensemble de mesures est pris depuis 2013 visant à prévenir tout laxisme vestimentaire, comportemental, au sein de la population. Les conservateurs profitent donc d'être présents aux postes clés du pouvoir pour prendre des mesures visant à restreindre les libertés publiques des Iraniens. Cette réaction vise à rappeler aux Iraniens que ce sont eux, les conservateurs, qui sont au pouvoir en Iran, pas le président modéré Hassan Rohani. Ces derniers s'attachent donc à restreindre la liberté d'expression en Iran (1) sans oublier de restreindre toujours plus les libertés publiques des femmes (2).

1. Brimer la liberté d'expression des Iraniens

L'objectif des conservateurs et donc du pouvoir judiciaire, est de limiter à son strict minimum l'écho que pourraient avoir les idées réformistes. Dans cette optique, la liberté d'expression est brimée. Le pouvoir judiciaire a ainsi récemment empêché la publication de deux journaux réformistes *Neshat* et *Han-Mihan* : une fois encore les idées conservatrices bénéficient d'une capacité de diffusion que ne possèdent pas les réformateurs, quasi privés de médias gagnés à leur cause. D'autant plus qu'Ali Jannati, l'actuel ministre de la Culture, a

précisé que le pouvoir judiciaire a été incapable de lui fournir une quelconque justification légale pour entreprendre cette interdiction. « *Des mesures pareilles (contre les médias) ne devraient être entreprises qu'en temps de guerre, le pouvoir judiciaire ne devrait pas intervenir directement en temps normal* », maugréait Ali Motahhari, un membre du Majlis proche du président.¹⁷³ Un autre exemple flagrant qui a pris la société civile iranienne de court est l'arrestation des deux poètes Fatemeh Ekhtesari and Mehdi Mousavi en novembre 2015. Ces derniers ont été condamnés à 99 coups de fouet chacun pour avoir serré la main d'individus de l'autre sexe. Ils sont également respectivement condamnés à treize et neuf ans de prison pour « *propagande contre l'Etat* ». ¹⁷⁴ Leur crime? Les deux poètes s'essayaient à faire revivre le *Ghazal* en l'arrangeant à la sauce postmoderne, un sonnet persan traditionnel glorifiant l'amour mais que les deux artistes utilisaient aussi pour parler de problèmes sociaux et politiques contemporains. Si le pouvoir judiciaire redouble d'efforts ces derniers temps et ne lésine pas à emprisonner des dissidents à tour de bras c'est que les autorités ont peur d'annoncer un jour que l'identité islamique iranienne est désormais caduque. En Mai 2014, les pasdarans ont arrêté un groupe de jeunes Iraniens, hommes et femmes, qui s'étaient adonnés à danser dans une vidéo sur un air de "Happy" de Pharrell Williams. ¹⁷⁵ La vidéo n'a guère été appréciée par les conservateurs puisque les jeunes Iraniennes y dansent sans voile et « *bien trop proches des hommes* ». Les jeunes gens ont donc été condamnés à de la prison et 91 coups de fouet chacun, avec un sursis de trois ans. Hassan Rohani lui-même, d'ordinaire plutôt prudent dans ses déclarations, s'est indigné de cette condamnation sur son compte Twitter en notant qu'il pensait pourtant « *qu'être heureux était un droit* ». ¹⁷⁶ Enfin, preuve supplémentaire s'il en est nécessaire de la répression accrue de tout acte « dissident », deux jours avant les élections parlementaires du 26 février 2016, l'agence officielle Fars remettait à l'honneur la fatwa contre l'écrivain Salman Rushdie avec une prime à la hausse de 600 000 dollars.¹⁷⁷ Les conservateurs par le biais des Gardiens de la Révolution et du pouvoir judiciaire s'attachent donc à restreindre à son minimum la liberté d'expression des Iraniens,

¹⁷³ Najmeh Bozorgmehr, *Iran hardliners block Rouhani's domestic reforms*, Financial Times. 13 novembre 2013 . <http://www.ft.com/cms/s/0/d9bcabba-4c4f-11e3-958f-00144feabdc0.html>.

¹⁷⁴ *Two Poets Sentenced to Flogging and Nine and Eleven Years in Prison*, International Campaign for Human Rights in Iran, 2015.

<http://www.iranhumanrights.org/2015/10/two-poets-sentenced/>.

¹⁷⁵ *Iran: Happy video dancers sentenced to 91 lashes and jail*. BBC News, 2016. <http://www.bbc.com/news/world-middle-east-29272732>.

¹⁷⁶ *Ibid*

¹⁷⁷ Martine Gozlan, *Elections en Iran : "un échec cinglant pour les ultras-conservateurs"* », Marianne, 28 février 2016.

<http://www.marianne.net/elections-iran-echec-cinglant-les-ultras-conservateurs-100240673.html>.

surtout lorsque ceux-ci s'essaient à critiquer le gouvernement ou s'adonner à des comportements non islamiques.

2. Les femmes comme boucs émissaires des maux du régime, selon les conservateurs

Si depuis 2013 la répression en règle générale s'est accentuée à l'encontre des jeunes et des opposants politiques en tout genre, ce sont particulièrement les femmes qui font les frais de l'excès de zèle des conservateurs en Iran. L'ayatollah Ali Khamenei, avait incité son peuple à « *adopter un comportement nataliste pour renforcer l'identité nationale* »¹⁷⁸, mais aussi pour lutter « *contre les aspects indésirables du mode de vie occidental* »¹⁷⁹. Faisant écho à ces belles paroles et mettant à profit leur contrôle du Majlis, les fondamentalistes émettent un projet de loi contre les moyens de contraceptions, voté le 24 juin 2014 par 207 contre 106 voix. L'idée est d'interdire la contraception définitive pour relancer la natalité, l'objectif étant d'en finir avec la vasectomie pour les hommes, la ligature des trompes pour les femmes. La loi, adoptée par le parlement, interdit également la publicité pour les moyens de contraception. De manière générale les femmes ont pour interdiction d'assister aux matchs depuis le stade même puisque qu'elles peuvent être confrontées au comportement parfois "vulgaire" des hommes. Aussi, lors de la coupe du monde au Brésil, en 2014, il était même proscrit qu'un homme et une femme puissent suivre ensemble le match.¹⁸⁰ Dans leur lancée, les conservateurs effectuèrent une campagne pour renvoyer à la maison les femmes instruites qui occupaient des postes dans des administrations. La municipalité de Téhéran décide de leur emboîter le pas en juillet 2014¹⁸¹. Enfin, dernier exemple en date, une loi a récemment été adoptée, en mars 2015, visant à empêcher les femmes de défaire leur hijab lorsqu'elles conduisent. Les autorités reportent avoir du immobiliser les voitures de dizaines de milliers de femmes depuis la promulgation de cette loi.¹⁸² Toutes avaient retiré leur hijab ou le portait

¹⁷⁸ Victoria Koussa, *Liberté sexuelle : l'Iran interdit la contraception définitive*, Journal des Femmes. 18/08/14. <http://www.journaldesfemmes.com/societe/magazine/iran-interdit-contraception-0814.shtml>.

¹⁷⁹¹⁷⁹ *Ibid*

¹⁸⁰ *Iran : Le top 15 des lois les plus absurdes*. Aufeminin.com. <http://www.aufeminin.com/news-societe/iran-le-top-15-des-lois-les-plus-absurdes-s1771843.html>.

¹⁸¹ Camille Verleuw. *Qui gouverne à Téhéran (et comment) ?* Eska, Sécurité Globale Horizons Stratégiques, n° 1, 2015.

¹⁸² AFP. *Iranian police seize 40k cars over women not covering hair with headscarf*, TheJournal.ie, 16 décembre 2015 <http://www.thejournal.ie/iran-hijab-car-2503738-Dec2015/>.

bien trop rabaissé. Les voitures des contrevenantes surprises en flagrant délit sont immobilisées pendant une semaine. Cette dernière loi visant à réprimer les libertés vestimentaires que prennent les femmes en Iran depuis la fin des années 90, confirme la tendance des conservateurs à rappeler aux Iraniens qu'ils sont au pouvoir et que malgré le processus d'ouverture à l'Occident, rien ne va changer en Iran.

Les conservateurs ont donc peur, ils ont peur que le dynamisme de la société iranienne, la volonté politique des modérés et des pragmatiques, viennent modifier l'identité révolutionnaire du régime. Cette identité tient par trois piliers fondamentaux : la lutte contre l'Occident, l'islamisation de la société et le nationalisme persan. Ce dernier volet n'est pas remis en question, le sentiment patriotique est partagé autant par les réformistes que par les conservateurs. Cependant, les deux premiers piliers de la voute idéologique iranienne sont remis en cause. La lutte contre l'Occident semble s'amoinrir, la jeunesse iranienne écoute désormais du Rock dans les salles underground de la ville, et même des pastiches de la chaîne de fastfood MacDonald fleurissent dans les rues de Téhéran. L'islamisation de la société est également remise en cause : les jeunes filles sont lassées de se calfeutrer dans leur hijab et délaissent ces lourdes étoffes de tissu pour de légers foulards aux couleurs chamarrées. Puisque deux des piliers de l'identité révolutionnaire iranienne sont remis en cause par le peuple, les conservateurs et plus précisément les *pasdaran* ainsi que le pouvoir judiciaire, réagissent vertement. Depuis l'élection du modéré Hassan Rohani à la présidentielle en 2013, ils accentuent la répression contre tout individu adoptant un comportement pouvant mettre en danger l'un de ces deux piliers.

CONCLUSION

Ce mémoire s'attache à analyser la manière dont les conservateurs en Iran, qui sont présents au sein des divers entrelacs composant la vaste toile politique Iranienne, s'essaient à empêcher toute réforme allant vers une libéralisation et une occidentalisation des mœurs. Pour reprendre les termes de Bernard Hourcade, l'accord sur le nucléaire du 14 juillet 2015 «*est une porte blindée qui vient enfin de s'ouvrir et qui annonce un renouveau des relations entre l'Iran et les Etats-Unis ainsi que le reste du monde*». Les articles de presse se multiplient, tous plus laudateurs les uns que les autres, relatant la nouvelle grande victoire du libéralisme mondial, parvenu à atteindre même le pays des irréductibles Iraniens. Cependant, il semble un peu rapide de penser qu'Hassan Rohani, président depuis juin 2013, est parvenu à réformer le pays. Ce mémoire s'est essayé à comprendre s'il est possible finalement, comme on nous l'assure à la une de toutes les revues de presse, que l'ouverture de l'Iran sur l'Occident, encouragée par la levée des sanctions économiques américaines et européennes en janvier 2016, engendre nécessairement un renouveau culturel en Iran ? On s'est alors attaché à analyser la complexité du système politique iranien. Composé d'un entrelacs de cercles de pouvoir et de contre-pouvoir, il peut sembler ardu de saisir, qui, au final, dirige l'Iran. Est-ce le président de la République Islamique ? Le Guide ? Les Gardiens de la Révolution ? Lesquels sont réformistes, lesquels sont conservateurs ? Enfin, est-ce qu'un président modéré comme Hassan Rohani peut réformer l'Iran, atténuer l'islamisation de la société, faire cesser le musèlement des libertés publiques ? Bref est-il possible lorsque l'on est président de la République Islamique d'Iran, d'avoir un quelconque poids politique ? Ce mémoire expose qu'il est impossible en Iran d'initier une réforme visant à modifier l'identité révolutionnaire iranienne sans la bénédiction du Guide, l'approbation des conservateurs. Toute réforme visant à modifier l'identité de l'Iran, construite à la suite de la Révolution islamique de 1979, ne peut triompher que selon le bon vouloir des conservateurs, qui sont présents aux postes clés de la scène politique en Iran.

Une analyse détaillée du contexte de la Révolution Islamique Iranienne est donc rendue nécessaire, dans l'optique de comprendre quel système politique a été érigé en Iran et quelles valeurs ce système souhaite promouvoir. Dès lors, une première partie expose la manière dont s'est diffusée l'influence de l'Ayatollah Khomeyni, lors la Révolution de 1979 renversant le Shah d'Iran. Ruhollah Khomeiny depuis son exil en France, a théorisé le système qu'il

souhaitait mettre en place en Iran et a donné son caractère islamique à la révolution. Il est ainsi parvenu, en 1979, lorsque s'est posée la question de la nature du régime à mettre en place, à concrétiser ce système en consacrant l'emprise des clercs Iraniens dans le jeu politique. En 1979, s'instaure donc en Iran un régime particulier, *sui generis* : le *velayet-é-faqih*, soit littéralement la « tutelle du juriste (religieux) ». Ce système établit un ordre politique nouveau, le fonctionnement des institutions étant subordonné au bon vouloir d'un chef religieux, le Guide de la Révolution Islamique. Le gouvernement, les milices militaires et paramilitaires, la justice, tous doivent répondre de leurs actes devant lui. Il est le sage chiite devant gouverner l'Iran en attendant le retour du Mahdi, l'imam caché. Le système du *velayet-é-faqih* aurait pu s'effondrer rapidement, il ne faisait pas consensus. Seulement, la guerre qui a éclaté en 1981 suite à l'attaque de l'Irak s'est révélée être une véritable aubaine pour le nouveau régime. L'Etat de guerre a permis une restriction de la liberté d'expression, il a rendu possible l'union de la nation autour de l'effort de guerre, muselant de fait toutes les traces d'oppositions. De plus, les opposants au *velayet-é-faqih* ont eu tôt fait d'être accusés d'espionnage, ce qui une fois encore, a permis à la théocratie chiite de conforter son pouvoir. A la fin de la guerre en 1988, il ne restait donc plus grand monde pour contester le pouvoir aux Ayatollahs. Le Guide Khomeiny s'est attaché à promouvoir l'idéologie de la Révolution Islamique Iranienne. Cette dernière repose sur trois piliers principaux : l'islamisation des mœurs en Iran, la lutte contre l'Occident et ses valeurs impies, la promotion du patriotisme perse. Cette identité révolutionnaire devait donc de fait être protégée et n'être modifiée sous aucun prétexte, c'est ainsi qu'apparaît le mouvement dit des conservateurs.

Les conservateurs sont des individus qui ne souhaitent en aucun cas que soit portée atteinte à cette identité révolutionnaire iranienne édifiée au lendemain de la Révolution Islamique de 1979, approfondie et diffusée durant la guerre contre l'Iraq. Or ces individus sont ceux qui composent l'élite dirigeante. Ce sont eux qui peuvent accéder à l'Université puis aux postes de pouvoir. Ils sont présents dans toutes les arcanes de la politique Iranienne, puisqu'ils sont favorisés par la structure du régime lui-même. En effet, la constitution qui érige les diverses institutions confère une autorité limitée au Parlement, le *Majlis* élu par le peuple. L'accès aux élections est conditionné à l'accord du Conseil des Gardiens dont la moitié des membres est élue par le Guide suprême qui, par essence, est conservateur. Les initiatives du Parlement, lequel ne peut donc se targuer d'accueillir énormément de réformateurs, sont elles aussi limitées par ce Conseil. Le Président et son gouvernement quant à eux ne peuvent agir selon leur bon vouloir puisqu'ils sont surveillés de près par le faqih, ses sbires, et ne sont jamais à

l'abri d'une enquête impromptue du système juridique ou des Gardiens de la Révolution, qui obéissent au Guide Suprême. Les possibilités de réformes sont donc, de par la nature constitutionnelle de l'Iran, limitées. Les conservateurs ont ainsi toujours réussi de par le passé, à déjouer les tentatives réformistes. Le président réformateur Khatami au pouvoir de 1997 à 2005 a eu tôt fait de comprendre qu'il disposait d'un pouvoir politique nul, toutes ces initiatives étant brimées par divers organes du pouvoir en Iran. La pression internationale n'est pas non plus parvenue à modifier l'orientation politique du régime, voir même les sanctions économiques ont un temps favorisé le régime en corroborant le discours martelant que l'Occident souhaite nuire à l'Iran. Enfin, la révolte populaire de 2009 a pour la première fois peut être, ébranlé le pouvoir. Elle lui a rappelé que les Iraniens sont un peuple éduqué et rebelle sur lequel le formatage intellectuel du régime n'a pas une emprise totale. Les effets de cette révolte ne sont pas de suite manifestes, les contestations ont été rapidement réprimées. Cependant, les élites dirigeantes ont compris que le peuple est apte à se rebeller et que s'ils n'ont pas tôt fait d'améliorer les conditions de vie des Iraniens, d'autres révoltes, pouvant mettre en danger le principe même du *velayet-é-faqih*, auront lieu : une éventualité inacceptable pour les conservateurs.

Cette peur latente qui habite les conservateurs depuis 2009 explique certainement les raisons du succès d'Hassan Rohani. Ce dernier élu en juin 2013 s'est attaché à conclure en juillet 2015 le fameux deal nucléaire, permettant à l'Iran de retrouver le concert des nations. Les sanctions ont été levées en janvier 2016, les industriels européens commencent à signer quelques contrats alléchants, les boutiques de luxe italiennes cherchent déjà à s'implanter dans les rues de Téhéran. Pourtant, si cette ouverture économique a été possible, c'est seulement parce que les conservateurs l'ont bien voulu. Le Guide Suprême a donné son accord, les Gardiens de la Révolution n'ont rien trouvé à redire. Il était temps pour l'Iran, qui souffre d'une inflation galopante, de retrouver la prospérité économique pour s'assurer la paix sociale. Cependant, il s'agit de ne pas crier victoire trop vite. Les conservateurs sont toujours bel et bien aux postes clés du pouvoir, si l'Iran s'ouvre économiquement, pas question pour autant que cela n'affecte les mœurs des Iraniens. Les fondamentalistes se sont donc attachés depuis 2013 à particulièrement réprimer les libertés publiques des Iraniens, un moyen de leur rappeler qui détient réellement le pouvoir.

Pour conclure, si les conservateurs ont peu de partisans, ils disposent en revanche de leviers de pouvoirs efficaces, qui leur permettent d'empêcher, ceux qui se battent pour des réformes politiques, d'imposer le moindre changement. Les récentes élections de février 2016 ont été

présentées comme un échec cuisant pour les conservateurs, ce qui pourtant n'en est pas un. En effet, bien que le ratio conservateurs/réformateurs soit désormais plus équilibré au sein du Majlis, le Conseil des Gardiens ainsi que le Guide Suprême et les Gardiens de la Révolution, sont toujours là pour veiller, à ce que les réformes qui pourraient être mises en place ne franchissent jamais la ligne rouge, à ce qu'elles n'altèrent jamais l'essence de l'identité révolutionnaire iranienne.

Clément Therme, sociologue et enseignant à l'IHES, avec qui j'ai eu l'occasion de m'entretenir au téléphone, m'exposait la teneur de son projet d'étude en lien avec la problématique de ce mémoire. Le chercheur s'essaie à démontrer qu'il existe un parallèle entre la Chine ou plutôt que l'entrée dans la mondialisation de l'Iran devrait suivre le même processus que le chemin qu'a emprunté la Chine. Il estime en effet que si mondialisation économique il y a, cela n'induit pas forcément une ouverture culturelle de l'Iran, un amoindrissement du pouvoir des conservateurs, l'instauration d'une solide démocratie. La mondialisation pourrait se cantonner à l'économie et ne pas inclure l'expansion du soft-power américain. Ce projet d'étude a l'intérêt certain d'apporter une nuance, une mise en garde, de pousser à un détachement nécessaire au moment où les sirènes du libéralisme mondial célèbrent leur nouvelle victoire. La mondialisation économique n'apporte pas nécessairement la démocratie, n'homogénéise pas forcément les différences culturelles, ou du moins c'est méconnaître les conservateurs que de penser ainsi. Ils vont s'attacher à se montrer plus effacés peut être, mais les conservateurs, même tapis dans l'ombre, n'en perdent pas pour autant leur potentiel de nuisance.

Bibliographie

Ouvrages :

Abrahamian Ervand. *A History of Modern IRAN*. Cambridge University Press, 2008

Amirpur Katajun. *L'Iran des réformes avec Shirin Ebadi, prix Nobel de la paix*. Alvik Editions

Arminjon Hachem Constance, *Chiisme et Etat-Les clerics à l'épreuve de la modernité*. CNRS Editions, 2013

Bayart Jean-François. *L'Islam républicain. Ankara, Téhéran, Dakar*, Albin Michel, Paris 2010

Bayne E.A.,. *Persian Kingship in Transition*. New York : American Universities Field Staff., 1968

Camus Albert, *L'Homme Révolté*, Gallimard, 1951.

Derrida Jacques, *Voyous*, Galilée, 2003

Djalili Muhammad Reza. *L'Iran: l'illusion réformiste*. Presses de Sciences Po. La bibliothèque du Citoyen, 2001

Djalili Muhammad Reza et Kellner Thierry, *100 Question sur l'Iran*, Edition La Boétie, 2013

Khomeyni Ruhollah, *Pour un gouvernement islamique*, Paris, Fayolle, 1979.

Khomeiny Ruhollah, *Sahifeh-ye Nour*, Téhéran, 1989

Kian Azadeh, *L'Iran Un mouvement sans révolution ? La vague verte face au pouvoir mercanto-militariste*. Michalon 2011

Fitzgerald Frances, *Way Out There In the Blue: Reagan, Star Wars and the End of the Cold War* « Giving the Shah everything he wants ». Simon and Shuster, 2001

Hobsbawm Eric. *Nations et nationalisme depuis 1780*. Folio histoire, 2001.

Hourcade Bernard. *Géopolitique de l'Iran*. Armand Colin. Perspectives Géopolitiques, 2010

Hourcade Bernard. *Iran: Nouvelles identités d'une république*. Belin. La documentation française, 2002

Mohsen Mottaghi. *La pensée chiite contemporaine à l'épreuve de la Révolution iranienne*. L'Harmattan. L'Iran en transition, 2012.

Paivandi Saeed. *Religion et éducation en Iran. L'échec de l'islamisation de l'école*. Paris: L'Harmattan, 2006

Thiesse Anne-Marie, *La Création des identités nationales en Europe, XVIIIe-XXe siècle*, 1999

Articles :

Abrahamian Ervand, *Ali Shariati: Ideologue of the Iranian Revolution. "Islam, Politics, and Social Movements"*. Los Angeles: University of California Press. 1993. P 25-28.

Ali Mamouri, *Iran increases role of clerics in public schools*, Website Al Monitor, 2013
<http://www.al-monitor.com/pulse/originals/2013/12/iran-public-schools-cleric-influence.html>

Armin Arefi, *Les Iraniennes, voilées et dévoilées au fil du temps* . *Le Point*, 19 février 2015.
http://www.lepoint.fr/monde/iran-un-siecle-d-histoire-a-travers-le-voile-19-02-2015-1906436_24.php

Bauchard Denis, *Etats-Unis-Iran : du Grand Satan au Grand Bargain*, Confluences Méditerranée 2014/1 (N° 88)

Behestani Majid et Mehdi Hedayati Shahidani, *Twin Pillars Policy: Engagement of US-Iran Foreign Affairs during the Last Two Decades of Pahlavi Dynasty*, Canadian Center of Science and Education, Asian Social Science; Vol. 11, No. 2; 2015

Borden Emma and Maloney Suzanne, *Iran's Guardians' Council has approved a record-low percentage of candidates. What will that mean for the upcoming vote?* Brookings Institute, 2016
<http://www.brookings.edu/blogs/markaz/posts/2016/02/24-iran-elections-candidates-rejected-borden-maloney>

Bozorgmehr Najmeh, *Iran hardliners block Rouhani's domestic reforms*, Financial Times. 13 novembre 2013
<http://www.ft.com/cms/s/0/d9bcabba-4c4f-11e3-958f-00144feabdc0.html>.

Brumberg Daniel, *Reinventing Khomeini: The Struggle for Reform in Iran*, University of Chicago Press, 2001

ErdbrinkIran Thomas. *Des 1 001 manières d'accommoder son voile*, The Washington Post, 13/01/2012
<http://www.courrierinternational.com/article/2012/01/13/des-1-001-manieres-d-accommoder-son-voile>

Golkar Saeid. *The Islamic Republic's art of survival: Neutralizing Domestic and Foreign Threats* , The Washington Institute for Near East Policy, Policy Focus 125

Gozlan Martine, *Elections en Iran : « un échec cinglant pour les ultras-conservateurs »*, Marianne 28/02/2016.

http://www.marianne.net/elections-iran-echec-cinglant-les-ultras-conservateurs-100240673.html?utm_medium=Social&utm_source=Facebook&utm_campaign=Echobox&utm_term=Autofeed#link_time=1456658486)

Hourcade Bernard, *L'Iran est faible mais la République islamique se sent forte . Politique étrangère* Automne, n° 3, 2012

Imbert Louis et Ghazal Golshiri, *Hassan Rohani, président d'un Iran fréquentable*, Le Monde, 27/01/2016

http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2016/01/26/hassan-rohani-president-d-un-iran-frequentable_4853771_3218.html#Q4Ze1RvPuQZe2dY3.99

Kayhan. *Iranian Banks to Return to World Markets*, 22/11/2015

Kayhan, *Iran Approves Imports of Chevrolets*, Tehran Press TV, 11/01/2016

Kennouche Lina. *Que reste-t-il de Khomeyni ?* Orient le Jour. Le 26/04/2015.

<http://www.lorientlejour.com/article/928098/que-reste-t-il-de-khomeyni-.html>

Khosrokhavar Farhad. *L'Iran, la démocratie et la nouvelle citoyenneté*. Presses Universitaires de France, Cahiers internationaux de Sociologie 111, s. d.

Kianpour Darya, *Economie iranienne : les raisons d'un « désastre »*, RFI, 05-10-2012

<http://www.rfi.fr/moyen-orient/20121005-iran-economie-desastre-khavand-heurts-bazar>

Koussa Victoria, *Liberté sexuelle : l'Iran interdit la contraception définitive*, Journal des Femmes. 18/08/14.

<http://www.journaldesfemmes.com/societe/magazine/iran-interdit-contraception-0814.shtml>.

Michel Serge, *Iran : entre les mains du Guide*, Le Monde Geo et Politique, Le monde, le 11.06.2013 à 17h15, mis à jour le 14.06.2013 à 15h45

http://www.lemonde.fr/international/article/2013/06/11/iran-le-vrai-visage-du-pouvoir_3428149_3210.html

Moulin Jean, *US Navy : 1945-2001 De Nimitz au Nimitz*, t. II, Rennes, Marines éditions, mars 2004

Parsi Trita, *Les grandes étapes d'une relation tempétueuse : Le temps de la haine entre les Etats-Unis et l'Iran est-il révolu ?*, Le Monde diplomatique, mars 2015

<https://www.monde-diplomatique.fr/2015/03/PARSI/52708>

Potocki Michel. *L'aéroport Imam Khomeyni doit-il être ouvert ou fermé ? Réflexions sur le système constitutionnel iranien*. Géopolitique. 2004

Sarfraz Babak *Mahmoud Hachemi Chahrودي. Guide (bientôt) suprême*. The Nation- New York). 02/09/2009 <http://www.courrierinternational.com/article/2009/09/03/guide-bientot-supreme>

Shahsavari Roohollah , Delphine O, *Un retour des réformateurs iraniens ?* Fondation Jean Jaurès, 2016, Note n° 298

Stricot Matthieu, *La République islamique, une théocratie vidée de son caractère religieux*, Le Monde des Religions, 14 juin 2013.

http://www.lemondedesreligions.fr/actualite/la-republique-islamique-une-theocratie-videe-de-son-caractere-religieux-14-06-2013-3160_118.php

The Economist, *Iran: In with the madding crowd*, 3 novembre 2012

<http://www.economist.com/news/books-and-arts/21565582-why-did-iran-favour-reactionary-shia-divine-over-wealth-creating-king>

Vatanka Alex, *Pulling the strings, How Khamenei Will Prevent Reform in Iran*, Foreign Affairs., 25/11/2015, Consulté le 3 mai 2016.

<https://www.foreignaffairs.com/articles/iran/2015-11-25/pulling-strings>.

Vaudano Maxime, Pierre Breteau, Mathilde Damgé et Jérémie Baruch, *Nucléaire iranien : tout ce que vous devez savoir sur un accord historique*, Le Monde.

http://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2015/07/14/tout-ce-que-vous-devez-savoir-sur-l-accord-conclu-a-vienne-sur-le-nucleaire-iranien_4682968_4355770.html#livrIhO88kqtpvVh.99

Verleuw Camille. *Qui gouverne à Téhéran (et comment) ?* Eska, Sécurité Globale Horizons Stratégiques, n° 1, 2015.

de Vulpillières Eléonore, *Iran : pourquoi les conservateurs n'ont pas dit leur dernier mot*, Le Figaro. 2016

<http://www.lefigaro.fr/vox/monde/2016/03/01/31002-20160301ARTFIG00336-iran-pourquoi-les-conservateurs-n-ont-pas-dit-leur-dernier-mot.php>

Sites internet :

Aufeminin.com

Iran : Le top 15 des lois les plus absurdes . Aufeminin.com. <http://www.aufeminin.com/news-societe/iran-le-top-15-des-lois-les-plus-absurdes-s1771843.html>

Aljazeera:

Parvaz D., *Iran 1979 : a revolution that shook the world*, 2014

<http://www.aljazeera.com/indepth/features/2014/01/iran-1979-revolution-shook-world-2014121134227652609.html>

AFP :

• *Clotilde Reiss, la fin du calvaire iranien*, L'Express, 15/05/2010

http://www.lexpress.fr/actualite/monde/clotilde-reiss-la-fin-du-calvaire-iranien_892305.html

- *Iranian police seize 40k cars over women not covering hair with headscarf*, TheJournal.ie, 16 décembre 2015
<http://www.thejournal.ie/iran-hijab-car-2503738-Dec2015/>.

Banque Mondiale: Iran

<http://www.banquemondiale.org/fr/country/iran/publication/lifting-economic-sanctions-on-iran>

BBC News:

- Rana Rahimpour BBC Persian. *How has Rouhani's Europe visit been perceived in Iran?* BBC News. Consulté le 23 mai 2016. <http://www.bbc.com/news/world-middle-east-35428826>
- *Iran: Happy video dancers sentenced to 91 lashes and jail*. BBC News, 2016. <http://www.bbc.com/news/world-middle-east-29272732>.

Coran :

<http://www.le-coran.net/>

Constitution iranienne (1979)

<http://www.iranonline.com/iran/iran-info/government/constitution-1.html>

CNN. Bozorgmehr Shirzad, *Iran opposition leader loses job*, 23 décembre 2009.

<http://edition.cnn.com/2009/WORLD/europe/12/22/iran.council.mousavi/index.html>

Keyhani blog : *Iran : Gershad, une application pour contourner la police des mœurs* .

<http://keyhani.blog.lemonde.fr/2016/02/10/iran-gershad-une-application-pour-contourner-la-police-des-moeurs/>.

France Culture. Ludovic Piedtenu (France Culture), Marc Perelman (France 24) et Christophe Ayad (Le Monde). *Entretien exclusif avec Hassan Rohani, Président de la République islamique d'Iran*. le 28/01/2016

<http://www.franceculture.fr/geopolitique/entretien-exclusif-avec-hassan-rohani-president-de-la-republique-islamique-diran>

FranceTV info : *L'Iran signe un accord pour l'achat de 118 Airbus*. FRANCETV INFO, 28 janvier 2016. http://www.francetvinfo.fr/monde/proche-orient/l-iran-signe-un-accord-pour-l-achat-de-118-airbus-regardez-en-direct-la-conference-de-presse-de-francois-hollande-et-hassan-rohani_1289041.html.

Iran Human Rights:

- International Campaign for Human Rights. *Highest Ranked Woman in Iran's Government to Sue Extremist Publication*, 31 décembre 2015.

<https://www.iranhumanrights.org/2015/12/shahindokht-mowlaverdi/>

- *Two Poets Sentenced to Flogging and Nine and Eleven Years in Prison*, International Campaign for Human Rights in Iran, 2015.

<http://www.iranhumanrights.org/2015/10/two-poets-sentenced/>.

IRAN: Majles Shoraye Eslami (Islamic Parliament of Iran)

http://www.ipu.org/parline-e/reports/2149_B.htm

My Stealthy Freedom: <http://mystealthyfreedom.net/en/about>

Rich Kids Of Tehran (@therichkidsoftehran) • “Instagram photos and videos”

<https://www.instagram.com/therichkidsoftehran/>.

The Oxford Encyclopedia of the Modern Islamic World

- *Akhavi Shahrough. Sharī‘atī, ‘alī.*

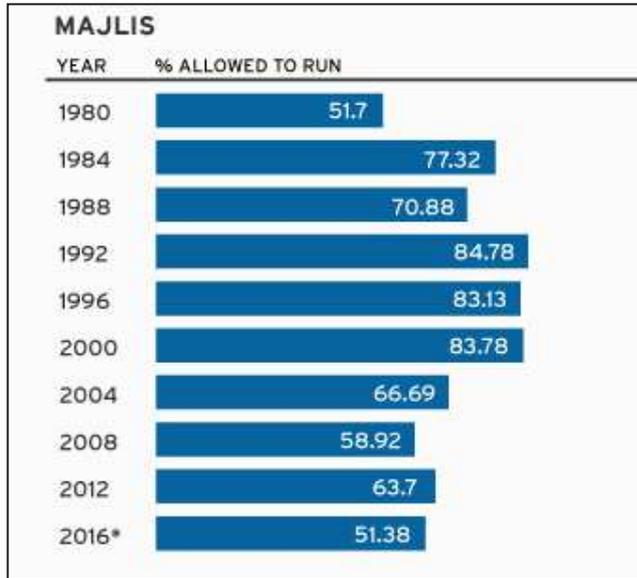
http://www.oxfordislamicstudies.com/browse?_hi=0&_start=404

- *Moin Baqer. Khomeini, Ruhollah Al-musavi.*

<http://www.oxfordislamicstudies.com/article/opr/t236/e0457>

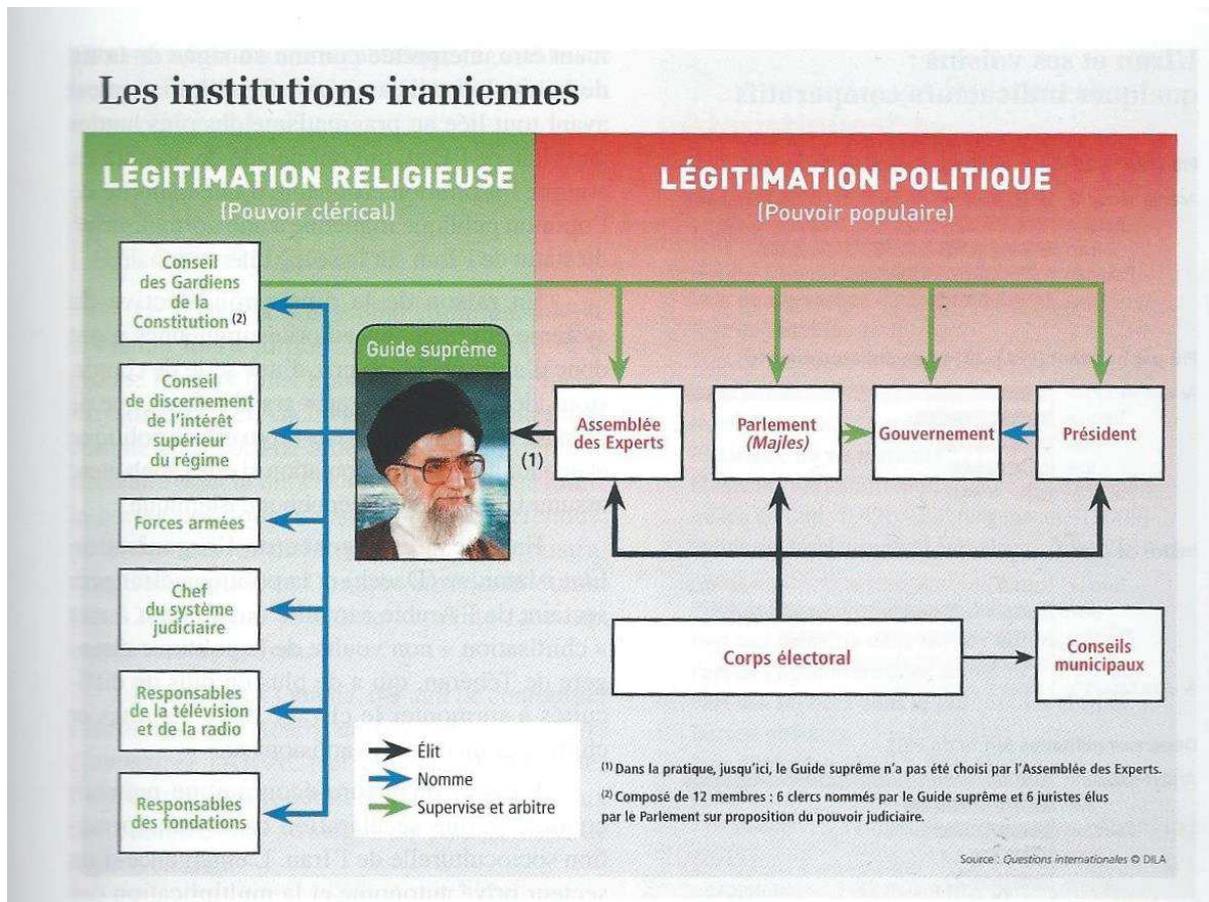
Annexes

Figure 1: Taux d'admission à concourir pour les élections parlementaires depuis 1980.



Emma Borden et Suzanne Maloney, *Guardians' Council has approved a record-law percentage of candidates. What will that mean for the upcoming vote?* Brookings Institute, 2016.

Figure 2. Les institutions Iraniennes



Clément Therme, “Les institutions iraniennes”, *Le pragmatisme de la République islamique d’Iran*, Question internationales n°77, Janvier-Février 2016.

Figure 3 : Statuts religieux, judiciaires et politiques en Iran.

Iran, Legiglobe ; <http://legiglobe.rf2d.org/iran/2014/07/18/>

Statuts religieux, judiciaires ou politiques :

Guide	= le moudjtahid ou l’Âyâtollâh qui porte ce titre est Reconnu, par consensus général, comme étant le plus savant en sciences religieuses, le chef Spirituel de la communauté chiite;
Imam	= ministre ou dignitaire, religieux musulman, chef Suprême de prière, représentant du “12e Imam caché”;
Grand Âyâ = voir Âyâtollâh ci-après;	
Âyâtollâh	= moudjtahid distingué et reconnu, interprète des textes; enseignant de la théologie, chef religieux;
Hojjatolislâm	= théologien chiite reconnu, docteur en jurisprudence;
Moudjtahid	= savant en sciences religieuses;
Uléma	= docteur, savant juriste;
Mollâ, mollah, mull	= personnalité religieuse;
Émir	= gouverneur, prince, chef militaire;
Qadi	= juge musulman;
Cheik	= quelqu’un de respectable par son âge, chef de tribu, responsable de confrérie, etc.;
Moqqadem	= représentant d’un cheik.

Figure 4. Le voile iranien: prototype. Site My Stealthy Freedom, Types of Islamic Veils.

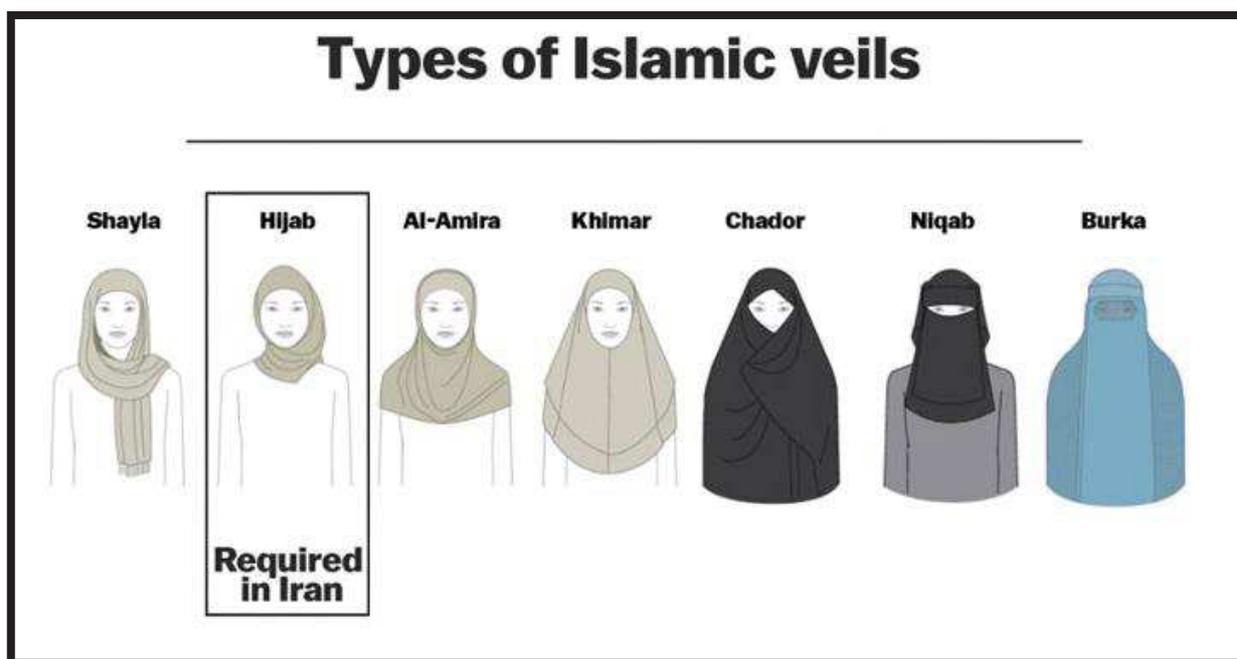


Figure 5 : Evolution de la mode féminine depuis 1979

Collectif CUT, Vidéo : Les Iraniennes voilées et dévoilées au fil du temps. (Le Point)

http://www.lepoint.fr/monde/iran-un-siecle-d-histoire-a-travers-le-voile-19-02-2015-1906436_24.php

